

Rapport Annuel 2006
à la XXXVII session ordinaire de l'Assemblée générale
de l'Organisation des états américains (OEA)

Table des matières

Avant-propos	1
Résumé.	3
1. Origine, fondements juridiques, structure et objectifs.	7
2. Mise en oeuvre des résolutions et des mandats.	9
2.1 Processus des Sommets des Amériques	9
2.2 Organes de direction de l’HICA.	11
2.3 Promotion des droits de la femme, de l’équité et de la parité hommes-femmes ..	13
3. Coopération technique.	17
3.1 Mise en oeuvre du Programme continental.....	17
3.2 Mise en oeuvre des programmes régionaux	32
Région andine	32
Région des Caraïbes	34
Région Centrale	36
Région Nord.	39
Région Sud.	41
3.3 Mise en oeuvre des programmes nationaux	43
Antigua-et-Barbuda	43
Argentine.	44
Bahamas.	46
Barbade.	47
Belize.	49
Bolivie.	50
Brésil.	52
Canada.	54
Chili.	56
Colombie.	58
Costa Rica.	60
Dominique.	62
El Salvador	64
Équateur.	66
États-Unis d’Amérique	68
Grenade	69
Guatemala	70
Guyana.	72

Haïti	73
Honduras	75
Jamaïque	77
Mexique	78
Nicaragua	80
Panama	82
Paraguay	84
Pérou	86
République dominicaine	88
St-Kitts-et-Nevis	90
Saint-Vincent-et les Grenadines	91
Sainte-Lucie	92
Suriname	94
Trinité-et-Tobago	96
Uruguay	98
Venezuela	100
4. Relations avec les partenaires stratégiques	103
5. Informations financières	107
6. Ressources humaines	109
7. Principales réunions	111
Sigles et acronymes	115

Avant-propos

Le nouveau Plan à moyen terme (PMT) pour la période 2006-2010 a donné une nouvelle dimension à la mission de l'Institut, ciblée sur la prestation d'une coopération technique innovatrice et l'idéal de se convertir en l'institution chef de file de l'agriculture des Amériques.

Pour relever les défis qu'affrontent actuellement l'agriculture et la vie rurale et nous acquitter de l'engagement que nous avons pris face aux initiatives internationales destinées à faire reculer la pauvreté à travers le monde, nous avons redoublé d'efforts afin de promouvoir une nouvelle manière de voir l'agriculture, de reconnaître l'hétérogénéité de la région et de consolider le modèle de gestion institutionnelle.

L'IICA, à l'unisson avec la dynamique interaméricaine émanée du processus des Sommets, et avec le Plan AGRO 2003-2015, accorde un soutien permanent à ses pays membres afin de leur permettre de s'acquitter plus facilement des engagements qui découlent des mandats qui leur ont été confiés par les Sommets et les accords ministériels. En collaboration avec le Gouvernement guatémaltèque, l'Institut a commencé à organiser la Quatorzième réunion ordinaire du Conseil et la Quatrième réunion ministérielle, dont le thème central est « Travailler ensemble en faveur de l'agriculture des Amériques », qui se tiendront en juillet 2007 à Antigua (Guatemala).

L'Administration a apporté des modifications à la structure organisationnelle. Elles se sont traduites par une meilleure intégration institutionnelle, par la consolidation du modèle de coopération technique de l'IICA et la réalisation d'activités communes entre la Direction des opérations régionales et de l'intégration, la Direction du leadership technique et de la gestion des connaissances, la Direction de l'administration et des finances et les bureaux hors siège.

La coopération technique institutionnelle a continué d'être focalisée sur l'obtention de résultats concrets. À titre d'exemple, nous citerons la concertation menée entre les différentes organisations en vue de l'élaboration du Rapport sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de la vie rurale en 2007, l'application intensive de l'instrument Performance, vision et stratégie (PVS) pour la modernisation des services de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, la définition des territoires dits « de référence » où seront mises en œuvre des interventions s'inscrivant dans une approche territoriale du développement rural et la mise en œuvre du Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité (PIBB). Toutes ces activités ont bénéficié de l'impulsion de la nouvelle Direction du leadership technique et de la gestion des connaissances, qui oriente la coopération de l'IICA et en assure le suivi, dans une vision continentale.

En ce qui concerne les directions chargées des activités régionales et de l'intégration ainsi que les 34 bureaux hors siège, ils coopèrent tous intensément à l'amélioration et au renforcement des capacités institutionnelles et individuelles nécessaires dans le domaine de la formulation des politiques, de la protection sanitaire agricole et d'innocuité des

aliments, de l'innovation technologique, du développement territorial, de la compétitivité des agroentreprises et des liens à établir entre les producteurs agricoles et les marchés.

Pour ce qui est de la gestion de l'Institut, dans le cadre de son processus d'amélioration constante, nous avons mené plusieurs missions de révision et d'évaluation de nos activités de coopération dans les États membres, ce qui a permis d'améliorer la gestion de nos bureaux hors siège et de renforcer l'image institutionnelle et les relations de l'IICA avec nos clients et nos partenaires.

L'Institut est actuellement dans une situation financière positive, grâce à l'équilibre atteint ces dernières années avec l'application de mesures de prudence financière et l'obtention de résultats conformes aux prévisions des programmes de coopération technique. Pour la troisième année consécutive, le recouvrement des quotes-parts s'est amélioré et les recettes extérieures ont augmenté, ce qui montre, incontestablement, la satisfaction de nos États membres et de nos partenaires stratégiques.

Nous réitérons que le développement de l'agriculture et l'amélioration de la vie rurale exigent des initiatives complexes et multidisciplinaires de la part de tous les intervenants, publics et privés, ainsi que des coopérants. Compte tenu de ce qui précède, nous avons encouragé l'extension du dialogue interinstitutionnel et nous avons laissé nos portes grandes ouvertes afin d'entreprendre de nouvelles actions avec des partenaires s'intéressant au développement du Continent américain et de renforcer les accords de travail existants avec des organisations comme, entre autres, l'OEA, la FAO, la BID, la Banque mondiale, l'OPS, la CEPALC, le CATIE et l'AECL, accords qui produisent leurs fruits dans différents domaines.

Le modèle de travail de l'IICA, largement reconnu comme prometteur, a pour colonne vertébrale la transparence et l'obligation de rendre des comptes. Les efforts visant à systématiser les informations sur les activités annuelles de l'Institut en font partie de même que le devoir d'entretenir des communications personnelles et permanentes avec les autorités nationales, régionales et continentales dans différents domaines.

Le rapport annuel pour l'année 2006 présente quelques-unes des principales activités que nous avons menées. Sur notre site web, www.iica.int, vous pouvez consulter les rapports spécifiques sur les résultats de notre coopération dans chaque pays membres et dans chaque région.



Chelston W.D. Brathwaite
Directeur général

Résumé

Fondé en 1942, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) est l'organisme du Système interaméricain spécialisé dans le secteur agricole et les territoires ruraux. Il stimule, encourage et appuie les efforts déployés par ses États membres pour réaliser le développement durable de l'agriculture et la prospérité des collectivités rurales.

En 2006, l'IICA a adopté un nouveau Plan à moyen terme pour la période 2006-2010, adapté sa programmation annuelle et son budget, et mis à jour les programmes nationaux et régionaux de coopération, conformément à sa mission d'offrir une coopération technique novatrice aux États membres, en vue de promouvoir un développement durable au bénéfice des peuples des Amériques.

L'IICA a continué d'impulser le Plan AGRO 2003-2015 en tant qu'accord continental relatif aux objectifs et aux actions stratégiques de l'agriculture et de la vie rurale des Amériques pendant cette période. Il a également concentré ses efforts dans les trois domaines de travail définis lors de la Réunion ministérielle de Guayaquil (2005) : promotion d'une politique d'État pour l'agriculture et la vie rurale, mise en place d'un système d'information pour le suivi et l'évaluation du Plan AGRO pendant la période 2003-2007 et ajustement des stratégies régionales de mise en œuvre du Plan. L'Institut, dans son rôle de Secrétariat du processus ministériel et de sa Réunion ministérielle, s'est plus particulièrement employé à faciliter la continuité du processus ministériel, l'intégration régionale dans le cadre du processus ministériel continental et l'articulation de ce processus avec celui des Sommets des Amériques.

En ce qui a trait à la **coopération technique continentale**, pendant l'année 2006, l'IICA s'est concentré sur six priorités stratégiques : i) repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale, ii) promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises, iii) renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, iv) promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, v) renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale et vi) promotion de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale.

Dans le cadre de ces priorités, il convient de souligner les efforts déployés par l'Institut pour repositionner l'agriculture, à travers des études de la contribution réelle de l'agriculture à l'économie et la tenue de forums techniques et de rencontres internationales, dont la « Journée de l'IICA à l'OEA ».

Il importe également de mentionner le renforcement des capacités des entrepreneurs et de la compétitivité des petits et moyens producteurs en Équateur, au Mexique, en El Salvador, au Honduras, en Haïti, au Guatemala, au Panama et à la Barbade, grâce notamment à la tenue de séminaires, d'ateliers et d'études, à la mise en application de la méthodologie des plateformes d'exportation et à la publication de documents techniques destinés aux exportateurs actuels et potentiels.

Avec l'appui de l'IICA, les États membres ont été en mesure de mieux défendre leurs intérêts au sein du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de l'OMC, question qui fait maintenant partie de leurs priorités dans leurs programmes d'action. À cet égard, l'Institut a contribué à la modernisation des services sanitaires, en appliquant l'instrument « Performance, Vision et Stratégie (PVS) ». En plus de renforcer les capacités des pays en matière de MSP, l'IICA a œuvré à la définition d'une réponse coordonnée pour la gestion de situations d'urgence face à la menace de maladies transfrontalières comme la grippe aviaire.

Le travail dans les territoires ruraux des Amériques a été axé principalement sur les processus de renforcement des institutions, des compétences techniques et des capacités dans le domaine de l'élaboration de politiques pour favoriser le développement rural fondé sur l'approche territoriale, principalement au Mexique, au Brésil et en Colombie. Au Costa Rica, au Honduras, au Guatemala et au Chili, des territoires ont été choisis pour l'application de cette approche et au Chili, au Paraguay, en Argentine et en Uruguay, des études ont été menées pour caractériser l'agriculture familiale.

Reconnaissant l'importance de la question de la technologie et de l'innovation, l'IICA a contribué à la mise à exécution du projet mondial intitulé « Évaluation internationale du rôle de la science et de la technologie dans le développement ». Par le biais du Secrétariat technique du FORAGRO, l'IICA a impulsé le dialogue continental en vue de la conception de politiques en matière de technologie. Il a également soutenu la consolidation du FONTAGRO comme mécanisme de financement de la recherche régionale et, à travers les programmes coopératifs d'innovation technologique (PROCI), il a continué de renforcer la coopération mutuelle entre les pays des cinq régions.

L'Institut est à l'origine de deux nouvelles initiatives continentales : l'une concerne l'agroénergie et les biocarburants et l'autre est le Programme continental dans les domaines de la biotechnologie et de la biosécurité. Dans le cas de la première, le Comité exécutif de l'IICA a approuvé la Stratégie de mise en place d'une plateforme de coopération horizontale en matière d'agroénergie et de biocarburants. En ce qui a trait à la seconde, des progrès importants ont été accomplis dans le recensement des besoins en matière de biotechnologie, la formulation d'initiatives régionales, la coordination de réseaux et l'établissement de lignes de travail avec des organismes spécialisés.

Au chapitre de l'information, les pays ont aujourd'hui un meilleur accès à des sources pertinentes et à jour et ils partagent leurs données d'expérience par le biais du Système d'information INFOAGRO (www.infoagro.net), qui comporte plusieurs modules (commerce, agroentreprises, technologie, biotechnologie, protection sanitaire, développement rural et agroindustrie), et du Système d'information et de documentation agricoles des Amériques —SIDALC— (www.sidalc.net), auquel participent 21 pays et 141 institutions.

S'agissant de la **coopération technique régionale**, dans la Région andine, la priorité a été accordée au renforcement des systèmes et des institutions de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (PSAIA) et de biotechnologie, ce qui a conduit

l'IICA à mettre l'accent, dans son programme d'action, sur le développement des capacités humaines et institutionnelles afin de renforcer les systèmes nationaux de PSAIA et à mettre en marche un réseau virtuel de traçabilité dans cette région. De même, des initiatives ont été lancées pour la mise en œuvre de mesures de prévention, de contrôle et d'éradication de maladies et d'infestations parasitaires présentant une importance économique et sociale et des actions régionales ont été menées pour faire face à la menace que représentent les maladies et infestations parasitaires transfrontalières comme la grippe aviaire, la fièvre aphteuse et la mouche du fruit.

Dans la Région des Caraïbes, l'Institut a continué de jouer un rôle de chef de file dans les actions du Secrétariat de l'Alliance pour le développement durable de l'agriculture et du milieu rural (l'Alliance), de l'Association des agroentrepreneurs des Caraïbes (CABA) et d'autres organisations, tout en maintenant son appui à l'Initiative Jagdeo qui vise à impulser des actions pour faire tomber les obstacles au développement et à la diversification agricole dans les Caraïbes. Par ailleurs, en guise de préparation à l'apparition possible de la grippe aviaire, l'Institut a réalisé deux exercices de simulation en République dominicaine et en Jamaïque, avec l'appui de la FAO et du Service d'inspection d'hygiène vétérinaire et de protection des cultures (USDA/APHIS), et joué un rôle important dans la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre les espèces envahissantes.

Dans la Région centrale, dans le cadre du Plan d'action pour le développement agricole et rural adopté par les présidents du Mexique et des pays d'Amérique centrale, et grâce à l'effort collectif des secteurs public et privé et d'organisations régionales et internationales, s'est tenu le III^e Forum international des agroentrepreneurs en fruits tropicaux. En matière de PSAIA, l'Institut a évalué le degré de préparation des pays centraméricains face à l'apparition éventuelle de la grippe aviaire, de concert avec l'Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA) et la Fédération des aviculteurs d'Amérique centrale (FEDAVICAC). En collaboration avec ces organisations régionales, il a également appuyé l'élaboration du Plan d'innocuité dans le secteur avicole centraméricain. Enfin, au chapitre du développement technologique agricole, à travers le Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole (SICTA), il a appuyé le renforcement et l'articulation des instituts nationaux de recherche agricole et des systèmes de recherche et de transfert de technologie agricole.

Dans la Région Nord, l'IICA s'est principalement employé à faire connaître aux pays d'Amérique centrale, des Caraïbes et d'autres régions l'expérience acquise par le Mexique en matière de négociations et d'administration du volet agricole des traités commerciaux. Comme dans les autres régions, l'Institut a joué un rôle fondamental dans les efforts conjoints pour faire face à la menace que représente la possible apparition de la grippe aviaire. En outre, il a continué d'apporter son appui constant aux pays pour réduire ou éliminer les risques d'infestation par la mouche du fruit, de fièvre aphteuse et d'encéphalopathie spongiforme bovine. Par ailleurs, la signature d'un protocole d'entente avec l'Organisation de l'industrie de la biotechnologie (BIO) a ouvert un espace

important pour le dialogue et la coopération dans un domaine de la plus haute importance sur le plan mondial.

Dans la Région Sud, l'IICA a continué d'appuyer le Conseil agricole du Sud (CAS), en agissant à titre de Secrétariat technique et par le biais d'activités de coopération avec les organes consultatifs du CAS tels que le REDPA, le GINA-Sur, le PROCISUR et les secrétariats du Comité vétérinaire permanent et du Conseil de la protection phytosanitaire. Par ailleurs, l'Institut a impulsé la mise en place d'une stratégie régionale de préparation face à la menace que représente la grippe aviaire et, de concert avec le Centre panaméricain de la fièvre aphteuse, il a collaboré au recensement des besoins en matière de formation pour diagnostiquer la maladie dans la région. L'Institut a également apporté son soutien au Forum régional des facultés d'agronomie du MERCOSUR élargi. En outre, il a continué de fournir une aide pour ajuster les programmes d'enseignement supérieur aux exigences du secteur productif agricole, et d'offrir des conseils dans les processus d'auto-évaluation des programmes d'agronomie et de médecine vétérinaire, de planification stratégique et d'élaboration de programmes d'étude dans divers pays de la région. Enfin, l'IICA a collaboré à la conception de projets d'appui au CAS et facilité la présentation de ces projets à des organisations financières internationales.

Par ailleurs, à travers la mise en œuvre des programmes nationaux de coopération, l'Institut a apporté des contributions importantes aux pays dans les domaines d'intervention susmentionnés, en particulier dans les domaines du renforcement des capacités, de l'élaboration de projets, de la modernisation institutionnelle et du renforcement du dialogue et de l'intégration régionale et continentale.

Reconnaissant l'importance des activités coordonnées avec d'autres organisations, l'IICA a intensifié la stratégie de travail conjoint avec la FAO, l'OEA, la BID, l'OPS, la CEPALC, l'Agence suisse pour le développement international (COSUDE), l'OIE, l'Organisation de l'industrie de la biotechnologie, l'Association publique des droits de propriété intellectuelle, l'*US Grain Council*, l'Université internationale de la Floride, l'Institut de recherches sur les politiques rurales (RUPRI), l'*American Agri Women* et l'Association interaméricaine des bibliothécaires et documentalistes agricoles (AIBDA), entre autres organisations.

1. Origines, fondements juridiques, structure et objectifs

L'IICA a été créé en 1942 par le Conseil d'administration de l'Union panaméricaine. En 1949, l'Institut a été reconnu par l'OEA comme l'organisme du Système interaméricain spécialisé dans le domaine de l'agriculture et du bien-être de la population rurale.

En 1980 est entrée en vigueur la nouvelle Convention de l'Institut qui a établi deux organes directeurs : le Conseil interaméricain de l'agriculture (le Conseil), composé de tous les États membres, et le Comité exécutif (CE), composé de 12 États membres élus selon un principe de roulement. Le Conseil tient une réunion ordinaire tous les deux ans, pour examiner la politique et les activités de l'Institut et adopter des décisions à cet égard. Le CE agit au nom du Conseil pendant les périodes comprises entre les réunions de ce dernier, en qualité d'organe exécutif, et tient une réunion ordinaire annuelle.

En 2000, l'OEA, par la résolution 1728 de son Assemblée générale, a reconnu le Conseil comme le forum principal de niveau ministériel chargé de réaliser des analyses et de rechercher des consensus sur les politiques et priorités stratégiques pour l'amélioration de l'agriculture et de la vie en milieu rural dans les Amériques.

L'organe exécutif de l'Institut est la Direction générale, dont le siège est situé à San José (Costa Rica). Le Directeur général est M. Chelston W.D. Brathwaite, originaire de la Barbade.

L'Institut dispose d'un réseau de bureaux répartis dans 34 États membres et d'un bureau permanent pour l'Europe dont le siège est à Madrid et qui a pour mandat de promouvoir les relations avec des partenaires stratégiques. Il compte également un bureau commercial en Floride (Etats-Unis), responsable du Programme interaméricain pour la promotion du commerce, des agroentreprises et de l'innocuité des aliments.

L'IICA a pour mission de fournir une coopération technique novatrice aux États membres afin qu'ils puissent se développer de manière durable, au bénéfice des peuples des Amériques. L'Institut aspire à devenir le chef de file des institutions spécialisées dans le domaine de l'agriculture et du développement durable dans les Amériques et le partenaire privilégié en raison de la qualité de sa coopération technique au regard des besoins des États membres, et de ses contributions au développement durable de l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la prospérité rurale.

2. Mise en oeuvre des résolutions et des mandats

2.1 Processus des Sommets des Amériques

Les défis planétaires, notamment la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire, ainsi que la concrétisation des engagements et des mandats émanés du Processus des Sommets des Amériques ont insufflé, dans tout le Continent, une nouvelle dynamique à l'agriculture, à la vie rurale et à l'IICA. Parmi les activités qui s'inscrivent dans cette nouvelle dynamique, il convient de souligner le positionnement qu'occupent l'agriculture et la vie rurale dans le programme de travail interaméricain, l'établissement, aux trois derniers Sommets, d'un cadre politique qui favorise leur amélioration et la mise en place d'une « nouvelle architecture institutionnelle » depuis l'instauration des Sommets des Amériques et qui s'est traduit, aux effets du présent rapport, par les réunions ministérielles autour du thème « Agriculture et vie rurale dans les Amériques ».

Dans le cadre du processus engagé en 2001, les ministres de l'Agriculture ont tenu trois réunions continentales au cours desquelles ils ont adopté des accords concernant des questions stratégiques destinées à améliorer l'agriculture et la vie rurale. Au nombre de ces accords, il faut souligner en particulier le Plan d'action AGRO 2003-2015 qui présente une vision commune de ce que seront l'agriculture et la vie rurale en 2015 et les actions stratégiques nécessaires pour y parvenir. En 2006, sous la présidence du Guatemala et avec l'appui du Secrétariat exercé par l'IICA, le processus ministériel a avancé dans les préparatifs de la Quatrième réunion ministérielle qui se tiendra au Guatemala, en juillet 2007, et dont le thème sera « Travailler ensemble pour l'agriculture des Amériques ».

L'agriculture et la vie rurale : questions stratégiques pour le développement intégré des pays

Au Quatrième Sommet des Amériques, les Chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé l'importance stratégique de l'agriculture et de la vie rurale pour le développement intégré des pays et appuyé les activités visant à favoriser le dialogue, le consensus et l'engagement menées par les ministres de l'Agriculture en vue d'appuyer les mandats émanés des Sommets. Concrètement, dans le Plan d'action adopté à ce dernier Sommet, les Chefs d'État ont décidé de prendre l'engagement, dans leurs pays respectifs, « d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord ministériel de Guayaquil de 2005 sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques (Plan AGRO 2003-2015) ».

Cet engagement, auquel s'ajoute les déclarations et les décisions afférentes à l'agriculture et à la vie rurale émanées d'autres réunions des Chefs d'État et de gouvernement des Amériques (Québec, en 2001 et Monterrey, en 2004) constituent un cadre politique qui montre clairement leur soutien aux processus visant à améliorer l'agriculture et la vie rurale dans le Continent américain.

Les réunions ministérielles sont un instrument du processus des Sommets des Amériques. C'est pourquoi, compte tenu de l'Accord ministériel de Guayaquil de 2005, le processus

ministériel qui a pour but de préparer la Quatrième réunion a concentré son attention sur trois axes de travail : a) la promotion d'une politique d'État en faveur de l'agriculture et de la vie rurale ; b) la mise au point d'un système d'information pour le suivi et l'évaluation du Plan AGRO 2003-2007, et c) la modification des stratégies régionales.

Un IICA rénové face à la nouvelle dynamique continentale du XXI^{ème} siècle

Depuis le processus de modernisation qu'il a engagé en 2002, l'IICA exerce un double rôle complémentaire afin d'appuyer les pays dans la mise en œuvre des engagements découlant des mandats impartis par les Sommets des Amériques et les accords ministériels. Il continue par ailleurs à s'acquitter du rôle traditionnel, bien que rénové, d'un organisme international de coopération, en tenant compte de la nouvelle dynamique continentale qui a fait son apparition avec le processus des Sommets (et dont les principaux résultats sont présentés dans les chapitres suivants du présent rapport). Mais il commence également à exercer son nouveau rôle de Secrétariat du processus ministériel et de sa réunion « Agriculture et vie rurale dans les Amériques ».

L'Institut est chargé de ce Secrétariat depuis qu'il participe au processus des Sommets en qualité de partenaire et que les réunions ministérielles ont été institutionnalisées. Dans l'exercice de ce rôle, l'IICA s'est efforcé principalement de faciliter la continuité du processus ministériel et sa coordination avec le processus des Sommets des Amériques ainsi que l'intégration régionale dans le cadre du processus ministériel continental.

À cette fin, en 2006, l'Institut a fait connaître les mandats émanés des Sommets des Amériques et des accords ministériels relatifs à l'agriculture et à la vie rurale, appuyé la Présidence du processus ministériel pour l'exercice 2006-2007, exercée par le Guatemala, coopéré avec les processus régionaux de mise en œuvre des accords ministériels et coordonné les actions de soutien à la mise en œuvre de ces mandats avec d'autres organismes internationaux. En ce qui concerne ce dernier aspect, en collaboration avec la CEPALC et la FAO, il a travaillé à la mise au point d'indicateurs pour le système de suivi et d'évaluation du Plan AGRO, en exécution du mandat n° 43 du Plan d'action de Mar del Plata de 2005.

Afin de faciliter la coordination du processus ministériel avec celui des Sommets des Amériques, il est membre des mécanismes de révision et de suivi qui, sous la direction de l'OEA, ont pour but de renouveler et de consolider le positionnement de l'agriculture et de la vie rurale aux futures réunions présidentielles. À cette fin, il a fourni des informations constantes sur les préparatifs de la Quatrième réunion ministérielle, les progrès réalisés par le processus ministériel 2006-2007 et les contributions de l'IICA et d'autres organisations internationales à la mise en œuvre de l'Accord ministériel de Guayaquil de 2005 au Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC), formé des ministres des Affaires étrangères du Continent et de leurs coordonnateurs nationaux.

D'autre part, en sa qualité de partenaire institutionnel du Sommet des Amériques, l'Institut est membre du Groupe de travail conjoint des Sommets, coordonné par l'OEA,

et composé de la CEPALC, de la BID, de l'OPS, de la Banque mondiale, de l'OIT et des banques régionales. Dans le cadre de ce Groupe, les participants ont mis en commun des informations sur les progrès réalisés par le processus ministériel 2006-2007, analysé la possibilité de mener des activités conjointes, en appui aux mandats présidentiels et aux accords ministériels. Dans le cadre de ses fonctions de Secrétariat, l'IICA facilite et appuie la coordination entre le délégué ministériel à l'Agriculture et à la Vie rurale et le coordonnateur national des Sommets au sein des ministères des Affaires étrangères.

En ce qui concerne l'intégration régionale dans le cadre du processus ministériel continental, les activités de l'IICA ont été centrées sur la mise en œuvre et le suivi de l'Accord ministériel de Guayaquil de 2005. Dans ce contexte, il a exercé le secrétariat du CAC, de l'Alliance caribéenne pour le développement durable de l'agriculture et du milieu rural (l'Alliance) et, plus récemment, du CAS. En ces qualités, il a soutenu les décisions politiques prises lors des réunions régionales des ministres de l'Agriculture. Dans la Région des Caraïbes, dans le cadre de l'Initiative Jagdeo, il a appuyé l'Alliance pour la mise au point d'un système de suivi et d'évaluation de cette Initiative et du Plan AGRO. En Amérique centrale, suite à un accord conclu avec le CAC en juin 2006, il a appuyé la réalisation du Premier atelier centraméricain des délégués ministériels au cours duquel a été définie une stratégie qui orientera les travaux dans chaque pays.

2.2. Organes de direction de l'IICA

La Treizième réunion ordinaire du Conseil, tenue à Guayaquil (Équateur) du 30 août au 1^{er} septembre 2005 et la Vingt-sixième réunion ordinaire du Comité exécutif, tenue à San José (Costa Rica) les 27 et 28 septembre 2006, ont adopté une série de résolutions qui confient des mandats explicites à la Direction générale et contiennent des dispositions dont l'exécution incombe aux États membres. Ce chapitre rend compte des activités mises en œuvre par la Direction générale de l'Institut en 2006 afin de s'acquitter des mandats qui lui ont été impartis par les organes de direction de l'IICA.

a. Résolutions relatives à la coopération technique

À sa Vingt-sixième réunion ordinaire, le Comité exécutif, par délégation expresse du Conseil, a approuvé le Plan à moyen terme de l'IICA (PMT) pour la période 2006-2010 qui constitue le cadre stratégique qui orientera les activités de l'IICA pendant ces quatre années. Ce Plan a été publié et est entré en vigueur le 28 septembre 2006.

En exécution des mandats impartis par ses organes de direction, l'IICA a mis en œuvre des activités de coopération dans les nouveaux thèmes émergents ci-après : a) la biotechnologie et la biosécurité ; b) la bioénergie et les biocarburants ; et c) l'assurance agricole.

En ce qui concerne le premier thème, l'Institut a élaboré, avec la participation directe de techniciens des États membres, le Programme continental en biotechnologie et en

biosécurité, adopté par la résolution n° 445 du Comité exécutif et dont la mise en œuvre a commencé en octobre 2006.

Par ailleurs, le Conseil (par la résolution n° 410) et le Comité exécutif (par la résolution n° 446) ont jeté les bases d'une plateforme interaméricaine de coopération horizontale en bioénergie et en biocarburants, qui permettra à l'IICA de faciliter, dans les années qui viennent, les échanges de données d'expériences et la coopération technique entre ses États membres.

En outre, en application des dispositions contenues dans la résolution n° 411 du Conseil, l'Institut a fait le premier pas dans la voie de la coopération avec ses États membres en matière d'assurance agricole. Il a engagé des négociations afin que l'Entité étatique d'assurance agricole (ENASA) de l'Espagne concrétise son offre d'appui et collabore avec lui à l'élaboration d'une proposition dans ce domaine.

b) Résolutions relatives à des questions budgétaires et financières

Le Conseil (par la résolution n° 414) et le Comité exécutif (par la résolution n° 435) ont approuvé des mesures destinées à favoriser le recouvrement des arriérés de quotes-parts dus à l'Institut par les États membres. L'adoption de ces mesures a eu pour effet de réduire considérablement le montant des quotes-parts arrivées à échéance, ce qui a permis à l'IICA d'améliorer sa solvabilité financière et d'exécuter ses plans et programmes de coopération technique.

Par la résolution n° 416, le Conseil a approuvé le Programme-budget détaillé de l'IICA pour 2006 et le montant total de celui de 2007, déléguant au Comité exécutif l'attribution d'analyser et d'adopter le Programme-budget détaillé pour 2007. Celui-ci a été adopté par le Comité exécutif, aux termes de la résolution n° 452. En outre, l'Institut a préparé le plan d'action pour l'exécution dudit Programme-budget.

Par ailleurs, le Conseil a approuvé, par sa résolution n° 417, un budget extraordinaire pour 2006, destiné à augmenter l'affectation des fonds destinés à des activités en matière de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments, au financement du remplacement des immobilisations et à la réparation des bâtiments. C'est grâce à ces fonds que l'Institut a renforcé les capacités de ses États membres à tirer réellement profit de l'Accord sur les MSP. Il a également rénové des locaux et leur a donné la maintenance nécessaire, autant de tâches qu'il remettait à plus tard depuis un certain nombre d'années, compte tenu des contraintes financières de l'IICA.

Pour ce qui est des états financiers de l'Institut pour l'exercice 2005, ils ont été approuvés par la résolution n° 449 du Comité exécutif. Ces états financiers ont été vérifiés par un cabinet extérieur de vérificateurs aux comptes et, conjointement avec le douzième rapport du Comité de révision de la vérification, ils prouvent que l'IICA a géré ses ressources avec prudence et transparence.

c. Résolutions relatives aux travaux des organes de direction de l'Institut

Le Comité exécutif, par sa résolution n° 454, a adopté les modifications au Règlement du personnel concernant les déclarations de biens des fonctionnaires occupant des postes de confiance et les normes régissant les périodes sabbatiques qui permettent aux fonctionnaires d'actualiser leurs connaissances en fonction des exigences de leur travail. En outre, par la résolution n° 458, cet organe de direction a décidé de tenir sa Vingt-septième réunion ordinaire, à San José (Costa Rica), en mai 2007.

Le Conseil, par sa résolution n° 419, a prolongé de quatre ans le mandat de la CCEAG (2006-2010). En application de cette résolution, la CCEAG a tenu une réunion extraordinaire le 15 juin 2006 et sa réunion ordinaire les 26 et 27 juillet 2006, réunions qui ont débouché sur une série de recommandations précieuses dans le but d'améliorer les propositions que la Direction générale a soumis à la Vingt-sixième réunion ordinaire du Comité exécutif.

De même, par la résolution n° 422, le Conseil a adopté les rapports d'activités, présentés en exécution des résolutions émanées de la Douzième réunion ordinaire du Conseil et des Vingt-quatrième et Vingt-cinquième réunions ordinaires du Comité exécutif, tenues en mai 2005 et en septembre 2006, respectivement. Le Comité exécutif a, lui aussi, adopté les rapports d'activités sur la mise en œuvre des mandats émanés de sa Vingt-cinquième réunion ordinaire. Ces deux instances ont exprimé leur satisfaction devant des progrès accomplis par la Direction générale dans l'exécution de ses mandats et devant les résultats obtenus.

En application des dispositions de la résolution n° 423 du Conseil, en 2006, la Direction générale, en collaboration avec le Gouvernement guatémaltèque, a progressé dans l'organisation de la Quatorzième réunion ordinaire du Conseil et de la Quatrième réunion ministérielle dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, qui se tiendront en juillet 2007, à Antigua (Guatemala).

2.3. Promotion des droits de la femme, de l'équité et de la parité hommes-femmes

Dans le cadre du Programme interaméricain sur la promotion des droits humains de la femme, de l'équité ainsi que de la parité hommes-femmes, l'IICA accorde une attention prioritaire à la promotion des possibilités d'accès des femmes et des jeunes ruraux au développement ainsi qu'à la gestion des territoires ruraux.

Ces deux aspects font partie du nouveau Plan à moyen terme de l'IICA pour 2006-2010 et l'orientation technique de l'Institut pour cette période quadriennale encourage l'intégration interdisciplinaire et interthématique de ses spécialistes afin de réaliser des progrès en matière de renforcement des micro et petites entreprises rurales (secteur où les contributions des femmes ont augmenté considérablement) et d'appuyer la formulation et

la gestion des politiques et des stratégies de développement rural dans une approche territoriale.

Les principaux apports réalisés par l'Institut dans le cadre du Programme susmentionné sont présentés ci-dessous, par région :

Dans la Région andine, l'IICA a encouragé, de concert avec ses partenaires nationaux, l'incorporation de l'approche de la parité hommes-femmes et la promotion des femmes rurales micro-entrepreneurs dans des expériences de développement territorial, en particulier en Colombie (Tequendama) et au Pérou (Huaura). En Équateur, il a appuyé la consolidation de la Corporation équatorienne des femmes rurales entrepreneurs, dans le cadre d'un processus de formation qui s'adressait aussi bien à des femmes rurales entrepreneurs qu'à des fonctionnaires et à des représentants des institutions publiques et privées qui les appuient. En Colombie, l'Institut a accordé son soutien au programme PADEMER dans le cadre duquel a été organisé un séminaire international qui a permis de procéder à des échanges de vues sur des expériences réussies de femmes rurales entrepreneurs. Il a également assuré le suivi de l'accord avec le Fonds de microfinancement pour les femmes rurales (FOMMUR) et *Suma Solidaria por la Mujer Rural* qui a permis de former des femmes rurales à la gestion d'une entreprise et à l'économie solidaire dans une approche de parité, activité qui a bénéficié de la participation de nombreuses institutions. Il a également mis en place un espace d'étude et de réflexion sur des questions conjoncturelles afférentes aux femmes et assuré le suivi du processus de réglementation de la Loi sur la femme rurale.

Dans la Région des Caraïbes, l'IICA a appuyé le Réseau des productrices rurales des Caraïbes (CANROP), qui s'est étendu et compte désormais neuf chapitres nationaux. Suite à un atelier ayant pour but le renforcement institutionnel de ce Réseau, des plans de travail annuels ont été élaborés pour chaque chapitre national. Enfin, en collaboration avec le Cabinet de la Première dame de la République dominicaine, le secrétariat à l'Agriculture et le Secrétariat à la condition de la femme, il a appuyé la réalisation du Séminaire international sur la parité hommes-femmes et le développement durable en Amérique latine et dans la Caraïbe.

Dans la Région centrale, l'IICA a appuyé le renforcement d'un groupement de 656 femmes rurales entrepreneurs, organisées en associations et en coopératives, en élaborant à leur intention une série d'outils et d'instruments adaptés aux caractéristiques des cultivatrices. En outre, en collaboration avec le PNUD et l'UNIFEM, il a dispensé un accompagnement technique pour la deuxième étape du projet « L'Agenda économique des femmes - volet : le Nicaragua », notamment pour tout ce qui concerne la planification stratégique pour la période 2006-2010.

Dans la Région Nord, au cours de ces dernières années, l'IICA a encouragé l'établissement d'un programme de coopération technique Nord-Sud, fonctionnant dans les deux sens, qui accorde une attention particulière aux échanges de données d'expérience entre femmes rurales entrepreneurs et à la création de réseaux de femmes et de jeunes. À cet effet, il a engagé des contacts officiels avec l'*American AgriWomen*

(AAW), organisation qui regroupe 51 organisations de productrices et de prestataires de services agricoles aux États-Unis. Le premier résultat de cette collaboration a été l'invitation à coopérer avec le Conseil consultatif pour l'éducation de l'AAW qui a été faite à l'Institut. L'IICA s'efforce de conclure avec cette association un accord de coopération qui faciliterait le dialogue et les échanges de données d'expérience entre les réseaux d'exploitantes rurales des Amériques, à partir de 2007. Au Mexique, il a appuyé le Réseau national des femmes rurales et assuré le suivi de l'accord IICA-RENAMUR-CONGES, destiné à renforcer l'accès des productrices, membres du RENAMUR, à des niches du marché européen, comme le commerce équitable et solidaire.

Dans la Région Sud, par l'intermédiaire du Forum permanent du développement rural, l'IICA a facilité et diffusé des expériences qui mettent en lumière les différentes caractéristiques des acteurs sociaux des territoires, en particulier les caractéristiques des productrices rurales au sein de l'agriculture familiale et des travailleuses rurales en général. En Uruguay, il a accordé son soutien à des groupes de productrices et de producteurs ruraux artisanaux affiliés à la Fédération rurale pour le renforcement des associations rurales membres de cette Fédération, en privilégiant l'intégration de la famille rurale, grâce à une participation accrue des jeunes et des femmes.

3. Coopération technique

3.1 Mise en œuvre du Programme continental

Compte tenu des mandats impartis par son organe de direction et des demandes émanées des régions et des pays, le programme continental de l'IICA était ciblé sur trois priorités stratégiques : *a) la consolidation de nouveau modèle de coopération technique ; b) les contributions au repositionnement de l'agriculture et c) la prestation de la coopération technique directe.*

Consolidation du nouveau modèle de coopération technique

Le Comité exécutif a adopté le nouveau Plan à moyen terme 2006-2010 (PMP). Ce Plan redéfinit la vision et la mission de l'IICA et fixe la voie à suivre pour les activités stratégiques qui seront mises en œuvre par l'Institut jusqu'en 2010 afin de consolider les importantes réformes concernant le mode de fonctionnement de l'IICA qui ont été mises en place pendant l'exercice quadriennal précédent.

Étant donné les nouveaux défis que pose ce PMP, l'Institut a renforcé sa Direction technique en créant la Direction du leadership technique et de la gestion des connaissances. Ce service a pour attributions d'assurer le suivi des tendances qui déterminent l'évolution de l'agriculture et du milieu rural, de superviser et orienter la coopération de l'Institut, de promouvoir l'excellence technique dans tous les programmes, tous les projets et toutes les activités de l'organisation et de mettre au point des processus de gestion des connaissances destinés à améliorer l'efficacité et la rentabilité des activités de l'IICA.

L'Institut a élaboré la proposition de Programme de renforcement des compétences en matière de leadership dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, qui servira de base pour la préparation de cours et d'ateliers dans les différents domaines de concentration et secteurs de l'IICA et pour la mise en œuvre d'initiatives conjointes avec les partenaires stratégiques.

Le leadership technique et la gestion des connaissances en tant que modalités de travail quotidien de l'IICA cherchent à consolider un modèle de coopération technique qui privilégie le travail multidisciplinaire visant à repositionner l'agriculture et à fournir mettre en œuvre une coopération technique directe. L'Institut essaie d'accroître l'efficacité et la pertinence de sa coopération technique et, pour ce faire, il favorise l'établissement d'une corrélation directe entre ses activités et les demandes et les priorités de ses clients.

L'IICA a abordé la question de la gestion des connaissances avec une approche multidisciplinaire, établi un groupe de travail permanent dans ce domaine et commencé à exécuter des activités caractéristiques d'un processus de cette nature, comme la création

d'un dépôt de publications internationales, la mise à l'essai de la version bêta du Système intégré de gestion des bibliothèques agricoles dans les Bibliothèques commémorative Orton et Venezuela et la maintenance d'une plateforme technologique de pointe.

Il convient de signaler que dans le cadre de la modernisation de l'infrastructure technologique visant à améliorer les communications et les échanges d'informations entre les bureaux hors siège de l'Institut, le siège, les fonctionnaires et les partenaires de l'Institut, le Réseau virtuel privé a été installé dans 95% des bureaux hors siège de l'IICA. L'Institut a également conçu et révisé des outils technologiques, comme l'Intranet, le système d'élaboration et d'enregistrement des rapports et le système de suivi des accords institutionnels. En outre, il a procédé au réaménagement du portail web institutionnel afin de centrer celui-ci sur la gestion des connaissances techniques et de permettre la gestion des matériels d'informations dans chaque pays, ce qui facilite notamment la publication et la gestion décentralisée des informations, la création de communautés virtuelles et la réalisation de forums et de vidéoconférences par l'Internet.

La couverture du système Infoagro.net a été étendue grâce à l'incorporation de nouveaux systèmes régionaux d'information technique qui permettent la mise en commun et les échanges d'information entre plus de 17.000 utilisateurs inscrits de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Le Réseau SICTA et Infoagro/Comercio de la Région centrale sont deux exemples réussis de ces nouveaux systèmes régionaux.

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

L'IICA a examiné et concerté avec d'autres institutions le processus d'élaboration du Rapport sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de la vie rurale pour l'année 2007 ainsi que la procédure méthodologique utilisée pour la collecte et l'analyse des données et des informations nécessaires à son élaboration.

Par ailleurs, l'IICA, la FAO et la CEPALC ont formé un groupe de travail qui est parvenu à mettre sur pied une base de données commune aux trois institutions, a avancé dans la définition conceptuelle et méthodologique de « rural », d'« agroindustriel » et d'« agriculture étendue » et a préparé un document conjoint d'analyse des tendances et des perspectives de l'agriculture et du milieu rural.

Les résultats des études sur la contribution réelle de l'agriculture (CRA) au développement économique fournissent des arguments fondamentaux pour défendre le rôle stratégique du secteur agricole et repositionner celui-ci dans les politiques publiques. Ce sont ces résultats qui ont motivé la participation active de l'IICA à la réalisation ou à la mise à jour du calcul de la CRA au Mexique, au Costa Rica, au Guatemala, à Trinité-et-Tobago, à la Jamaïque et dans l'Organisation des États de la Caraïbe orientale.

Le dialogue continental sur des thèmes cruciaux qui déterminent le développement du secteur agricole ou exercent une influence sur celui-ci a été encouragé lors de forums techniques continentaux auxquels ont participé des experts dans ces différents domaines

et des représentants de centres spécialisés. Ces forums ont analysé notamment les thèmes suivants :

- Le cycle de négociation sur l'agriculture de Doha : les résultats de la conférence ministérielle de Hong-Kong
- Politiques de développement des zones rurales du Brésil
- Politiques publiques en faveur de l'agriculture et du milieu rural
- Changement climatique et vulnérabilité de l'agriculture et du milieu rural

Un autre résultat des efforts déployés par l'IICA pour repositionner l'agriculture a été l'instauration de la *Journée de l'IICA* à l'OEA. À cette occasion, le Conseil permanent de cette Organisation a reconnu le travail réalisé par l'Institut en faveur du développement agricole et rural et souligné l'intérêt des activités menées par l'IICA dans le domaine de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments, de la biotechnologie et de l'agrotourisme. D'autre part, à l'occasion de manifestations dans les pays membres, l'Institut a exposé et défendu ses arguments concernant l'importance de l'agriculture et de la vie rurale dans le développement économique et social.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

En ce qui concerne le renforcement des compétences des entrepreneurs, huit entreprises d'El Salvador ont fait connaître leurs produits, visité des points de vente et arrêté plus de 35 rendez-vous d'affaires, suite à une mission commerciale à Miami, conformément aux prévisions de la quatrième édition du Programme relatif aux plateformes d'exportation à El Salvador. Parallèlement, la troisième édition de ce Programme vient de commencer au Honduras. Elle devrait déboucher, en 2007, sur la matérialisation d'affaires sur le marché de la Floride (États-Unis).

Le renforcement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises agricoles du Continent américain constitue l'une des priorités du travail institutionnel. Pour répondre aux besoins concrets d'information des entrepreneurs agricoles, l'IICA a diffusé des informations, par le biais de trois émissions du programme radiophonique « *Agroenlace* », concernant les plans d'affaires à l'exportation, les consortiums d'exportation, l'innocuité des aliments, les micotoxines et les *Salmonella*. Par ailleurs, l'Institut a organisé différents séminaires au Nicaragua, en Haïti, à El Salvador, au Guatemala et au Panama pour expliquer les conditions que doivent remplir les produits agricoles frais ou transformés pour pouvoir être exportés aux États-Unis, au Canada et dans l'Union européenne. Il a également mené des actions de formation aux bonnes pratiques agricoles à la Barbade et en Haïti.

En coordination avec le réseau LATN, l'Institut a mené des études comparatives sur les mesures complémentaires que doivent prendre les pays de la Région andine (la Colombie, le Pérou et l'Équateur) qui ont souscrit des traités de libre-échange avec les États-Unis.

Suite à l'alliance conclue avec l'Université internationale de la Floride (FIU), il a organisé le premier séminaire « Accord de libre-échange Amérique centrale-République dominicaine-États-Unis (CAFTA-RD): possibilités de débouchés pour les agroentreprises de la Floride », qui s'inscrit dans la série *Séminaires continentaux sur les agroentreprises* (HAS) et, en appui au Programme FRUTALES (arbres fruitiers) d'El Salvador, il a coordonné et donné le cours « Marchés et commercialisation » du programme de formation diplômante en fructiculture de l'Université d'El Salvador.

En collaboration avec le bureau hors siège en Espagne, l'Institut a promu la Troisième rencontre sur l'innovation et la technologie, qui s'est tenue dans le cadre de la Foire alimentaire de Barcelone, en a sélectionné les participants et a identifié des contacts pour le marché solidaire parmi les entreprises ayant participé à la Foire des entreprises rurales qui s'est tenue à Ségovie.

En outre, il a été membre du Comité exécutif de la neuvième édition du *Food and Beverages Show* et organisé le stand CAFTA-RD, avec la collaboration du *Word Trade Center* de Miami.

En appui au Nicaragua, il a préparé deux missions commerciales auxquelles ont participé une cinquantaine de petits et moyens entrepreneurs agricoles, intéressés à prospecter et à mieux connaître le marché du Sud de la Floride.

Dans le cadre de ses fonctions de Secrétariat technique de l'Organisation des marchés des Amériques (OIMA), l'IICA a centré ses actions sur la gestion de la page web, qui fait office de centre de liaison, sur la tenue de la réunion ordinaire à Cartagena (Colombie) et des deux réunions du Comité exécutif à Washington et à Miami. Il a également terminé l'étude destinée à évaluer les systèmes d'information sur les marchés agricoles des pays membres de l'OIMA et établi un catalogue des meilleures pratiques utilisées par ces systèmes, qui servira de base à l'atelier de formation qui, en 2007, réunira les administrateurs des systèmes d'information.

L'Institut a également consolidé le système Infoagro/Agronegocios, en y incorporant la série « *Cuadernos para la exportación* » (Cahiers pour l'exportation) et la méthode « *Está usted listo para exportar ?* » (Êtes-vous prêt à exporter ?) qui permet d'évaluer le degré de préparation des entreprises du secteur agroalimentaire et d'identifier les domaines dans lesquels elles ont besoin de formation.

Il a présenté devant différentes instances des exposés, tels que « La mise en application du CAFTA-RD et ses éventuelles conséquences », « Les négociations commerciales entre l'Amérique centrale et les États-Unis » et « La sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique centrale : enjeux et défis pour les universités », et participé à des débats et à des échanges de données d'expérience sur des questions liées au commerce, ce qui a permis de renforcer les capacités de différents intervenants des secteurs agricoles nationaux et international.

À la demande des associations professionnelles régionales d'Amérique centrale, l'Institut a élaboré des documents à l'intention des secteurs de la viande de volaille, du riz et des fruits, dans lesquels il analyse les conséquences du traité CAFTA-RD sur la compétitivité de ces secteurs. De même, il a collaboré avec le CAC à l'élaboration de la proposition de politique agricole commune de l'Amérique centrale et au renforcement de l'Union douanière centraméricaine, dont la création est une condition indispensable de la négociation d'un accord de partenariat économique avec l'Union européenne.

En ce qui concerne l'intégration régionale, l'IICA a appuyé les conseils agricoles régionaux : le CAC, le CAS, la CARICOM et le CAN et leur a dispensé une assistance technique. Il a également collaboré avec les bureaux nationaux chargés de la politique agricole à l'adoption de positions régionales et à la recherche de consensus en matière de politique commerciale et sectorielle.

En vue de favoriser une meilleure compréhension des impacts économiques des politiques de soutien à l'agriculture ainsi que des différentes modalités d'ouverture commerciale, l'Institut a réalisé des études, mis au point des méthodes et mené des activités de formation et d'assistance technique directe à l'intention des secteurs public et privé. Pour améliorer les compétences des ressources humaines en matière d'application et de gestion des accords de libre-échange, il a élaboré et mis en œuvre un programme de coopération technique horizontale, intitulé « Nœud pour les politiques et le commerce - point focal : le Mexique », dans le but de tirer profit de l'expérience mexicaine dans ce domaine afin qu'elle « enrichisse » d'autres pays du Continent.

Il a assuré le suivi, par l'intermédiaire du système d'information Infoagro/Comercio, des questions concernant l'agriculture dans les négociations multilatérales et bilatérales des pays du Continent américain et a envoyé des bulletins électroniques hebdomadaires contenant des documents et des informations sur l'état d'avancement de ces négociations.

Afin de disposer d'un instrument de coopération technique supplémentaire, il a distribué périodiquement la revue électronique *InterCambio* dans laquelle les techniciens de l'IICA exposent leurs points de vue sur des questions d'actualité relatives au commerce, aux négociations commerciales et aux agroentreprises.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

L'IICA a continué d'appuyer les efforts des pays membres pour renforcer leurs institutions en vue de l'adoption effective des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de l'OMC. Cette action a non seulement permis aux pays membres de défendre leurs intérêts et leurs positions dans des forums internationaux, notamment devant le Comité des MSP de l'OMC, mais a également entraîné une meilleure coordination de leurs structures institutionnelles chargées d'assurer le suivi des programmes d'action des organismes internationaux s'occupant des MSP.

Il a encouragé l'établissement d'une meilleure coordination entre les techniciens des institutions nationales s'occupant des MSP et les missions de ces pays auprès de l'OMC. Par ailleurs, les retours d'information entre institutions et concernant les développements qui se produisent dans les différents forums internationaux se sont intensifiés, des fonctionnaires ont été désignés pour s'occuper des thèmes relatifs aux MSP, les décideurs ont pris conscience du haut degré de priorité des MSP, des ressources financières nécessaires ont été allouées afin de permettre la participation des techniciens en la matière aux réunions internationales et des actions ont été coordonnées au niveau interne dans les pays membres. Ces efforts ont été épaulés par la mise en œuvre de l'Initiative pour les Amériques qui a facilité la participation de 28 pays du Continent à quatre réunions du Comité des MSP de l'OMC.

Pour améliorer les capacités et échanger des données d'expériences en matière de MSP, l'IICA a appuyé un atelier organisé par l'OMC, auquel ont participé des représentants de onze pays du Continent, et un atelier de suivi du cours spécialisé en MSP, donné en 2005. Il a également collaboré à la révision des normes phytosanitaires de la Convention internationale pour la protection des végétaux, ce qui l'a mené à organiser des ateliers dans plusieurs pays d'Amérique latine.

Il a mis en application une stratégie institutionnelle pour la gestion des situations d'urgence, causées par le risque de transmission de maladies transfrontalières, comme l'influenza aviaire. La mise en œuvre de cette stratégie permet à l'Institut d'aider les pays à renforcer leurs capacités institutionnelles et à prendre une série de mesures destinées à préparer et à former les éleveurs et les leaders d'opinion. Elle a permis de renforcer les services vétérinaires par des actions conjointes des secteurs public et privé, notamment par la mise en application de l'instrument « Performance, vision et stratégie » (PVS), la production de séries radiophoniques et de vidéos, la publication de communiqués de presse, l'élaboration de documents contenant des informations sur l'influenza aviaire et la réalisation d'études sur les répercussions économiques mondiales et continentales de cette épizootie sur la filière avicole.

Afin de renforcer la coopération interorganisations destinée aux pays membres, l'Institut s'est joint à l'action de l'OIE et de la FAO intitulée Plan-cadre mondial pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières (GT-TAD) à laquelle participent d'autres institutions et organismes internationaux, comme l'OIRSA, l'OPS et le Ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA) et dont le but est de prévenir l'apparition des maladies transfrontalières et zoonotiques dans les Amériques. Il a également conclu un vaste accord de coopération avec la FAO qui inclut la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments.

Dans le domaine de la modernisation des services officiels chargés de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments, avec l'aval de l'OPS, il a mis l'instrument PVS, déjà appliqué en Équateur et au Pérou, à la disposition des services nationaux d'innocuité des aliments. Cet instrument aide les services nationaux d'innocuité des aliments à connaître leur niveau actuel de performance, à adopter et à mettre en commun avec le secteur privé une vision commune et à établir leurs priorités. Il

facilite également la planification stratégique qui leur permet de respecter leurs engagements internationaux et de tirer profit des avantages de la mondialisation.

Suite au partenariat stratégique conclu avec l'OIE, l'Institut a révisé l'instrument PVS et l'a adapté aux directives du Code sanitaire pour les animaux terrestres. En conséquence de quoi, cet organisme international l'a recommandé comme étant un instrument extrêmement utile pour le renforcement des services vétérinaires nationaux.

Il convient de mettre en exergue que le Secrétaire général de l'OEA a reconnu le travail accompli de concert par l'IICA et l'OPS dans le domaine des zoonoses et de l'innocuité des aliments ainsi que dans celui de l'agriculture et la santé.

Afin d'offrir des informations pertinentes sur l'influenza aviaire et sur d'autres thèmes stratégiques relatifs à la protection sanitaire agricole et à l'innocuité des aliments (PSAIA), l'IICA assure la maintenance du site web « *Agrosalud* » auquel sont inscrits 3.257 usagers qui cherchent des informations et des documents actualisés ainsi que des renseignements sur les réunions et les manifestations.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

L'Institut a favorisé le repositionnement institutionnel de l'agriculture biologique en Amérique centrale, grâce à la coopération technique qu'il a dispensée à la Commission centraméricaine des autorités compétentes, formée des directeurs des organismes chargés de la surveillance de l'agriculture biologique en Amérique centrale et en République dominicaine. Il a également conquis la confiance institutionnelle d'autres organismes de coopération dans la région, comme la Coopération autrichienne pour le développement et le Gouvernement espagnol, avec lesquels il a commencé à élaborer des projets nationaux et régionaux.

Il a orienté, sur le plan conceptuel, le cursus d'un cours international sur l'écologie agricole et le développement rural, donné à Matagalpa (Nicaragua) par l'Université de Californie, campus de Santa Cruz (UCSC), et l'Université nationale autonome du Nicaragua et pris part à sa réalisation. Suite à cette collaboration, l'UCSC et l'IICA ont étudié la possibilité d'officialiser leur coopération afin de proposer un cours similaire tous les deux ans.

Il a organisé, au Costa Rica, le forum technique intitulé « Effets du changement et de la variabilité climatiques sur l'agriculture et le milieu rural », qui a permis des échanges de données d'expériences sur les systèmes alimentaires, la pauvreté rurale et l'agriculture en Amérique centrale et dans d'autres régions du Continent américain et sur la gestion des risques en milieu rural.

Il a également accueilli un atelier, réalisé sous les auspices de l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle du globe (IAI) et du Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement (SCOPE), qui a souligné l'importance de bien comprendre

les fonctions des écosystèmes et les contraintes environnementales pour être en mesure d'orienter les futures stratégies de gestion de la Terre.

Renforcement des collectivités rurales par la mise en application de l'approche territoriale

L'IICA a continué de jouer un rôle fondamental dans la gestion des territoires ruraux, appuyant les processus de renforcement institutionnel et la formulation des politiques de développement rural dans une approche territoriale. La tenue à Querétaro (Mexique) du « Séminaire international sur le développement rural et le secteur agroalimentaire : Stratégies pour l'avenir », sous les auspices du Gouvernement mexicain, a démontré le positionnement de l'IICA sur cette question. En outre, dans le cadre de ce séminaire, l'Institut a accueilli la Réunion trinationale des vice-ministres du Développement rural de la Colombie, du Brésil et du Mexique, au cours de laquelle les vice-ministres de ces pays ont demandé l'aide de l'IICA pour un projet conjoint d'analyse comparative des politiques de développement rural.

Dans le domaine de la formation technique, il a donné suite à l'accord de coopération conclu l'année dernière avec le *Rural Policy Research Institute* - RUPRI (Institut de recherche sur les politiques rurales), consortium d'universités du Middle West américain, et est parvenu à concerter les orientations générales d'un programme conjoint intitulé *The Alliance for Rural Americas* (l'Alliance pour les Amériques rurales).

L'Institut a défini des critères pour la sélection et la délimitation des territoires dits « de référence », qui sont conçus comme des espaces d'apprentissage pour la mise au point, l'adaptation et la validation des outils d'application de l'approche territoriale en matière de développement rural et qui servent également à orienter, du point de vue méthodologique, les processus de gestion sociale du territoire. Dans ce domaine, il a mené des actions de coopération technique au Costa Rica, au Honduras, au Guatemala. Il a consolidé la mise en place d'un territoire de référence au Guyana et progressé dans l'établissement de liens entre les territoires de référence et les observatoires du développement rural au Brésil, en Colombie et au Mexique, qui sont des instruments de gestion des connaissances.

Dans le cadre du Groupe interinstitutionnel de développement rural (GIA-DR), il a avancé dans l'élaboration d'une méthode qui aidera à mieux différencier les concepts « urbain » et « rural ». Ce travail qui a été mené à partir d'informations recueillies au Costa Rica est une donnée dont s'inspire une initiative continentale du Groupe interinstitutionnel qui s'efforce d'avoir son mot à dire dans la définition de « rural », compte tenu du cycle de recensements nationaux qui aura lieu prochainement dans les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe.

Pour ce qui est de la consolidation de l'agriculture familiale et des petites et moyennes entreprises rurales, l'Institut a terminé les études destinées à caractériser ce type d'agriculture au Chili, au Paraguay, en Argentine et en Uruguay. Elles viennent s'ajouter à d'autres réalisées au Brésil. Ces études constituent des informations précieuses pour les

personnes chargées de la formulation des politiques publiques de développement de l'agriculture familiale. En outre, à partir de la différenciation de la production, et comme un premier pas vers le renforcement des compétences afin de permettre aux unités de production familiale et aux petites et moyennes entreprises rurales de tirer profit des possibilités des marchés, il a favorisé la diffusion d'informations et de connaissances sur le commerce équitable en Colombie, au Mexique et au Brésil, ciblés principalement sur les réseaux et les organisations de producteurs ruraux.

En appui à la promotion des possibilités de développement pour les femmes et les jeunes des zones rurales, il a mis en œuvre une stratégie destinée à réorienter les actions de coopération entre l'IICA et le Réseau caribéen des productrices rurales (CANROP) en vue de renforcer ce réseau sur le plan technique et d'assurer sa pérennité. Il a également renforcé le Programme continental d'appui au développement des femmes rurales (PADEMUR) en République dominicaine, par des orientations conceptuelles et méthodologiques en matière de micro-crédit durable.

Il a encouragé la formulation d'un programme de renforcement institutionnel des politiques de développement rural qui prennent en considération les jeunes, en menant des actions dans trois pays au moins, en vue de réactiver l'accord de coopération entre l'IICA et l'Organisation interaméricaine de la jeunesse.

En matière de gestion des connaissances pour le développement rural, l'Institut a consolidé le Forum permanent pour le développement rural, au Brésil, composé d'un réseau d'institutions nationales s'occupant d'initiatives similaires dans d'autres pays de la région. Ce Forum est un espace d'échange, de mise en forme et de diffusion des connaissances et des données d'expérience relatives au développement rural durable. Un des premiers résultats de ce Forum a été la réalisation de la manifestation « Salon des territoires ruraux » qui a été la principale vitrine nationale des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'approche territoriale au Brésil. Cette instance a également accompli des progrès dans le développement méthodologique d'instruments destinés à faciliter les processus de développement territorial.

Dans la Région Sud, il a progressé dans la consolidation d'un programme d'études universitaires supérieures à l'Université de Cuyo, à Mendoza (Argentine) et a donné suite à l'initiative de collaboration entre l'Uruguay, l'Argentine, le Paraguay et le Brésil pour les échanges de leçons apprises et de connaissances acquises en matière de formulation de programmes d'études universitaires supérieures. Pour ce qui est de la modernisation institutionnelle, il a identifié les domaines prioritaires pour la coopération technique entre l'IICA et le ministère de l'Agriculture (MINAGRI) du Chili.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

Dans ce domaine, l'IICA a appuyé le renforcement des capacités nationales dans le cadre des processus de transformation institutionnelle pour la recherche et l'innovation, en réalisant une étude sur les concepts et les stratégies propres à stimuler la modernisation

institutionnelle et la conception de politiques encourageant l'élaboration et l'utilisation des technologies. Il a également mis au point un profil de projet pour la mise en œuvre d'actions de coopération entre les pays et les régions des Amériques dans le domaine de l'innovation.

Il a aidé à la mise en marche du Projet d'évaluation internationale de la science et de la technologie agricoles pour le développement (IAASTD), parrainé par la Banque mondiale, la FAO, le PNUD, le FME, le PNUE, l'UNESCO et l'OMS. Lors de la mise en œuvre de ce projet, les responsabilités suivantes ont incombé à l'IICA : la coordination de l'évaluation en Amérique latine et dans la Caraïbe, la mise au point d'une base de données sur les auteurs de l'étude, l'animation de trois réunions pour la définition des chapitres et des contenus, la révision et la discussion des premières versions et la coordination des activités avec le Secrétariat de l'IAASTD de la Banque mondiale et avec l'UNESCO.

Afin de renforcer le Système continental de coopération en matière d'innovation technologique agricole et les liens entre celui-ci et le Système international de recherche, l'Institut a encouragé le dialogue sur la conception de politiques technologiques dans le cadre du FORAGRO, dont il assure le Secrétariat technique. Il a également appuyé la tenue de la réunion du Comité exécutif du FORAGRO qui a désigné le Président et le Vice-président de cette instance, approuvé le plan d'action pour 2006-2008 qui prévoit des initiatives de coopération dans le domaine de l'innovation institutionnelle et est parvenue à d'importants accords sur l'articulation de la petite agriculture avec les marchés, l'innovation appliquée à l'agriculture familiale et la définition des thèmes de discussion de la réunion internationale du Forum qui se tiendra à Montevideo en 2008.

Plusieurs membres d'Amérique latine et de la Caraïbe du FORAGRO ont participé activement à la Troisième conférence du Forum mondial de la recherche [agricole], tenue à New Delhi, qui a favorisé la coopération des pays des Amériques avec d'autres régions du monde autour du thème de l'innovation. Cette conférence a également produit des données pour la formulation de stratégies de recherche qui contribueront à la réalisation des Objectifs de développement du Millénaire.

Le rôle joué par le FORAGRO dans la sensibilisation des décideurs à l'importance stratégique de la recherche agricole a été renforcé avec la participation de son Président à la Réunion des commissions agricoles du Parlement latino-américain, tenue au Costa Rica.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord signé avec la BID, l'Institut a appuyé la consolidation du FONTAGRO en tant que mécanisme de financement des recherches régionales ainsi que la réalisation de trois ateliers destinés à assurer le suivi technique des projets en cours et à évaluer les performances des consortiums institutionnels qui les exécutent. Il a également commencé des études visant à évaluer l'impact économique, social, environnemental et institutionnel des projets régionaux du FONTAGRO et organisé, en partenariat avec l'INIA et l'AECI (d'Espagne), un cours de formation sur la formulation de projets de haute qualité et à fort impact, à Antigua (Guatemala).

Il a encouragé la coopération réciproque entre les pays des Amériques par des programmes coopératifs de recherche et de transfert des technologies agricoles (PROCI) et des programmes similaires. Il a évalué les résultats de ces programmes et négocié de nouveaux accords avec les institutions des pays de la Région Sud (PROCISUR) et ceux du Bassin amazonien (PROCITROPICOS). Le Groupe d'information du PROCINORTE dispose d'un plan de travail pour 2007 qui s'efforce de concentrer ses efforts sur la création de la Collection d'informations agricoles du Mexique afin d'accroître les échanges d'information entre le Mexique, les États-Unis et le Canada.

Pour ce qui est du SICTA (Amérique centrale) et du PROCIANDINO, l'Institut a entamé un processus de rénovation de ces mécanismes afin qu'ils répondent aux objectifs et aux priorités stratégiques des pays de ces régions. Il a renforcé son partenariat avec le COSUDE en vue de la mise en œuvre de la deuxième étape du projet Réseau-SICTA dont le but est de réduire la pauvreté et de créer de meilleures conditions de vie pour les petits et moyens producteurs de denrées de base de l'Amérique centrale, grâce à l'innovation technologique et à la diversification agricole.

En ce qui concerne la gestion des informations et des connaissances relatives aux technologies et à l'innovation, le Système d'information scientifique et technologique (INFOTEC) a vu le nombre de ses usagers s'accroître de 22 %. L'administrateur de ce Système a participé à la Réunion de sensibilisation et de coopération entre les régions en matière de technologies et de gestion de l'information et des communications pour la recherche et le développement agricoles, organisée en Thaïlande par le GFAR, l'APAARI et l'AIT.

Il a démarré le projet « Gestion de l'information pour la recherche et le développement agricoles : indicateurs, exemples de réussite et stratégie de sensibilisation pour l'Amérique latine », exécuté en partenariat avec le GFAR. Il a également donné un cours en ligne sur la gestion de l'information pour la recherche et l'innovation agricoles, en collaboration avec la FAO-RLC, grâce à la plateforme d'enseignement virtuel du projet FODEPAL.

Le développement de l'INFOTEC, la diffusion d'informations actualisées sur la situation et les résultats de l'agriculture régionale dans une perspective technologique ainsi que l'organisation de conférences et d'ateliers sur ces questions ont contribué à la mise au point d'une vision prospective de la technologie et de l'innovation agricoles chez les groupes concernés des secteurs public et privé et de la société civile.

En ce qui concerne la biotechnologie et la biosécurité, l'Institut a élaboré la proposition de Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité (PIBB) dont la mise en œuvre a été approuvée par les organes de direction de l'IICA. La proposition a été examinée et adoptée par consensus par le Groupe de travail du PIBB, formé de l'IICA et de représentants du Groupe de biotechnologie du CAS et des pays suivants : Argentine, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Chili, États-Unis, Guatemala, Jamaïque, Équateur, Mexique, Nicaragua, République dominicaine et Venezuela.

Parallèlement à ce processus, il a facilité le recensement des priorités en matière de biotechnologie et de biosécurité dans les régions Andine, centrale et des Caraïbes, ce qui, à son tour, a permis d'identifier et de formuler des projets stratégiques pour la région centrale et la région des Caraïbes. Ces projets, qui pour but de stimuler la coopération dans le domaine des aliments, de l'agriculture et de la biotechnologie, ont été analysés par les représentants de l'Amérique centrale, des Caraïbes et de l'Union européenne dans le cadre de la réunion du Septième programme-cadre de recherche et de développement technologique, coordonnée par BioEuroLatina/Commission européenne, l'Université du Costa Rica et l'IICA.

Pour ce qui est du développement de mécanisme de coordination continentale, régionale et nationale, l'Institut a utilisé de nouveaux modèles de coopération technique régionale en biotechnologie qui permettent les échanges d'information et de données d'expérience de même que l'identification d'éventuelles activités conjointes avec l'Initiative nord-américaine de biotechnologie (NABI) et le CAS dans des domaines tels que les droits de propriété intellectuelle, l'analyse des risques et les cadres de réglementation.

Il a conclu un partenariat avec l'Organisation de l'industrie biotechnologique (BIO) qui lui permettra de travailler dans les lignes d'action suivantes : le Protocole de Cartagena sur la biosécurité, la Convention sur la diversité biologique, le Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux et les accords de l'OMC.

Dans le cadre de la préparation de la Sixième réunion du Groupe de travail intergouvernemental ad hoc sur les aliments dérivés de la biotechnologie du Codex Alimentarius, tenue au Japon, l'Institut a organisé la consultation pour le Continent américain, à laquelle ont participé tous les pays des Amériques. Il a facilité les échanges d'information et la détermination du niveau de préparation de chaque pays, en prévision de cette réunion. Des délégués du Costa Rica, de l'Argentine, du Paraguay et du Chili ont pu se déplacer pour participer à cette réunion grâce à l'appui financier de la BIO, dans le cadre d'un mémorandum d'accord signé entre l'IICA et cette Organisation.

Dans le cadre d'un accord signé avec le Conseil des céréales des États-Unis, la Conférence technique sur la biotechnologie et la biosécurité agricoles et sur les éléments de base du Protocole de Cartagena s'est tenue à Brasilia. Cette Conférence a donné aux délégations des pays membres de l'IICA des informations actualisées sur le rôle des biotechnologies dans l'agriculture mondiale et continentale et sur les implications juridiques du Protocole de Cartagena.

La Quatrième réunion continentale intergouvernementale pour la mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la biosécurité a eu lieu grâce au soutien financier du ministère de l'Agriculture des États-Unis et du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada. Par ailleurs pendant les négociations internationales de ce Protocole, l'Institut a aidé les pays à procéder à des échanges de données d'expérience et à arrêter des positions de consensus concernant les aspects qui auront une incidence sur le commerce

des produits agricoles ainsi que le rôle de la biotechnologie dans la production d'aliments et la création de richesse.

En prévision de la Troisième réunion du Comité des parties à la Convention sur la biodiversité faisant office de réunion des parties au Protocole de Cartagena, qui s'est tenue à Curitiba (Brésil), l'IICA a organisé une réunion technique préparatoire destinée à favoriser l'échange d'informations sur les négociations en cours entre les pays, et notamment sur les implications du commerce transfrontalier d'organismes vivants modifiés (OVM). Il convient de souligner que les délégués à cette réunion ont accepté la proposition des pays américains concernant l'article 18.2(a) sur l'étiquetage, le transport et les mouvements transfrontaliers d'organismes vivants modifiés.

Il a organisé un atelier national, au Paraguay, afin de définir les grandes lignes d'une politique en matière de biotechnologie et de biosécurité. Cet atelier a débouché sur la création d'un groupe multisectoriel composé de représentants des secteurs public et privé et du monde universitaire. Il a également appuyé la création de réseaux de coopération en biotechnologie et en biosécurité dans les Caraïbes et en Amérique centrale et maintenu d'étroits contacts avec d'autres organisations, comme la FAO et l'Association mondiale de protection des animaux.

Dans le domaine de l'information et de la communication, l'Institut a renforcé le Système d'information sur la biotechnologie et la biosécurité, qui a permis de collecter, d'analyser et de distribuer des informations actualisées en la matière par le biais de la page web : www.infoagro.net/biotecnologia, du bulletin Infoagro-Biotecnología et des modules régionaux d'information. Le système sert de réservoir d'information dans les Amériques et compte 900 utilisateurs appartenant aux secteurs public, privé et aux milieux universitaires.

En octobre 2006, l'IICA a participé à Mexico à une réunion, organisée par l'initiative *Public Intellectual Property Resource for Agriculture* (PIPRA), avec laquelle il a concerté une alliance qui a permis de renforcer le travail institutionnel dans l'une des composantes les plus importantes du PIBB.

Il a souligné l'importance de la biotechnologie pour une production agricole plus rentable et plus compétitive dans d'importants forums internationaux, notamment à la Journée de l'IICA à l'OEA, à Washington, ainsi qu'au Forum agricole de Tabasco et au Forum international de l'élevage, qui se sont tenus tous les deux au Mexique.

Assurance agricole et projets d'investissement

En 2006, l'IICA a déployé des efforts considérables en vue d'appuyer les pays dans leurs initiatives destinées à promouvoir les investissements dans l'agriculture et le développement rural et à impulser des régimes d'assurance agricoles capables de satisfaire les besoins d'une agriculture moderne, dynamique et compétitive. Gardant présent à l'esprit ces objectifs, les activités de l'Institut dans ces domaines se sont concentrées essentiellement sur la promotion et la réalisation d'initiatives de mobilisation

de ressources extérieures, la dynamisation et la coordination des processus de préinvestissement et d'investissement ; l'appui au renforcement des capacités en matière d'élaboration, d'exécution et d'évaluation des projets de préinvestissement et d'investissement, par le biais de la formation des ressources humaines ainsi que de la mise au point et de l'utilisation de méthodologies adaptées aux projets et de la prestation d'une assistance technique pour les processus d'appel d'offres.

Au niveau continental, l'IICA a élaboré le « Plan de développement de la coopération technique en matière d'assurance agricole » et engagé des actions en vue de sa mise en œuvre dans les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe. Il a présenté des initiatives en vue de la signature d'instruments juridiques avec l'Entité étatique d'assurance agricole (ENASA) d'Espagne et la Fédération interaméricaine des compagnies d'assurance (FIDES). Il a également réalisé un atelier en Bolivie afin de promouvoir l'assurance agricole et appuyé la préparation d'une proposition qui vise à mettre au point un modèle de programme d'assurance agricole pour la Région des Caraïbes, avec des projets pilotes à Trinité-et-Tobago, les Bahamas et la Dominique.

Dans le cadre des activités du Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité de l'IICA, l'Institut a collaboré à la conception d'une méthode permettant de déterminer les besoins des pays dans ce domaine, à la formulation de trois profils de projets stratégiques et à l'élaboration de trois projets spécifiques destinés à la Région des Caraïbes. En appui à l'Atelier régional d'élaboration des profils de projets régionaux en biotechnologie agricole en Amérique centrale, il a formé des techniciens à l'application du diagramme de l'arbre pour la solution des problèmes et à l'élaboration du cadre logique.

Dans le cadre de leur engagement à améliorer les conditions de vie en milieu rural, l'IICA et l'OPS ont avancé dans la conception du Programme continental pour le renforcement du partenariat entre l'école et la collectivité pour le bien-être rural.

En vue de renforcer les capacités des ressources humaines en matière de méthodologies des projets, l'Institut a élaboré et diffusé le « Guide d'élaboration et de présentation des projets d'investissement pour la prévention de l'influenza aviaire ». Il a également conçu un cours virtuel, en anglais, sur la levée de fonds pour la formation des fonctionnaires de l'IICA de la Région des Caraïbes et préparé des matériels pour la mise au point de la « Méthodologie d'élaboration participative des plans et des projets faisant office d'instruments de renforcement des capacités des ressources humaines et du capital social dans les territoires ruraux ». Il a également préparé la proposition « Directives générales pour le recentrage des ressources provenant de prêts destinés aux programmes et aux projets d'investissement et de coopération technique » qui servira d'instrument d'appui aux pays ayant une capacité d'endettement limitée.

En appui au Plan Puebla-Panama (PPP/IMDS), l'IICA a collaboré à l'élaboration de propositions en vue de la négociation des ressources financières de préinvestissement nécessaires à la formulation des projets suivants : a) les capacités des centres éducatifs de qualité à satisfaire les demandes du marché du travail ; b) l'innovation pour le

développement des agroentreprises de transformation des fruits ; et c) la gestion intégrée des ressources en eau et l'aménagement hydroagricole (irrigation et drainage). Il a également apporté un soutien à l'élaboration de la proposition concernant la création du Forum d'intégration des marchés agroalimentaires de l'Amérique centrale et de la République dominicaine.

Dans la Région des Caraïbes, il a dispensé une assistance technique au CACHE pour la mise au point de la proposition « Renforcement des capacités pour l'amélioration de la compétitivité du secteur agricole dans les pays caribéens », qui a été présentée à l'Initiative pour la promotion des biens publics régionaux de la BID. Par ailleurs, dans la Région Sud, il a appuyé le CAS pour la préparation du projet « Système d'information régional pour le développement agricole des pays membres du CAS » qui, lui aussi, a été soumis à l'Initiative de la BID.

L'IICA a collaboré directement avec les pays de l'ALC à la préparation et à l'évaluation de profils, d'avant-projets et de projets d'investissement qui soient conformes à l'approche intégrée de développement agricole et rural préconisée par l'Institut. Il a également fourni une assistance technique aux processus de négociation des pays avec les institutions financières régionales, les organisations de coopération et les bailleurs de fond, portant sur des projets d'investissement ou de préinvestissement.

D'autres résultats importants des activités menées par l'Institut dans les pays et dans les régions en faveur des projets d'investissement ont été mentionnés dans les sections correspondantes de ce rapport. En outre, les rapports nationaux et régionaux pour l'année 2006 présentés par l'Institut aux autorités nationales des États membres et aux instances régionales concernées, contiennent une description détaillée des travaux réalisés par l'IICA dans ce domaine.

Autres domaines d'appui à la coopération technique

Il convient de signaler d'autres résultats obtenus dans le domaine de l'éducation, de l'information et des technologies de l'information qui ont contribué à ce que la coopération technique dispensée par l'Institut soit plus pertinente et plus efficace.

Parmi ces résultats, il convient de souligner la restructuration du Centre de formation à distance, grâce auquel des cours, en anglais et en espagnol, sur l'agrosylviculture, la manipulation des aliments, l'agriculture biologique, les bonnes pratiques agricoles et l'agrotourisme, entre autres, ont pu être donnés.

Dans le domaine de l'éducation, l'IICA, avec la collaboration du SHICA, a appuyé le renforcement des capacités des professeurs et des administrateurs d'universités au Pérou, au Venezuela, au Paraguay et au Mexique afin de leur permettre d'élaborer et de mettre en œuvre des plans stratégiques, de restructurer les cursus, d'obtenir l'accréditation de la qualité et de former des évaluateurs externes.

Dans le domaine des services d'information agricole, le nombre des fournisseurs d'information du Système d'information et de documentation agricole des Amériques (SIDALC) s'élève désormais à 141, ce qui signifie qu'il dispose actuellement de 221 bases de données et de 1.781.264 registres. On estime que le nombre d'utilisateurs du SIDALC (y compris ceux de la métabase AGRIS2000) atteint 394.691, ce qui représente une augmentation de 23% par rapport à 2005.

La Bibliothèque commémorative Orton a dispensé ses services, sur place, à plus de 11.050 usagers et, en ligne, à plus de 96.000 utilisateurs. Sa collection de monographies a augmenté de quelque 81.814 registres bibliographiques, dont 2.421 documents disponibles en texte intégral. Elle a acquis 32.672 documents scientifiques et techniques (imprimés ou en format électronique) et elle est abonnée à 91 revues scientifiques. Tout cela a facilité l'accès des chercheurs et des utilisateurs aux informations documentaires actualisées.

Grâce à sa participation au Réseau des centres d'information agricole (AGNIC), l'Institut a reçu un don de US\$7.000 pour la numérisation de tous les numéros de la revue Turrialba (1950-1995). Par ailleurs, après que le projet « Préservation de la collection spécialisée IICA-CATIE pour la recherche en agriculture tropicale latino-américaine à la Bibliothèque commémorative Orton » ait été formulé, l'Université de Harvard, par l'intermédiaire de son Programme en faveur des bibliothèques et des archives d'Amérique latine, lui a fait don de US\$20.000 pour la réalisation des améliorations technologiques nécessaires à la conservation, dans les meilleures conditions possibles, de cette collection

Dans le cadre des activités réalisées conjointement avec la FAO, l'IICA a terminé la révision et l'adaptation du module d'auto-apprentissage d'IMARK, intitulé « Investir dans l'information pour le développement » dont le but est de créer des connaissances et d'appuyer la formulation de stratégies destinées à améliorer la gestion de l'information dans les organisations agricoles.

Enfin, l'IICA a appuyé la tenue de la Quatorzième réunion interaméricaine des spécialistes en information agricole, à Mexico, qui a permis des échanges de connaissances sur les bibliothèques numériques, les systèmes d'information, la gestion des connaissances et le développement des capacités, les métadonnées et les outils de gestion de l'information, entre autres.

3.2 Mise en oeuvre des programmes régionaux

Région andine

L'IICA a exécuté son programme régional en réponse aux demandes régionales définies par les pays, dont l'une des principales priorités concernait le renforcement de leurs systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments ainsi que des

institutions qui s'occupent de la mise en œuvre de ces systèmes et qui les administrent. C'est pourquoi le programme régional et les actions nécessaires à sa mise en œuvre ont été axés sur la création et le renforcement des systèmes nationaux de traçabilité et, en particulier, sur le lancement d'un réseau virtuel de traçabilité entre les pays de la Région.

L'Institut a également lancé des initiatives en vue de mettre en œuvre des mesures de prévention, de contrôle et d'éradication de maladies et d'infestations parasitaires présentant une importance économique et sociale. Des actions ont été menées pour prévenir la possible apparition de la grippe aviaire et renforcer les programmes de lutte contre les infestations parasitaires et les maladies transfrontalières comme la fièvre aphteuse et la mouche du fruit.

La signature d'accords commerciaux et de traités de libre-échange entre les pays andins et les États-Unis a conféré de nouvelles responsabilités aux ministères de l'agriculture qui se sont vus dans l'obligation de revoir et d'adapter leur structure institutionnelle. L'IICA leur a apporté un appui dans l'analyse des programmes complémentaires aux accords bilatéraux signés avec les États-Unis, ainsi que dans l'étude des répercussions des traités et des programmes susmentionnés, en proposant des ajustements institutionnels à apporter aux ministères et aux autres instances du secteur agricole qui ont à voir avec la mise en œuvre et l'administration des traités commerciaux.

L'Institut s'est employé à promouvoir la définition et l'harmonisation des différents niveaux de responsabilité ainsi que l'élaboration des approches régionales de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, avec la mise en place de mécanismes de financement de la production, l'étude et la promotion de filières productives viables, la promotion du tourisme rural et la formation et l'organisation des acteurs et des institutions concernés.

En ce qui concerne le développement rural, l'IICA n'a pas cessé de promouvoir l'approche territoriale du développement, dans une région qui présente une diversité culturelle et ethnique marquée. Dans sa réponse aux demandes des pays, l'IICA s'est fait remarquer par son respect des propositions et des actions émanées des modèles endogènes adoptés par les pays qui, comme la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela, ont privilégié un modèle de développement nationaliste.

Dans ce contexte, l'Institut s'est employé à promouvoir, de concert avec la CAN, le Forum andin de développement rural auquel participent les différents ministères du développement rural et du bien-être rural des pays de la Région. Par ailleurs, l'IICA a appuyé la constitution du Réseau andin de développement rural et encouragé la mise en place d'un Observatoire des territoires ruraux dans chaque pays, dans le but de suivre les expériences en matière de développement rural et de faire connaître les enseignements tirés des expériences réussies.

Dans le domaine de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale, l'IICA, en tant que membre du PROCIANDINO, a continué d'impulser la mise à profit des technologies andines et le renforcement de

réseaux spécialisés, de systèmes intégrés technico-thématiques et de pôles de convergence des capacités et des possibilités de coopération technique.

Au chapitre de l'éducation, l'Institut a appuyé la création et le fonctionnement du portail des facultés d'agronomie de la Région andine (www.sihca.org), lequel fournit de l'information sur les programmes universitaires, les cours de formation et d'autres thèmes liés à l'enseignement et au développement rural. Par ailleurs, il a coopéré avec le Forum régional andin de l'éducation (FRADIEAR) auquel participent les facultés des sciences agricoles, vétérinaires et forestières de la région.

Région des Caraïbes

L'IICA a appuyé la CEPALC dans l'évaluation des dégâts causés par des phénomènes climatiques dans la Région des Caraïbes. Dans ses propositions, l'Institut a mis l'accent sur la nécessité d'élaborer des plans de développement sectoriel à long terme qui permettront d'attirer des investissements, de stimuler le développement des agroentreprises, d'impulser l'amélioration de la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté et d'avancer vers un développement durable.

Malgré les faibles taux de croissance de l'agriculture traditionnelle, quand ils ne sont pas négatifs, on observe des signes de redressement ponctuel dans certains secteurs, d'une plus grande mise à profit des liens entre l'agriculture et le tourisme et d'un accès croissant à des créneaux de marché particuliers. L'Institut, aux côtés du CARDI, du Secrétariat de la CARICOM et de la FAO, est membre du Secrétariat de l'Alliance pour le développement durable de l'agriculture et du milieu rural des Caraïbes élargies (l'Alliance) et se trouve à l'avant-garde dans la promotion et la mise en place d'une « nouvelle » agriculture, plus dynamique et plus compétitive, arrimée aux marchés internationaux et capable de tirer profit des progrès technologiques et d'améliorer les conditions de vie dans les territoires ruraux.

L'IICA continue également de jouer un rôle de premier plan en appuyant directement les actions de l'Association des agroentrepreneurs des Caraïbes (CABA), du Conseil caribéen de l'enseignement supérieur en agriculture (CACHE), du Forum agricole des Caraïbes pour les jeunes (CAFY) et d'autres organisations régionales. La tenue de la Semaine caribéenne de l'agriculture aux Bahamas a constitué un événement marquant, avec cinq ateliers, un salon commercial et une visite de terrain, et la participation d'un grand nombre de personnes du milieu local œuvrant dans le secteur de l'agriculture et de plus de 200 personnes résidant à l'extérieur.

L'Institut a continué d'appuyer l'Initiative Jagdeo, qui vise à renforcer la coordination régionale afin d'apporter une assistance plus efficace aux États membres dans leurs efforts pour faire tomber les obstacles au développement et à la diversification agricoles, et à promouvoir la mise en place d'une plateforme pour le développement agricole dans le cadre du Marché unique de la CARICOM. Dans le contexte de cette initiative, l'Institut a mis l'accent sur le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles et environnementales, sur la réalisation d'actions pour aider les pays à

se préparer aux catastrophes naturelles et à en atténuer les effets, sur la promotion de la diversification et de l'intégration agricoles, sur l'amélioration des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments et sur la mise en œuvre de stratégies régionales pour le développement de la biotechnologie et de l'agroénergie, ayant pour objet d'assurer une gestion durable des ressources naturelles.

En collaboration avec la CEPALC, et avec le financement fourni par le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), l'Institut a lancé un projet en vue de créer un système de suivi et d'évaluation de l'information agricole qui contribuera à regrouper et à renforcer les capacités des processus et systèmes existants utilisés pour suivre et évaluer les progrès dans la mise en œuvre du Plan Agro 2003-2015 et de l'Initiative Jagdeo.

L'IICA a continué d'appuyer les secteurs public et privé dans les actions régionales et nationales visant à promouvoir le commerce agricole et la compétitivité des agroentreprises. À cet égard, l'Institut a offert une assistance aux Bahamas, à Saint-Kitts-et-Nevis et aux États des Caraïbes orientales dans la préparation d'ébauches de politiques, de normes, de règlements et de protocoles particuliers.

À l'appui des agroentreprises, l'Institut a coopéré au renforcement des capacités en élaborant des plans stratégiques pour des organisations productives, en coordonnant la coopération que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) apporte à la CABA et en évaluant le degré de préparation de 16 associations et réseaux de producteurs pour entreprendre des processus de modernisation.

Dans le domaine de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments, en plus d'offrir une assistance technique directe à plusieurs pays, l'Institut a collaboré avec diverses organisations régionales et internationales comme la FAO, l'OPS, l'USDA/APHIS et le CIRAD. En particulier, l'IICA a co-accueilli des réunions techniques du Réseau vétérinaire des Caraïbes et différents ateliers régionaux et nationaux sur les bonnes pratiques agricoles, les guides d'exportation, les règlements phyto-zoosanitaires et d'autres thèmes.

L'Institut a continué de jouer un rôle important dans la mise en œuvre de la stratégie du Groupe de travail des Caraïbes sur les espèces envahissantes. À cet égard, l'IICA a co-organisé une réunion sur la surveillance de maladies animales et sur la préparation aux situations d'urgence, l'accent étant mis sur la grippe aviaire dans les Caraïbes; il a élaboré une stratégie de préparation face à cette menace et, avec l'appui de la FAO et de l'USDA/APHIS, il a réalisé, en Jamaïque, une simulation régionale de lutte contre la grippe aviaire.

En ce qui a trait au renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale, l'IICA a continué d'apporter son appui au Réseau des productrices rurales des Caraïbes (CANROP), en particulier pour la tenue de sa Cinquième Réunion générale annuelle et d'ateliers sur la conscientisation et sur le renforcement des capacités institutionnelles.

Conscient de l'impact négatif potentiel que les accords commerciaux peuvent avoir sur les produits de base traditionnels (banane, sucre et riz), l'emploi et l'environnement, l'Institut a continué d'examiner de nouvelles possibilités économiques dans les zones rurales. Dans ce but, il a commandé la réalisation d'une étude sur les possibilités offertes par l'agroénergie dans la région et, avec l'appui de l'OEA, de l'Association hôtelière des Caraïbes et de l'Organisation caribéenne du tourisme, il a contribué au regroupement des activités d'agrotourisme à travers le Centre de liaison en agrotourisme situé à la Barbade.

S'agissant de l'introduction de la technologie et de l'innovation pour moderniser l'agriculture et la vie rurale, l'IICA a continué d'apporter un soutien financier au CARDI et collaboré avec cet institut et avec le CARIRI dans l'organisation d'ateliers en vue d'élaborer des politiques, des stratégies et des réseaux de recherche et de développement technologiques.

Prenant acte des possibilités offertes par la biotechnologie pour augmenter la productivité et la compétitivité, l'IICA a tenu deux ateliers importants sur ce sujet, dont l'un en collaboration avec l'Université des Antilles occidentales (UWI); il a également appuyé l'UWI dans l'organisation d'un atelier sur la commercialisation de variétés mises au point grâce aux biotechnologies.

L'Institut a impulsé l'adoption de technologies à effet de serre faible ou nul ainsi que le développement de l'agriculture biologique. Il a également continué de coopérer dans le développement du sous-secteur des bonnes herbes, en apportant un soutien technique et financier à plusieurs associations qui s'emploient à promouvoir cette activité agricole prometteuse.

Région Centrale

L'IICA a apporté son soutien et participé au Premier Atelier des délégués centraméricains de l'agriculture et de la vie rurale dans les Amériques, convoqué pour donner un suivi aux engagements à l'égard des questions prioritaires approuvés lors de la Troisième Réunion ministérielle sur l'agriculture et la vie rurale dans les Amériques (Guayaquil, 2005). Durant cet atelier, les délégués ont examiné les progrès accomplis dans le processus de formulation de la Politique agricole centraméricaine et défini une perspective technique sur la façon d'arrimer le Plan Agro 2003-2015 et les stratégies régionales.

À la suite de cet atelier, les délégués ministériels ont défini un programme de travail pour promouvoir une politique d'État pour l'agriculture et la vie rurale, ajuster la Stratégie régionale dans le cadre continental défini dans l'Accord ministériel de Guyaquil 2005 et mettre en place le Système d'information pour le suivi et l'évaluation du Plan Agro. Par ailleurs, le Secrétariat du Conseil agricole centraméricain (CAC) s'est engagé à établir la base conceptuelle et méthodologique pour ajuster les stratégies régionales, ainsi qu'une proposition pour appliquer ces stratégies en Amérique centrale.

Pour la troisième année consécutive, l'Institut a appuyé la participation d'entreprises

centraméricaines au salon des produits biologiques BIOFACH 2006, tenu en Allemagne, où il a installé de nouveau le stand dénommé *Central American Alliance*. Cette initiative était le résultat d'une action conjointe du secteur privé, d'entités qui s'emploient à promouvoir le commerce et d'organismes de coopération internationale.

Dans le cadre du Plan d'action pour le développement agricole et rural signé par les présidents d'Amérique centrale et du Mexique, s'est tenu le III^e Forum international des agroentreprises de fruits tropicaux, auquel ont participé 354 personnes venant d'Amérique centrale et de la République dominicaine et qui a permis de partager des données d'expérience avec d'éminents spécialistes internationaux. Ce forum était le résultat d'un effort conjoint du ministère de la Production du Costa Rica et de l'IICA, en partenariat avec l'Initiative méso-américaine de développement durable du Plan Puebla-Panama, la BCIE, l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA), la FAO, l'OIRSA, l'USDA, d'autres organisations publiques et organisations de coopération internationale et des associations professionnelles privées. Par ailleurs, les participants à un atelier sur la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments tenu dans le cadre du forum ont répertorié les principales exigences relatives à la protection phytosanitaire et à l'innocuité des aliments qu'il est nécessaire de respecter pour assurer l'accès des fruits de la région aux marchés internationaux.

L'IICA a également apporté son appui à l'Alliance internationale des coopératives et à l'organisation « Producteurs de sucre de l'isthme centraméricain », auxquelles il a fourni de l'information et des éléments d'analyse sur le déroulement des négociations agricoles et sur les accords de libre-échange et leur impact dans le secteur agricole. Par ailleurs, l'Institut a présenté un exposé devant les ministres du CAC au sujet des prochaines négociations en vue de la signature d'un accord d'association entre l'Amérique centrale et l'Union européenne.

En ce qui concerne le renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (PSAIA), en partenariat avec l'OIRSA et la Fédération des aviculteurs d'Amérique centrale (FEDAVICAC), l'Institut a réalisé une évaluation du degré de préparation des pays centraméricains face au risque d'une apparition éventuelle de la grippe aviaire dans la région. Cette évaluation a facilité la prise de décisions de la part des ministres de l'agriculture, de la santé et de l'environnement pour renforcer la préparation des pays face à ce risque. Par ailleurs, en collaboration avec les deux organisations, l'IICA a élaboré le Plan d'innocuité dans le secteur avicole centraméricain.

L'Institut a participé à l'exécution du Projet d'amélioration de la productivité, de la qualité, de l'innocuité et de la mise en marché de la viande bovine en Amérique centrale, dans le cadre duquel il exécute ou appuie directement les volets de formation dans des domaines tels que la qualité, l'analyse de données du *Veterinary Automated Management Production Program* (VAMPP, logiciel de surveillance de la production et de gestion du troupeau), l'HACCP, les BPA, les BPF, les vérifications dans les systèmes d'innocuité, la résistance aux antibiotiques et l'utilisation du système d'information de l'OIE. Il a également appuyé la normalisation de la méthodologie pour étudier les éléments qui limitent l'innocuité dans la filière de la viande bovine. Ces actions ont permis d'accroître

les capacités des services nationaux de PSAIA et de renforcer les mécanismes d'articulation nationale et régionale entre les secteurs public et privé.

En appui au renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale, l'IICA a organisé, de concert avec l'Université de la Californie à Santa Cruz, un programme universitaire international de deux cours de spécialisation en agroécologie et développement rural, suivi par 70 directeurs, techniciens et chefs de file ruraux, programme qui s'est traduit par une amélioration des capacités régionales de formuler et d'exécuter des politiques, des programmes et des projets de développement rural fondés sur l'approche territoriale. Le programme a bénéficié de la participation d'universités du Nicaragua et d'autres parraineurs internationaux et nationaux.

L'Institut a également appuyé la constitution du Forum des directeurs des projets PRODERT/BCIE dans la région du Trifinio (frontière entre le Honduras, El Salvador et le Guatemala), lequel a contribué à faciliter l'exécution des actions de coopération horizontale transfrontalière. En outre, il a appuyé la conception et la mise à exécution de trois projets de développement territorial dans la région du Trifinio et au Costa Rica, fondés sur l'approche territoriale du développement rural durable. Ces projets fonctionnent comme un réseau de territoires et illustrent des processus de gestion participative.

Par ailleurs, à travers l'exploitation du Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole (SICTA), l'IICA a appuyé l'intégration et l'articulation régionale des instituts nationaux de recherche agricole et des systèmes nationaux de recherche et de transfert de technologie agricole dans des domaines stratégiques comme l'agrobiotechnologie, les ressources phylogénétiques et les filières du maïs, du haricot et des fruits tropicaux. Dans ce processus, des accords ont été conclus avec le CATIE et l'ACEAS. En outre, L'IICA s'est employé à renforcer la relation avec le FORAGRO et le GFAR et à promouvoir la participation du SICTA à l'Évaluation internationale de la science et de la technologie agricoles pour le développement (IAASTD), comme moyen de lier le SICTA aux initiatives continentales et mondiales de recherche et d'innovation technologique agricoles. Sur le plan régional, l'Institut a renforcé l'appui au Programme coopératif centraméricain d'amélioration des cultures et des animaux (PCCMCA).

Par le biais du Projet Red SICTA, doté de ressources de la COSUDE, dix projets ont été financés, auxquels participent des petits producteurs, des instituts de recherche, des universités et des entreprises privées. Ledit projet a pour objet de recenser les demandes d'innovation technologique des filières du haricot et du maïs, de créer des partenariats entre les acteurs de ces filières et d'accroître leur compétitivité.

Le PROMECAFE a poursuivi la mise en œuvre de technologies visant à contrer les menaces sanitaires auxquelles fait face la caféiculture. On a instauré la lutte biologique contre le scolyte, qui fait appel à la reproduction et à la libération d'ennemis naturels, à l'utilisation du champignon *Beauveria bassiana* et au contrôle étiologique avec des pièges artisanaux. Parmi les autres réalisations importantes, citons la caractérisation de nématodes parasites du caféier, la mise au point d'une technologie pour la gestion

intégrée de ces parasites, le greffage avec la variété Nemaya et la réduction du volume de pesticides à haut risque utilisé dans la culture du café.

Région Nord

Les priorités de l'action régionale ont été établies par le Conseil trinational (composé des représentants du Mexique, du Canada et des États-Unis), autour de quatre thèmes prioritaires : le renforcement de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments; la promotion du développement et de l'introduction de la technologie dans le secteur agricole; la promotion des agroentreprises et du commerce, et l'appui au renforcement institutionnel et administratif des pays.

Pendant l'année 2006, l'Institut s'est employé principalement à trouver des ressources et à exercer un effet de levier pour financer des activités de développement agricole et rural. Pour ce faire, l'IICA a servi de plateforme pour le dialogue sur des questions agricoles, à travers des séminaires, des forums et divers événements tenus dans la région sur des questions relevant de la compétence de l'Institut.

L'Institut a continué de renforcer les partenariats avec les clients, les partenaires stratégiques et des organisations à vocation régionale et continentale comme l'OMC, la FAO, l'OEA, la CEPALC, la BID, l'OPS, l'USAID, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Institut interaméricain de recherche sur les changements climatiques à l'échelle du globe et d'autres encore, avec lesquelles il a entretenu un échange constant d'opinions et une recherche permanente de partenariats en vue de mener des actions de coopération, et auxquelles il a fourni de l'information sur les programmes institutionnels et les progrès réalisés dans le cadre de la coopération technique offerte par l'IICA dans les Amériques.

Afin de promouvoir le commerce et la compétitivité des agroentreprises, l'Institut a appuyé les efforts déployés par le Mexique pour renforcer ses propres capacités et accroître la compétitivité de ses entreprises. Il a également mis à la disposition des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes les enseignements tirés par le Mexique de son expérience dans le processus de négociation, de mise en œuvre et d'administration du traité de libre-échange avec le Canada et les États-Unis.

Les efforts de l'IICA ont également coïncidé avec les activités de coopération des États-Unis relatives au renforcement des capacités nationales pour participer aux réunions du Comité des MSP de l'OMC, donner un suivi aux négociations tenues dans le cadre du cycle de Doha de l'OMC, et appuyer les initiatives de coopération Sud-Sud.

Par ailleurs, l'Institut a appuyé la tenue du Congrès Mexique-Canada sur le haricot et, de concert avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, il a parrainé et appuyé le Forum de l'agriculture 2006, visant à faire connaître l'expérience brésilienne en matière de développement des agroentreprises et tenu à Montréal dans le cadre du XII^e Forum économique international des Amériques. En outre, durant le séminaire de l'IICA sur les meilleures pratiques de gestion, tenu dans le cadre du Congrès de la Société mexicaine

d'administration agricole, à Sonora, Mexique, l'Institut a présenté ses expériences en matière de gestion d'exploitations agricoles.

L'IICA a accordé une haute priorité au renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments dans la région, notamment en ce qui concerne le regroupement des efforts institutionnels et inter-organismes pour faire face à la menace possible que représentent la grippe aviaire, l'encéphalopathie spongiforme bovine, la fièvre aphteuse et la mouche du fruit. Dans ces efforts régionaux, la coordination et l'appui mutuel avec la FAO et l'OIE ont été particulièrement importants.

L'Institut est conscient du rôle décisif du secteur privé dans la mise en œuvre et l'administration de l'Accord sur les MSP de l'OMC et d'autres accords internationaux sur cette question. C'est pourquoi il s'est particulièrement attaché à promouvoir la participation directe de ce secteur aux initiatives de coopération relatives à la PSAIA. L'IICA a également impulsé l'exécution de plans de coopération technique horizontale dans le domaine de la PSAIA, grâce auxquels des vétérinaires de la Région Nord ont partagé leurs données d'expérience avec des collègues de la Colombie et du Chili.

Dans la Région Nord, l'IICA s'est employé avec succès à établir un lien de responsabilité entre l'agriculture, le commerce des produits agricoles et la protection de l'environnement. Il convient tout particulièrement de mentionner les efforts institutionnels pour aider les États membres à faire face au changement climatique en adaptant l'agriculture aux nouvelles conditions. Dans le cadre de cette initiative, l'IICA s'est engagé à travailler, de concert avec l'Institut interaméricain de recherche sur les changements climatiques à l'échelle du globe, à la tenue d'un forum technique et à la coordination de travaux de recherche.

Parmi les efforts déployés pour encourager une utilisation plus durable des sols cultivables, est particulièrement digne de mention l'appui fourni par l'IICA aux programmes de bourses octroyées dans la Région Nord pour analyser les problèmes de l'agriculture à petite échelle dans l'Amazonie brésilienne et d'érosion du sol dans la production de pommes de terre au Costa Rica, et pour proposer des solutions à ces problèmes.

Afin de contribuer au renforcement des collectivités rurales en se fondant sur l'approche territoriale, l'IICA a tenu ou soutenu des ateliers d'échange de données d'expérience auxquels ont participé d'éminents spécialistes dans ce domaine, en provenance du Brésil, de la Colombie, de l'Uruguay et d'Espagne.

En ce qui concerne la biotechnologie et la biosécurité, il convient de mentionner la signature d'un protocole d'entente avec la BIO, qui servira de cadre pour l'examen de questions stratégiques, l'élaboration de règlements, la mise en application d'accords et la commercialisation de produits biotechnologiques. Par ailleurs, l'IICA a contribué à la tenue d'un forum de dialogue et de coopération sur la biotechnologie, qui a permis de débattre des différents points de vue et d'arriver à une entente sur des actions menées par différents acteurs, sur les plans continental et régional.

Enfin, le PROCINORTE continue de représenter un précieux mécanisme institutionnel pour coordonner des activités régionales, spécialement celles visant à accroître la compétitivité agricole à travers l'innovation technologique. Il convient de souligner tout particulièrement les efforts déployés par l'IICA pour étendre la coopération horizontale à l'intérieur de la région et avec d'autres pays et pour impulser une meilleure coordination des activités entre les différents centres de recherche agricole de la région.

Région Sud

L'IICA, en tant que responsable du secrétariat technique et administratif du CAS, a participé à l'organisation et à la tenue des trois réunions ordinaires des ministres de l'agriculture du CAS (Brasilia, Santa Cruz de la Sierra et Montevideo) et de la réunion ministérielle extraordinaire à Buenos Aires, lesquelles ont donné lieu à des accords et à des résolutions qui contribuent à la recherche de solutions aux problèmes régionaux du secteur agricole. À cet égard, outre l'appui technique et administratif apporté par l'IICA au CAS, il convient de souligner la consolidation du Réseau régional de communicateurs du CAS (INFOCAS), composé de journalistes et de chefs de presse des ministères de l'agriculture de la région, lequel joue un rôle important dans la diffusion, à travers les moyens de communication de masse, des progrès accomplis et des accords signés par le CAS.

Au chapitre de la promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises, de concert avec l'UE et la CEPALC, l'Institut a organisé le Séminaire sur les méthodologies d'analyse des politiques agricoles et, en partenariat avec la CEPALC, le ministère de l'Agriculture du Chili et le ministère des Affaires étrangères de la France, il a participé à la tenue du Séminaire sur la libéralisation commerciale de l'agriculture et les pays en développement. L'IICA a contribué en facilitant la participation, aux deux événements qui ont eu lieu au Chili, des directeurs des politiques et des négociations internationales de la région.

L'Institut a participé directement à divers conférences et forums régionaux dans lesquels on a analysé la situation, le potentiel et les perspectives des agroentreprises, à la lumière des processus de mondialisation et des négociations commerciales agricoles en cours. Parmi ces événements, il convient de souligner la participation de l'Institut aux conférences intitulées « L'agroentreprise dans le commerce international : conséquences des résultats du cycle de Doha pour le MERCOSUR », qui a eu lieu au Paraguay, et « Insertion internationale et avenir de l'agriculture dans la région », tenue en Uruguay.

L'IICA a également co-organisé, avec l'OMC, l'ALADI, l'INTAL-BID et le gouvernement espagnol, le Sixième Cours abrégé de politique commerciale pour les pays membres de l'ALADI, tenu à Montevideo, dans lequel l'Institut était responsable du module sur les accords commerciaux agricoles et les mesures sanitaires de l'OMC. L'IICA a également participé à la Troisième Réunion annuelle du *Consortium sur l'intégration du marché nord-américain de l'agroalimentaire*, au cours de laquelle il a

présenté un exposé intitulé « Les pays du MERCOSUR élargi dans le marché agroalimentaire mondial et les efforts régionaux d'articulation sectorielle ».

Afin d'encourager l'analyse prospective et la diffusion de données d'expérience, de connaissances et d'information d'actualité, l'Institut a élaboré cinq documents techniques sur le commerce agroalimentaire régional et mondial, les négociations commerciales multilatérales, le processus d'intégration et d'articulation régionales et les politiques agricoles.

En ce qui concerne le renforcement des systèmes de PSAIA, à travers la diffusion du bulletin électronique « CODEX-MSF. Foro de Opinión », l'IICA a contribué à renforcer les capacités techniques des membres des comités nationaux responsables de l'application et du suivi des accords sur les MSP de l'OMC et du Codex Alimentarius. Par ailleurs, lors du Premier Congrès panaméricain sur les zoonoses et de la réunion ordinaire de l'Association des facultés de médecine vétérinaire du MERCOSUR, tenus tous les deux en Argentine, l'IICA a mis de l'avant une proposition visant à améliorer les systèmes de contrôle zoonositaire et à renforcer les services vétérinaires grâce à l'utilisation de l'instrument PVS.

Un atelier international sur la traçabilité dans la filière bovine a réuni des techniciens des secteurs public, privé et universitaire des pays de la région. Les principales conclusions et accords qui se sont dégagés de l'atelier ont été rassemblés dans le document intitulé « État actuel des systèmes de traçabilité pour les bovins de boucherie dans les pays du Cône Sud ».

Par ailleurs, à l'appui du Secrétariat du CAS, l'Institut a mené divers démarches auprès de la Banque mondiale en vue d'obtenir des ressources pour la lutte contre la grippe aviaire.

À l'appui de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, l'IICA a présenté les résultats de l'évaluation des projets régionaux intitulés « Semis directs » et « Modèles d'indicateurs pour l'écocertification » lors d'un atelier international auquel ont participé des représentants d'institutions régionales et d'organisations privées associées à la Confédération des agriculteurs américains pour une agriculture durable (CAAPAS).

Dans le cadre des activités visant à renforcer les collectivités rurales en faisant appel à l'approche territoriale, l'Institut a collaboré à la caractérisation sociale et productive de l'agriculture paysanne familiale dans chaque pays de la région, fondée sur une méthodologie homogène, et il a accompagné les processus de renforcement institutionnel en rapport avec le développement rural.

Enfin, au chapitre de la formation, l'IICA a continué d'appuyer les processus d'amélioration de la qualité de l'offre éducative dans l'enseignement supérieur universitaire au Chili, en Argentine et au Paraguay. Pour cela, il a collaboré à l'examen des programmes d'études et au lancement d'initiatives visant à adapter ces programmes aux exigences du secteur productif agricole.

3.3 Mise en œuvre des programmes nationaux

Antigua-et-Barbuda

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Facilitation des efforts déployés par le pays pour rendre compte des interventions réalisées dans le cadre de l'Initiative Jagdeo et se préparer en vue du processus des Sommets des Amériques qui conduira à la Réunion ministérielle de 2007 au Guatemala.
- Soutien apporté à la section locale de l'Association des agroentrepreneurs des Caraïbes (CABA), qui a travaillé afin d'éliminer une importante contrainte active (*key binding constraint*) qui fait obstacle au développement agricole dans le pays, à savoir les vols de produits agricoles.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Participation au Festival de la mangue de la vallée Christian, organisé par le ministère de l'Agriculture, lequel a contribué à accroître l'utilisation de la mangue et d'autres fruits et à mettre en lumière le potentiel de la vallée Christian en tant que site agro-éco-touristique.
- Amélioration des moyens d'existence de producteurs locaux grâce à un concours entre agrotransformateurs tenu pendant le Festival de la mangue, pour l'obtention du « Prix du meilleur agrotransformateur » décerné par l'IICA.
- Renforcement de la capacité de membres des secteurs public et privé d'établir et de gérer des entreprises fructueuses, en collaboration avec la Banque de développement des Caraïbes, la Direction de la promotion de l'égalité des sexes et le ministère de l'Agriculture.

Renforcement du système de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Fourniture de services de conseils techniques qui ont permis de renforcer la capacité du ministère de l'Agriculture de s'acquitter de ses obligations découlant des accords sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce.
- Renforcement de la capacité des producteurs et des techniciens de gérer le problème de la fourmi de feu importée grâce aux services de coopération offerts par l'Association des organismes bénévoles de la Floride en faveur des Caraïbes (FAVA/CA).

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Fourniture de conseils techniques au Conseil de contrôle des pesticides et partage d'information avec celui-ci au sujet d'activités en vue de la Semaine de sensibilisation aux pesticides.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

Renforcement de la capacité de l'Association des agroentrepreneurs d'Antigua de relever les défis qui se posent à son industrie grâce à l'élaboration d'un plan stratégique.

Fourniture d'un soutien technique et d'un appui sous forme de services de secrétariat au Groupe des femmes rurales de Bethesda pour lui permettre d'accueillir une manifestation culturelle à Bethesda à Pâques et un festival de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation.

Fourniture de conseils techniques au Forum agricole d'Antigua-et-Barbuda pour les jeunes au sujet de la mise en œuvre de ses programmes, ce qui l'a placé en position plus favorable pour étendre son action à d'autres jeunes dans le pays.

Argentine

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

Coopération avec le Secrétariat à l'Agriculture, à l'Élevage, aux Pêches et à l'Alimentation (SAGPyA) dans la réalisation de l'étude intitulée « Les petits producteurs dans la République argentine : importance dans la production et l'emploi, selon le Recensement national agricole 2002 », laquelle a fourni des données de référence pour définir les politiques nationales de développement rural et étayer la position argentine à la Réunion spécialisée sur l'agriculture familiale du MERCOSUR.

Rédaction de l'ouvrage intitulé « Le secteur agroalimentaire argentin pendant la période 2000-2005 », qui décrit les événements et les tendances des cinq dernières années dans ce secteur et qui met en lumière la contribution de celui-ci à l'économie et à la société.

Appui apporté aux groupes du Conseil agricole du Sud (CAS) en ce qui concerne les systèmes d'information sur le marché, les prévisions de récoltes, l'assurance et les risques agricoles, la matrice de politiques et le Groupe informel de négociation agricole du Sud (GINA-SUR).

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Rédaction et publication de l'ouvrage intitulé « L'agroénergie dans le portefeuille énergétique », qui présente une analyse du contexte énergétique mondial, de la situation actuelle et des possibilités de l'agroénergie, ainsi que des orientations pour les politiques publiques dans ce domaine.
- Tenue de conférences sur l'agroénergie dans le cadre d'événements organisés par l'Université de Buenos Aires, le SAGPyA, l'Institut national de technologie agricole (INTA), la Société rurale argentine et la Direction des opérations régionales de l'IICA.
- Rédaction et diffusion du bulletin électronique mensuel intitulé « Nouvelles du marché mondial et argentin des biocarburants » dans lequel est effectué un suivi continu des filières locales et mondiale des biocarburants.

- Tenue du Forum sur les cultures de remplacement pour la production de biocarburants, en collaboration avec le SAGPyA, l'INTA et le Secrétariat des Sciences et de la Technologie.
- Élaboration de l'étude intitulée « Panorama actuel des agroentreprises dans la République argentine ».
- Rédaction du chapitre argentin des 20 numéros du Bulletin agroalimentaire électronique du Cône Sud, par l'intermédiaire duquel ont été diffusés des règlements, des prévisions et des nouvelles au sujet du secteur agroalimentaire.
- Appui apporté pour la tenue des trois Journées des risques et de l'assurance agricoles organisées par le Bureau des risques agricoles du SAGPyA et l'INTA.
- Élaboration de sept projets d'infrastructure rurale dans le cadre du Programme des services agricoles provinciaux (PROSAP), projets qui ont été présentés par le gouvernement argentin à la BID et à la Banque mondiale en vue de leur financement.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Coopération avec le SAGPyA dans la rédaction de 18 rapports techniques d'analyses de projets ou de versions approuvées de règles, normes et accords en rapport avec le CODEX; dans la préparation de 18 autres rapports à l'intention du Comité des MSP de l'OMC, et dans la fourniture d'une assistance technique afin de coordonner le point focal du Comité du CODEX pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
- Collaboration avec les comités nationaux sur les principes généraux, les systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations d'aliments et les systèmes de salubrité des aliments.
- Appui apporté au SAGPyA, au Service national de salubrité et de qualité des produits agroalimentaires (SENASA) et à l'INTA dans le cadre du Projet de prévention de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en Argentine, qui a pour but de préserver le statut de pays exempt de cette maladie; cette coopération a conduit à la mise à jour du document d'analyse du risque d'ESB dans le pays, à la formation de 2 000 personnes et à l'organisation de la V^e Réunion du Comité scientifique consultatif sur l'ESB.
- Coopération avec le Programme de formation aux bonnes pratiques agricoles du SENASA, sous la forme de cours à l'intention de 540 techniciens et producteurs de divers végétaux cultivés.
- Fourniture d'un soutien administratif et logistique au Secrétariat du Comité de protection phytosanitaire de la région Sud (COSAVE) et coopération dans la mise en œuvre de la « Stratégie de lutte contre l'anthonome du cotonnier dans le Cône Sud ».
- Appui à la réalisation du Séminaire international sur l'impact des normes internationales en matière de qualité et de sécurité des aliments sur les filières agroindustrielles dans le cadre du projet européen ALCUEFOOD, financé par la Commission européenne.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Signature d'une nouvelle entente de coopération technique avec l'INTA pour la période 2006-2008, qui prévoit des activités de coopération dans les domaines de l'évaluation interne de projets, de l'organisation et de la réalisation d'études et de séminaires de diffusion, de la formation interne et externe et du recrutement de spécialistes.
- Tenue du séminaire régional intitulé « État d'avancement de l'élaboration de stratégies de lutte biologique pour la gestion intégrée des parasites des fruits (pommier) », au cours duquel les résultats du PROCISUR ont été diffusés.

Bahamas

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Meilleure compréhension de la portée des principaux enjeux dans une perspective régionale de la part des décideurs qui ont eu l'occasion de voir par eux-mêmes un petit échantillon de produits à valeur ajoutée pour la région lors de la Semaine caribéenne de l'agriculture.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Soutien apporté à la formation de membres de l'Association des producteurs des Bahamas et d'agents et de directeurs de coopératives à travers deux expositions et des émissions d'entretien radiophoniques.
- Soutien apporté à plusieurs activités de formation à l'intention de la Coopérative d'art et d'artisanat des femmes, en partenariat avec la Corporation de l'agriculture et de l'industrie des Bahamas (BAIC).
- Conseils offerts aux petits éleveurs de ruminants et aux coopératives de mise en conserve de la tomate afin de les encourager à se regrouper et à améliorer le processus de transformation de leurs coopératives.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Examen officiel, par des professionnels du ministère, d'un guide sur les situations d'urgence en matière d'hygiène animale, l'un des documents publiés par l'IICA au sujet de la protection sanitaire agricole.
- Travail, de concert avec l'OPS, avec des autorités nationales au sein du groupe de discussion sur la grippe aviaire et participation à l'élaboration de son plan de préparation aux situations d'urgence.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Promotion de l'utilisation de techniques de pêche durables auprès de la coopérative des pêcheries d'Ábaco-Nord, en coopération avec l'Institut de l'alimentation et de la nutrition des Caraïbes (CFNI).

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Le ministère de l'Agriculture et des Ressources marines a accepté d'affecter une personne à la culture de tissus et à la biotechnologie. L'Institut a encouragé l'introduction d'un système amélioré de production de semences, bien nécessaire, et d'autres innovations dans le domaine de l'agriculture.
- Les étudiants et les professeurs des îles de New Providence et Family connaissent l'importance de l'agriculture et le large éventail de possibilités que leur offre ce secteur, notamment dans le domaine de la culture hydroponique et de la préparation pour la gestion et l'atténuation des situations d'urgence.

Barbade

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Contribution au repositionnement du secteur agricole à travers les actions suivantes : promotion de la diversification agricole dans le cadre du programme d'agrotourisme; tenue d'une campagne visant à faire prendre conscience que l'agriculture primaire ne représente seulement qu'une partie d'une chaîne d'activités interdépendantes dans le secteur agroalimentaire, et promotion de la modernisation du secteur moyennant l'utilisation de technologies serricoles.
- Activités visant à changer l'état d'esprit culturel négatif au sujet de l'agriculture, telles que l'organisation d'un petit-déjeuner tropical lors de l'AgroFest, d'une exposition d'art et d'artisanat sous le thème « Cultivé chez soi et fait à la main » et d'un concert-bénéfice de variétés intitulé « From de Land ». Ces activités ont mis en lumière le lien entre l'agriculture et l'art ainsi que les occasions d'affaires. Elles ont également rendu témoignage du patrimoine du secteur agricole et de la vie rurale.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Dans le cadre du Programme d'agrotourisme, inscrit dans le Projet d'agrotourisme de l'OEA, réalisation d'un inventaire et d'études de marché à la Barbade et dans six autres territoires des Caraïbes; production de films vidéo décrivant diverses expériences en agrotourisme, et organisation de séminaires et d'ateliers.
- Élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action pour l'agrotourisme à la Barbade dans le cadre d'un atelier réunissant de multiples intervenants, organisé de concert avec les ministères de l'Agriculture et du Tourisme et le secteur privé.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Fourniture d'une aide pour établir l'autorité nationale de protection sanitaire agricole et de contrôle des aliments; soutien considérable au Comité national du CODEX; présidence du Comité technique régional sur l'alimentation de l'Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM (CROSQ), et participation essentielle à la préparation en vue de la mise en œuvre de la norme internationale sur les emballages en bois à la Barbade.
- Recherche de solutions pour lutter contre l'escargot géant africain. Tenue d'un atelier national pour renforcer les capacités en matière de bonnes pratiques agricoles (BPA), à l'intention des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et des responsables du secteur privé. Participation à l'élaboration du Plan national de préparation à une pandémie (NIPP) de grippe aviaire, en collaboration avec l'OPS et la FAO.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Installation d'une serre modèle sur le site de l'AgroFest afin d'illustrer des pratiques de gestion agricole qui favorisent une production efficiente, fondées sur une réduction de l'érosion du sol et la collecte de l'eau de pluie.
- Travail de concert avec la *Green Barbados Legacy Team* (GBLT) sur la conception de projets d'écologisation avant et après la Coupe du monde de cricket 2007.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Choix du « Premier village libre » de Rock Hall comme site pour l'application de l'approche territoriale du développement rural durable en 2007.
- Établissement des grandes lignes d'un programme avec le ministère de l'Agriculture pour encourager l'exploitation coopérative et préparation d'un plan pour des essais de variétés de semences appropriées à la culture dans des serres locales.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Contribution à la consultation effectuée par le Conseil national de la science et de la technologie sur la politique régionale en matière de science, de technologie et d'innovation.
- En collaboration avec le ministère de l'Énergie et de l'Environnement, participation à l'exposition sur la dégradation des terres, tenue dans les jardins du Jubilee, avec l'installation d'une serre modèle.
- Soutien apporté à une initiative du secteur privé conduite par SuperCentre Ltd. afin de promouvoir le jardinage à l'école, en agissant comme jury pour juger les écoles et en faisant don de prix.

- Réalisation d'une mission d'enquête régionale au sujet des jeunes en agriculture et financement de la tenue de la neuvième assemblée générale du Conseil caribéen de l'enseignement supérieur en agriculture (CACHE) à la Barbade.

Belize

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui apporté à la réalisation du Plan AGRO 2003-2015, et, à cette fin, mise en place d'un mécanisme de suivi de l'évolution de l'agriculture et du secteur rural en vue d'identifier les tendances, les menaces, les aspects émergents cruciaux et les opportunités.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Réalisation d'une analyse FFMO du Service de développement du commerce et des investissements du Belize (BELTRAIDE), laquelle a mis en évidence la nécessité de renforcer la capacité de cet organisme à offrir des services de promotion des exportations.
- Organisation d'une visite d'exportateurs de produits agricoles à Miami afin de leur faire connaître les services du Programme interaméricain de promotion du commerce, des agroentreprises et de protection sanitaire agricole, ainsi que les possibilités de débouchés commerciaux de la Floride.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Prestation d'un appui permanent au Comité national sur les MSP, organe consultatif qui assure la liaison entre les secteurs public et privé, sert d'instance de dialogue sur les MSP et diffuse des informations sur cette question.
- La formation du groupe de travail institué dans le pays pour traiter le problème de l'IA s'est poursuivie ; diffusion d'informations techniques sur cette question ; prestation d'une assistance technique pour la réalisation d'un exercice de simulation sur l'impact économique éventuel de l'IA au Belize, ce qui a permis de mettre en place un mécanisme d'intervention rapide en cas de situation d'urgence.
- Prestation d'une collaboration pour la mise en œuvre d'un programme de protection sanitaire agricole à la campagne, qui a permis de lutter efficacement contre les maladies du cacao biologique et de minimiser les pertes économiques des producteurs affiliés à l'Association des producteurs de cacao de Toledo.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- En collaboration avec l'Université du Belize et le CATIE, révision et mise à jour du plan de travail conjoint pour le Belize, afin de renforcer les compétences, la recherche et l'octroi de bourses dans le domaine du développement durable.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- À la demande du *Sugar Industry Control Board*, élaboration d'une stratégie nationale visant à améliorer la compétitivité du secteur sucrier et préparation de propositions pour le financement de la mise en application de cette stratégie.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Prestation d'un appui au Comité national de biosécurité pour l'élaboration d'une proposition de politique nationale et d'une loi en matière de biotechnologie et de biosécurité et réalisation d'une campagne d'éducation et de sensibilisation du public à cette question.
- Continuation de l'appui apporté à la préparation de normes pour la culture biologique et amélioration du degré de conscientisation du secteur public quant au rôle qu'il doit jouer pour faciliter le développement du Programme d'agriculture biologique.
- Appui à l'amélioration des services de bibliothèque de l'Université du Belize, et à cette fin, concrétisation d'un partenariat avec le CATIE et cette Université dans le but de créer un centre de documentation au siège de cet établissement d'enseignement supérieur.

Bolivie

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Contribution à l'élaboration méthodologique du Plan de développement sectoriel (PDS) du ministère du Développement rural agricole et de l'Environnement (MDRAyMA), à sa mise en œuvre et à sa consolidation.
- Appui, à travers des activités de coopération horizontale, aux étapes initiales de la création de l'Assurance agricole nationale du MDRAyMA.
- Élaboration du document intitulé « Situation et perspectives de l'agriculture et de la vie rurale en Bolivie en 2005 ».

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Élaboration de la Stratégie d'exportation du secteur avicole de la Bolivie, en partenariat avec l'Association nationale des aviculteurs (ANA), des associations départementales et d'autres entités du secteur.

- Tenue, en coordination avec le MDRAyMA et l'USAID, de la première réunion du programme ACCESO, dans le but de définir son plan d'action national.
- Appui à la Chambre agricole de l'Oriente (CAO) dans la préparation du profil du projet « Système d'intelligence des marchés pour le secteur agricole et agroalimentaire de la Bolivie ».
- Poursuite de la fourniture d'information aux acteurs des filières productives du pays au moyen du Système d'information sur les filières agroproductives (INFOAGRO-Bolivie).

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Appui offert pour l'élaboration du Plan d'action contre la grippe aviaire, par le Service national de protection sanitaire agricole (SENASAG), en coordination avec le ministère de la Santé et des Sports (MINSAD).
- Promotion de la question de la traçabilité grâce à la tenue d'un atelier qui a conduit à la création de deux équipes techniques, l'une pour l'agriculture biologique et l'autre pour les camélidés, et à la mise en œuvre du Réseau virtuel national sur la traçabilité.
- Appui offert au SENASAG dans l'élaboration de la proposition relative à la deuxième phase du Programme national de gestion intégrée des parasites de la pomme de terre (MIP-PAPA).
- Présentation au SENASAG des rapports finaux sur son processus de restructuration organisationnelle et fonctionnelle et sur le système tarifaire.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Systématisation des expériences les plus pertinentes du Fonds régional de technologies appropriées pour la gestion durable des ressources naturelles (FOMRENA), initiative conjointe de l'IICA et du GTZ.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Conception et validation, à l'appui du gouvernement municipal de La Paz, du profil du projet intitulé « Pour de véritables collectivités : renforcement des capacités locales et productives des grands districts ruraux de Zongo et Hampaturi ».
- Impulsion donnée au renforcement de quatre associations de petits producteurs et à l'amélioration de leur productivité, de leur gestion après récolte et de leur compétitivité, à travers le Projet d'appui à la production et à la mise en marché de la pêche dans la haute vallée du département de Cochabamba, exécuté en partenariat avec la Fondation pour le développement technologique agricole des Vallées.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Suivi de la mise en œuvre de projets d'innovation technologique appliquée (PITA) et de projets d'innovation stratégique nationale (PIEN) exécutés par quatre fondations de développement technologique agricole (FDTA) et le MDRAyMA.
- Réalisation d'un diagnostic du cadre situationnel et légal de la biotechnologie et de la biosécurité en Bolivie, pour étayer le programme continental mis en œuvre par l'IICA dans ces domaines.
- Par l'intermédiaire du PROCISUR, du PROCIANDINO et du PROCITROPICOS, facilitation de la formation de cadres boliviens et de leur participation à des projets régionaux.
- Appui à la Fondation de l'Association des facultés d'agronomie de la Bolivie (AFAB) pour la tenue de la Rencontre nationale interinstitutionnelle des facultés d'agronomie, parrainé par le MDRAyMA.
- Participation au Comité d'accompagnement du Système bolivien d'innovation technologique agricole (CAS-SIBTA), à l'appui du nouveau système institutionnel qui s'occupera de la technologie et des processus d'innovation du pays.

Brésil

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- En appui au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MAPA), mise en œuvre d'un projet de coopération technique destiné à améliorer les procédures de gestion stratégique et opérationnelle et de formation institutionnelle.
- Soutien apporté au MAPA pour la formulation et la mise en œuvre de politiques de développement des agroentreprises, par l'intermédiaire d'études et de diagnostics sur les principales filières de production.
- Mise en place d'une coopération pour l'établissement d'un diagnostic de la situation des chambres sectorielles et thématiques. Prestation d'une assistance technique pour la formulation du plan stratégique du Bureau de coordination qui apporte son soutien à ces chambres et pour l'élaboration et le suivi des programmes de travail des chambres sectorielles et thématiques du Conseil national des agroentreprises et du MAPA.
- Dans le cadre du Nœud des agroentreprises, systématisation des contributions techniques, des expériences réussies, des politiques de renforcement des agroentreprises et de l'agriculture familiale et modalités de financement, entre autres.
- Élaboration et diffusion de documents d'information sur de possibles débouchés pour les agroentreprises et analyse des implications, au niveau national, des changements intervenus dans les règles commerciales et dans les négociations commerciales mondiales.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Collaboration apportée au MAPA afin de renforcer institutionnellement le Secrétariat à la défense de l'agriculture, au moyen d'initiatives et de projets destinés à appuyer et à doter du matériel nécessaire des secteurs spécifiques de ce Secrétariat.
- Prestation d'une coopération technique pour l'élaboration du Programme national d'éducation sanitaire, la mise au point du Plan-cadre de la Coordination générale du soutien aux laboratoires, la formation de techniciens à l'application et à l'utilisation de l'instrument PVS et la promotion de mécanismes de transmission des expériences dans le domaine des mesures sanitaires et phytosanitaires.
- Soutien apporté au développement des capacités des laboratoires nationaux de référence en matière d'agriculture, à l'élaboration de projets de développement de ces laboratoires et à la promotion du bien-être des animaux.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Appui au Secrétariat au développement territorial du ministère du Développement agraire afin de stimuler le développement endogène des territoires ruraux, ce qui a permis l'amélioration des capacités d'organisation, de diagnostic, de planification et d'autogestion des populations de 118 territoires ruraux.
- Renforcement de la capacité institutionnelle du ministère de l'Intégration en vue de la formulation de politiques, de l'application de mécanismes et d'instruments de développement régional et de la mise en œuvre de programmes intégrés de développement ayant pour but de réduire les inégalités régionales.
- En collaboration avec le secrétariat à l'Agriculture familiale du ministère du Développement agraire, élaboration du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale, destiné à valoriser et à faire connaître le concept d'agriculture familiale en tant qu'activité économique fondamentale pour le développement économique et social durable du milieu rural, moyennant la diversification des activités rurales et la création d'une valeur ajoutée.
- Appui aux actions de lutte contre la pauvreté rurale mises en œuvre par les gouvernements des États du Maranhão, du Ceara, du Piauí et du Rio Grande do Norte.
- Création du Forum permanent du développement rural, instance qui a pour mission de coordonner les activités nationales de coopération technique horizontale dans ce domaine et de promouvoir le transfert à d'autres pays de l'expérience brésilienne en la matière.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Appui au renforcement de la capacité technique, institutionnelle et de direction du Gouvernement fédéral, des Gouvernements des États fédérés et des entités nationales chargées de formuler, mettre en œuvre et évaluer les stratégies, les

- politiques, les programmes et les projets portant sur la gestion intégrée des ressources naturelles et la conservation de l'environnement
- Coordination du chapitre national du Programme de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse en Amérique du Sud, financé par la BID, dont le but est d'améliorer les conditions économiques et sociales des collectivités rurales touchées par la désertification, moyennant l'adoption de technologies appropriées et des activités de formation à l'exploitation durable des ressources naturelles.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Continuation, en collaboration avec l'Entreprise brésilienne de recherche agronomique (EMBRAPA), de la mise en œuvre du Programme d'innovation technologique et des nouvelles modalités de gestion en recherche agronomique – Agrofuturo, qui a pour objectif de promouvoir et de mettre en application les recherches agronomiques afin d'améliorer la compétitivité des filières de production.
- Dans le cadre de ce Programme, réalisation de plusieurs études portant sur les besoins des collectivités rurales en matière de connaissances techniques et de technologies de production agricole, de valeur ajoutée et de conservation des ressources naturelles.

Canada

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Soutien offert par IICA pour la tenue d'un forum organisé par le gouvernement du Chili et IICA-Chili et consacré à un examen de la structure institutionnelle et des fonctions du ministère de l'Agriculture.
- IICA s'est exprimé au nom du gouvernement fédéral du Canada et a fait part de l'expérience de son pays dans la réorganisation et la modernisation du ministère canadien de l'Agriculture (AAC) et la création de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). À la suite de ce forum, un Plan d'action horizontal Canada-Chili pour la coopération technique en 2007 a été préparé.
- Parrainage par IICA, de concert avec Vétérinaires sans frontières-Canada, de la participation de M^{me} Theresa Burns, en qualité de conférencière principale, à la réunion des doyens des facultés de médecine vétérinaire tenue à Buenos Aires, puis à Montevideo, afin d'examiner des domaines de coopération possibles.
- En réponse à des demandes de coopération présentées par des pays du Cône Sud, élaboration par IICA, d'un Plan de coopération Canada-Cône Sud axé sur la promotion de l'expertise canadienne dans des domaines d'intérêt mutuel tels que la réforme institutionnelle, la PSAIA et l'innovation.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Promotion du commerce et des agroentreprises entre le Canada et le Mexique à travers le parrainage conjoint de deux stages au Manitoba et en Ontario pour 26 producteurs mexicains de haricots et des représentants des autorités de cinq États.
- Appui à la formation et à un échange de données d'expérience en matière de services de conseil en agriculture pour améliorer la gestion et la compétitivité des agroentreprises à travers le parrainage de l'École nord-américaine de services de conseil 2006 organisée par l'Association des agronomes-conseils du Canada (AACC) à Vancouver (C.-B.).
- Présentation des expériences canadiennes en matière d'amélioration de la gestion d'exploitation agricole à des professionnels mexicains lors d'un séminaire-atelier de l'IICA sur les meilleures pratiques de gestion tenu dans le cadre du Congrès de la Société mexicaine d'administration agricole (SOMEXXA) à Sonora, Mexique.
- De concert avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, parrainage du Forum de l'agriculture 2006 sur le Brésil dans le cadre du XII^e Forum économique international des Amériques tenu à Montréal.

Renforcement du système de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Suite à la publication du document de stratégie continentale de l'IICA sur la grippe aviaire et à la compilation par IICA des enseignements tirés par le Canada de l'épisode de grippe aviaire survenu en Colombie-Britannique en 2004, un programme de coopération horizontale entre l'ACIA et la Région Sud a été mis en œuvre. Le programme a débuté par un séminaire-atelier sur les expériences canadiennes en matière de diagnostic en laboratoire, tenu en mars à Montevideo et suivi par un cours de formation donné au Centre national des maladies animales exotiques (CNMAE) de l'ACIA à Winnipeg, sur les techniques PCR pour la grippe aviaire et la fièvre aphteuse.
- Négociation avec le Brésil au sujet de la préparation de matériel de formation pour la réponse d'urgence en cas d'épidémie de grippe aviaire. Par ailleurs, des membres du personnel de terrain de l'ACIA ont participé à des stages de formation sur les interventions d'urgence dans le Paraná, au Brésil, et des documents sur le partage des coûts de l'éradication de maladies animales exotiques ont été préparés et distribués.
- À l'appui de l'initiative de l'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes (NAPPO) visant à renforcer les capacités pour la mise en œuvre de la NIMP-15, IICA a appuyé la NAPPO et la CAN dans l'organisation d'un séminaire à l'intention des pays andins à Lima.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- IICA a travaillé de concert avec l'administration centrale de l'IICA pour appuyer la réunion conjointe et le séminaire tenus par l'IICA et l'Institut interaméricain de recherche sur les changements climatiques à l'échelle du globe (IAI) au Costa

Rica. La réunion portait sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique et un document de conception sur le rôle potentiel de l'IICA y a été présenté.

- Dans le cadre du Programme de stages, de jeunes chercheurs canadiens ont examiné les questions de l'utilisation durable des terres par les petits producteurs agricoles dans la région amazonienne du Brésil et de l'érosion des sols dans la production de pommes de terre au Costa Rica.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- L'engagement canadien à l'égard de l'initiative du PROCINORTE a été renforcé par l'appui apporté à la tenue de la réunion annuelle du Conseil d'administration du PROCINORTE, à Ottawa, par la participation à cette réunion et par le parrainage conjoint du Groupe de travail sur les services d'information et de bibliothèque.
- Des documents sur les orientations stratégiques d'AAC et la consultation publique dans les programmes nationaux de recherche agricole ont été préparés et distribués au sein des secrétariats des PROCI et des pays membres de l'IICA.

Chili

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Prestation d'une assistance technique au réseau Agroforma de la VIII^{ème} Région qui coordonne les actions des associations d'exploitants agricoles, des ONG, des lycées techniques agricoles et des universités, pour la mise au point d'un système de formation permanente et de perfectionnement des compétences professionnelles exigées par les secteurs productifs.
- En coordination avec le Mouvement unitaire des paysans et des ethnies du Chili, réalisation d'une journée d'analyse et de prévision des besoins de formation des ressources humaines de l'agriculture familiale, qui a permis de systématiser des expériences et d'explorer les possibilités de création, de développement et de gestion des connaissances sur des questions névralgiques pour le développement des secteurs productifs nationaux.
- Appui au Conseil national des doyens des facultés d'Agronomie pour la tenue du séminaire « Défis et perspectives du secteur agroalimentaire : formation des ressources humaines ». Suite à ce séminaire, les exposés des intervenants ont été publiés et l'établissement de liens entre ce Conseil et le CAS a été encouragé.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Appui apporté au ministère de l'Agriculture (MINAGRI) et aux administrations régionales pour l'élaboration de politiques publiques sur des questions prioritaires pour le développement du secteur agroalimentaire, en particulier celles concernant l'exportation des produits agricoles.

- Réalisation d'un atelier sur la bioénergie et les biocarburants, de concert avec le Bureau des études et des politiques agraires (ODEPA), auquel ont participé des représentants du MINAGRI. Cet atelier a analysé les expériences du Brésil et de l'Argentine dans ce domaine. Présentation d'exposés techniques au Séminaire international sur la bioénergie et les biocarburants, organisé par la FAO et le MINAGRI. Le Bureau hors siège fait partie de la Commission consultative sur les biocarburants.
- Prestation d'une assistance technique au MINAGRI, au Sénat de la République et à l'Université australe pour la tenue d'un séminaire sur le Processus de modernisation institutionnelle du MINAGRI auquel ont participé des représentants des pouvoirs exécutif et législatif, du secteur public, des universités et des associations de producteurs.
- Dans le cadre de l'accord de coopération technique souscrit avec l'Institut national de développement agricole (INDAP), prestation d'une assistance technique pour la réalisation d'un voyage de formation, en Uruguay, de producteurs et de fonctionnaires de cet Institut afin qu'ils connaissent des expériences ayant trait à la production et à la commercialisation de produits carnés exportables.
- Dans le cadre de ce même accord, réalisation de l'étude « Participation de l'AFC centrale au processus d'exportation de la viande de mouton » ; tenue de la « Table des ovins » qui a analysé la situation technique et économique de ce secteur ; et tenue d'un atelier d'amélioration génétique à l'intention d'éleveurs d'ovins viande de la V^{ème} à la XI^{ème} Régions.
- Dans le cadre de l'accord de coopération technique souscrit avec l'INDAP pour l'amélioration de la qualité des produits agroalimentaires, organisation de plusieurs manifestations régionales afin de mettre au point des concepts et analyser des expériences réussies en matière de qualité et d'adoption de bonnes pratiques agricoles (BPA) et réalisation d'une étude sur les vérifications de BPA.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Renforcement du Programme binational Chili-Pérou d'éradication de la mouche des fruits dans les zones frontalières (dont l'IICA assure le Secrétariat technique), par le biais d'un accord conclu entre le service de l'Agriculture et de l'Élevage, l'Association des exportateurs et l'IICA.
- Présentation au MINAGRI d'un projet d'organisation et d'exécution d'actions de prévention face à une possible épidémie d'influenza aviaire, mis en œuvre conjointement par le SAG, le secteur privé et l'IICA.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Élaboration et présentation aux nouvelles autorités gouvernementales d'une proposition d'évaluation des politiques agroenvironnementales dans une perspective territoriale.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- En coordination avec le MINAGRI, la municipalité de Corral (X^{ème} Région) et des représentants des organisations paysannes de cette municipalité, organisation d'un atelier ayant pour but d'établir un diagnostic des infrastructures et de la situation démographique, productive et territoriale qui a servi de base à la mise en œuvre d'initiatives de développement rural. Cet atelier s'est également penché sur les contributions des différents acteurs des secteurs agricole, halieutique, forestier et artisanal au développement local.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui au renforcement de l'instance de coopération horizontale mise en place entre le Chili et différents pays d'Amérique latine et de la Caraïbe, et, de concert avec l'ODEPA, réalisation d'un séminaire sur les nœuds de coopération Sud-Sud auquel ont participé des représentants du MINAGRI et de 20 bureaux hors siège de l'IICA en ALC.
- En collaboration avec l'Institut de recherche agronomique (INIA), réalisation de plusieurs activités destinées à encourager l'agriculture de précision, telles que les préparatifs en vue d'un congrès mondial en la matière, la réalisation d'un atelier sur cette question et la diffusion d'un livre élaboré par le PROCISUR.

Colombie

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- En réponse aux besoins d'information analytique des intervenants publics et privés liés à l'agriculture, fourniture d'informations par l'intermédiaire des observatoires sur la compétitivité et les territoires.
- Participation active au Groupe interorganisations pour le développement rural qui s'est consolidé en tant qu'espace pour les échanges d'information, la mise en commun des données d'expérience et le développement d'initiatives conjointes au niveau national et territorial.
- En collaboration avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR), accompagnement du Conseil national des secrétaires à l'Agriculture (CONSA) pour la planification et la mise en marche de sa Direction exécutive, qui est l'entité chargée de coordonner la politique agricole régionale et nationale.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Appui au MADR pour la négociation du Traité de libre-échange (TLC) avec les États-Unis; accompagnement pour la conception et la mise en œuvre du programme Agro Revenus garantis (AIS), qui a pour but d'améliorer la compétitivité du secteur agricole et d'atténuer les éventuels effets négatifs de l'internationalisation de l'économie colombienne ; mise au point, en collaboration

avec le MADR, d'une méthode permettant d'évaluer l'impact éventuel du TLC sur le niveau de production et de revenus des cultivateurs de riz, de sorgho, de blé, d'orge, de soja et de haricots.

- Prestation d'une assistance technique au MADR pour la mise en œuvre du Projet d'appui aux alliances de production, qui vise à stimuler des associations entrepreneuriales entre les producteurs de produits primaires et les agroindustriels.
- Prestation d'une collaboration au Projet d'appui au développement des microentreprises rurales, qui offre des services de formation et d'assistance technique à cette fin.
- Promotion du renforcement opérationnel et technique des associations de pêcheurs artisanaux, conjointement avec l'Institut colombien de développement rural (INCODER).

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Appui aux initiatives visant à moderniser les services officiels de PSAIA. À cette fin, soutien à la formation du Comité national des MSP et du Comité interinstitutionnel des BPA.
- Sensibilisation et formation des producteurs à l'application des BPA et mise au point, avec la collaboration de la Fédération nationale des aviculteurs colombiens, d'un protocole de BPA en aviculture.
- Coordination des initiatives visant à transformer le Centre d'excellence phytosanitaire en un organe compétitif et autosuffisant, capable de satisfaire les demandes, nationales et régionales, de perfectionnement des compétences en matière d'hygiène phytosanitaire exigées pour faciliter l'entrée des produits agricoles aux États-Unis.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Dans le cadre de l'accord souscrit avec le Département technique et administratif de l'environnement, réalisation d'actions de sensibilisation, de formation et mise en œuvre de projets productifs à l'intention des petits et moyens producteurs, ciblés plus particulièrement sur la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.
- En partenariat avec l'Institut amazonien de la recherche scientifique, les administrations locales et les associations de producteurs, obtention d'un financement de l'Union européenne pour la mise en valeur et la gestion des forêts tropicales humides du Nord de l'Amazonie.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Promotion de projets de développement rural durable dans une approche territoriale dans les départements du Cauca et du Tolima, dans le cadre du Projet de zones de développement municipal alternatif (ADAM).

- Conjointement avec l'Université nationale de Colombie, élaboration par l'Observatoire sur les territoires d'un projet d'éducation rurale dans la province du Tequendama-Cundinamarca, province sélectionnée pour tester les méthodes de développement rural dans une approche territoriale.
- Prestation d'un appui au ministère de l'Éducation pour la mise au point du Projet d'éducation rurale qui a pour but de former les enseignants dans ce domaine, la reformulation de projets éducatifs et la création de réseaux pour la mise en œuvre de programmes visant à étendre la couverture et améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation rurale.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Réalisation du Premier atelier national sur la bioénergie et les biocarburants, au cours duquel l'IICA a présenté sa proposition de création, à l'échelle continentale, d'une plateforme de coopération horizontale dans ces domaines, et s'est engagé auprès du Gouvernement national à appuyer la formulation d'un plan national de recherche sur la bioénergie et les biocarburants.
- Réalisation du séminaire « Étude prospective des filières de production », qui avait pour but d'appuyer l'élaboration d'un programme de recherche technologique sur les filières de production agricole retenues en priorité.

Costa Rica

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui aux le processus de conceptualisation et de modernisation du cadre structurel et fonctionnel des nouvelles institutions publiques du secteur agricole, dans le cadre duquel a été rédigée la loi créant le ministère de la Production (MIPRO) et une impulsion a été donnée à l'harmonisation des institutions du secteur avec la nouvelle vision.
- Coopération avec le MIPRO dans la conception du Système de banque de développement et dans les domaines des questions internationales et des politiques publiques en rapport avec la production.
- Élaboration d'une proposition pour que la loi créant le MIPRO prévoie que l'Institut de développement agraire (IDA) soit l'organisme de direction et de concertation en matière de développement rural.
- Élaboration de la proposition intitulée « Mécanisme inter-organismes pour l'harmonisation de la coopération internationale avec les priorités nationales » et, avec la participation de la FAO, du Groupe régional d'assistance technique (RUTA) et de la Mission de Taïwan, création de la Commission inter-organismes de coopération internationale, qui a pour fonction d'orienter l'action des organismes actifs dans le pays.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Appui apporté au Groupe de travail permanent (MIPRO, ministère de l'Économie et secteur privé) dans l'examen de questions relatives à la compétitivité sectorielle et aux négociations commerciales. Le groupe a soumis ses propositions et recommandations au ministre de l'Agriculture et à la Mission du Costa Rica auprès de l'OMC.
- Appui permanent apporté au Programme intégré de mise en marché des produits agricoles (PIMA) dans la conception et le lancement du projet intitulé « *Subasta del Tomate* », qui vise à rendre l'intermédiation commerciale de ce produit plus efficiente et plus transparente et à promouvoir le renforcement organisationnel, une meilleure gestion d'entreprise et l'innocuité des aliments.
- De concert avec la Chambre des exportateurs, élaboration de l'étude intitulée « Conditions d'accès des produits costariciens au marché de l'Union européenne », dans laquelle sont analysés l'accès et le traitement tarifaire et non tarifaire pour 25 produits.
- Mise à jour de l'étude intitulée « Système d'administration du commerce international au Costa Rica », à laquelle ont été incorporées également des variables pour effectuer des analyses et recenser les acteurs commerciaux et les institutions liées à l'administration du commerce, en vue de l'éventuel accord d'association entre l'Amérique centrale et l'Union européenne.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Élaboration de la « Proposition de coopération technique au Service national d'hygiène animale (SENASA) », afin que ce service devienne l'équivalent du Comité des MSP de l'OMC.
- Renforcement des capacités de cadres et de techniciens des secteurs public et privé ayant des responsabilités dans le système national de PSAIA, moyennant des cours sur les BPA et les BPF et des ateliers régionaux sur l'HACCP, coordonnés par le Projet régional ILRI-CFC/IICA, en partenariat avec l'OIRSA, l'OPS et l'OIE.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Collaboration au processus de réorganisation du Programme de développement rural dans les régions présentant un faible indice de développement humain (Zone Nord, Pacifique central et Pacifique Sud).
- Appui apporté à la conception et aux études préliminaires du Projet de développement territorial dans les bassins des fleuves Aranjuez et Sardinal, dans le cadre duquel une équipe de facilitateurs a été constituée et des chefs de file locaux ont été recensés et mobilisés.
- Dans la Zone Nord, poursuite de l'exécution du Projet de développement territorial des cantons de Los Chiles, Guatuso et Upala, dans le cadre duquel un

appui a été apporté à des groupes locaux de développement et des plans d'action territoriaux ont été élaborés.

- Publication du document intitulé « Journée de réflexion et de débat : politiques agricoles, stratégies de développement rural, sécurité des aliments, pauvreté rurale et services de vulgarisation agricole », en partenariat avec les universités, le MIPRO/PDR, l'Association des vulgarisateurs agricoles et forestiers et la FAO.
- Élaboration de la proposition « Planification intégrée des fermes des collèges techniques professionnels dans la région Huetar Norte et Cartago », en vue d'appuyer le processus d'amélioration de la qualité et de la pertinence des instituts techniques professionnels.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui à la participation de l'Institut national d'innovation en technologie agricole au Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole (SICTA).
- Assistance offerte pour faciliter la participation d'institutions nationales d'innovation technologique au FONTAGRO et au réseau SICTA.

Dominique

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Renforcement des capacités des intervenants des secteurs public et privé d'établir et de mettre en œuvre un cadre de politiques amélioré pour repositionner l'agriculture à travers le soutien apporté au gouvernement du Commonwealth de la Dominique et au ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Environnement.
- Soutien apporté à un dialogue régional et sous-régional en vue de mettre en application les décisions prises en vertu de la politique agricole de l'OECD et de l'Initiative Jagdeo.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Appui apporté à des mécanismes visant à renforcer la participation du secteur privé à la planification et au développement agricoles afin de diversifier la base de produits agricoles et de mettre un terme au déclin du secteur. Dans le cadre de cet effort, l'IICA s'est employé à regrouper toutes les agroentreprises en une seule entité, à rédiger les versions préliminaires d'articles relatifs à l'établissement et au fonctionnement de l'Association des agroentrepreneurs de la Dominique (DABA Inc.) et à regrouper la Fondation des chercheurs et des herboristes de la Dominique (DFHRP) et l'Association des négociants de bonnes herbes de la Dominique (DHBA), qui constitue la section locale de la CHBA.
- Promotion d'une approche coordonnée en vue de l'établissement de liens permanents entre le secteur agricole et d'autres secteurs de l'économie à travers l'exécution réussie du projet OEA/IICA intitulé « Renforcement du secteur du

tourisme grâce à l'établissement de liens avec le secteur agricole dans les Caraïbes ».

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Participation active aux réunions du Comité national des mesures sanitaires et phytosanitaires (CNMSP), notamment sous la forme d'un soutien administratif, afin de contribuer à la rationalisation, au développement et à la modernisation PSAIA.
- Appui apporté à l'harmonisation et à la rationalisation de la législation et des normes nationales en matière de PSAIA, afin que des produits agricoles sûrs soient offerts aux consommateurs sur les marchés intérieur et d'exportation de la Dominique. C'est ainsi que l'IICA a été désigné pour agir à titre de président au sein du Comité national du CODEX.
- Établissement des domaines prioritaires en matière de services vétérinaires dans lesquels la Division de l'agriculture concentrera ses efforts, au moyen des outils Performance, Vision et Stratégie (PVS) élaborés par l'IICA et l'OIE.

Promotion du développement durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Appui apporté aux efforts déployés par l'Université de Clemson afin de renforcer les capacités dans le domaine de l'application de la biotechnologie pour conserver et utiliser la riche biodiversité de la Dominique.
- Tenue d'une consultation sur la bioprospection et l'accès aux ressources génétiques et au savoir traditionnel, de concert avec le Centre tropical de recherche et d'enseignement d'Archbold (ATREC), pour le compte de l'Université de Clemson, qui a permis de sensibiliser les participants aux aspects politiques, légaux et techniques.
- Participants provenant des secteurs public et privé, du milieu des guérisseurs traditionnels et des organisations autochtones et non gouvernementales ont renforcé leur connaissance, leur acceptation et leur endossement des nouvelles technologies et des procédés qui ont été adaptés afin d'élargir les possibilités d'affaires liées à l'utilisation durable des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles et autochtones de la Dominique.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Tenue, dans le cadre du projet *Business Labs*, d'un premier atelier intitulé « Formation de formateurs » et axé sur le développement des petites et moyennes entreprises, et plus particulièrement sur le tourisme rural, organisé conjointement avec l'Association nationale des jeunes agriculteurs (NAYA) et le Fonds pour les jeunes entrepreneurs des Amériques (YABT), atelier qui a permis de renforcer les compétences et les capacités des jeunes.

- Soutien administratif et financier apporté en collaboration avec le Programme de diversification agricole de l'Union européenne, pour permettre la tenue d'un stage technique d'une semaine durant lequel les participants ont eu accès à de l'information sur la production, la transformation, la commercialisation et la certification de produits biologiques en République dominicaine.

El Salvador

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Réalisation d'un diagnostic des capacités de gestion et d'utilisation du savoir dans six institutions du secteur agricole et formation de 108 personnes à la gestion des systèmes d'information.
- Appui apporté au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans l'analyse et la préparation de documents relatifs à la vie rurale, à la compétitivité du secteur agricole et agroalimentaire national et à la Politique agricole centraméricaine.
- Tenue de l'exposition intitulée « La vie rurale en El Salvador à travers l'art » qui a donné lieu à un large dialogue sur le secteur agricole et agroalimentaire et impulsé la réflexion sociale à ce sujet.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Dans le cadre du programme MAG-FRUTALES, administré par l'IICA, de nouveaux marchés pour les dérivés de produits fruticoles ont été répertoriés et une impulsion a été donnée au renforcement des capacités, grâce à la participation d'entrepreneurs au salon AGRITRADE, à Guatemala, et du Neuvième Salon des aliments et des boissons, à Miami.
- De concert avec le Centre de recherches du Yucatán et le Système national de partenariats pour l'innovation technologique, lancement d'un projet à la coopérative El Jobal en vue de produire une semence hybride certifiée résistante au jaunissement mortel.
- Élaboration de trois projets fruticoles qui ont été présentés par la mandataire présidentielle pour l'agriculture aux gouvernements du Japon et de Taïwan.
- Installation d'une usine pilote pour la transformation de la noix de cajou et d'autres fruits congelés, dans le cadre du projet intitulé « Promotion de la compétitivité des entreprises rurales de production de noix de cajou et d'indigo », financé par l'OEA.
- Systématisation et diffusion des enseignements tirés de l'expérience de réactivation de la culture de l'indigo et d'autres colorants naturels, et de traitement et de commercialisation de ces produits; mise au point de nouveaux produits à base d'indigo; élargissement et amélioration de la gamme de dessins de produits teints, et conception d'une machine de teinture semi-industrielle.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Par le biais du programme MAG-FRUTALES, fourniture de conseils à dix usines de transformation dans le domaine de l'utilisation de systèmes de contrôle de la qualité et mise en œuvre d'un système de contrôle de la qualité dans l'usine pilote de transformation de la noix de cajou.
- Diffusion, parmi les techniciens du MAG et d'autres intervenants, du Programme intégré de protection agricole, qui contribue à garantir l'innocuité des aliments.
- Démarches en vue de la mise en œuvre du projet intitulé « Conception d'un système de certification de l'innocuité des produits fruiticoles destinés à l'exportation », à l'intention de neuf agroentreprises fruiticoles.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Achèvement du projet MAG-PAES-TRIFINIO exécuté par le consortium CRS-IICA-CATIE-UCA, auquel ont participé 2 500 agriculteurs et qui a conduit à la protection et à la diversification agricole de 2 500 hectares.
- Appui au projet MAG-PRODERT dans la mise en œuvre de systèmes agroforestiers, notamment en ce qui concerne l'établissement de forêts pour la production de bois de construction et d'énergie, et dans l'exécution de travaux de conservation.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Approbation du Projet de promotion de l'agrotourisme dans la zone du Haut Chalatenango.
- Conception, en partenariat avec la Fondation nationale de développement, du projet intitulé « Attitudes psychosociales des acteurs du secteur rural salvadorien », qui fournira des informations précieuses sur les acteurs du monde rural.
- Conception du projet intitulé « Contribution de l'élément religieux et spirituel aux programmes et projets de développement rural », en partenariat avec des acteurs nationaux du secteur de la recherche et de l'enseignement.
- Lancement du Forum des directeurs des PRODERT (Guatemala, Honduras et El Salvador), qui a parrainé des activités de coopération transfrontalière.
- Accompagnement et suivi du projet MAG-PRODERT-TRIFINIO par l'entremise de l'Unité technico-administrative IICA-SG/OEA.
- Services de conseil pour la conception du Plan régional de développement dans les domaines de l'agriculture, des forêts, des pêches et de l'aquaculture pour la zone de l'Oriente, lequel sera fondé sur la participation de partenaires stratégiques des secteurs public, privé et coopératif.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Exécution de deux projets de coopération avec ABC-EMBRAPA, dans le cadre desquels une assistance technique a été fournie dans le domaine de la fruticulture et des stages ont été réalisés au Brésil.
- Dans le cadre du programme MAG-FRUTALES, tenue d'activités de formation à l'intention de 1 175 techniciens, producteurs et entrepreneurs, et fourniture d'une assistance technique à 1 342 producteurs.
- Formation de 40 techniciens dans les domaines de l'élaboration de projets, de la gestion des relations avec les bailleurs de fonds et de la mobilisation de ressources pour l'innovation agricole.

Équateur

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Participation à la Commission interinstitutionnelle qui a appuyé le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) dans l'élaboration des « Politiques d'État relatives au secteur agricole de l'Équateur pour la période 2006-2016 », promulguées en vertu du décret exécutif n° 1419 du 18 mai 2006.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Analyse des programmes complémentaires aux accords bilatéraux signés avec les États-Unis, laquelle a permis de renforcer les stratégies du pays pour avancer dans le processus de nouvelles négociations commerciales.
- Mise en œuvre du Programme de renforcement de la capacité institutionnelle publique et privée, qui vise à promouvoir les exportations agricoles et agroalimentaires, et, à la demande du ministère du Commerce extérieur, organisation d'une table de travail pour coordonner les différents efforts des entreprises agroexportatrices.
- Élaboration du Diagnostic et du Plan national de développement agroindustriel.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Appui apporté à la modernisation des services de PSAIA, sous la forme d'une impulsion donnée à la mise en œuvre de projets et de programmes visant à renforcer dix unités de surveillance phytosanitaire et neuf unités de surveillance zoosanitaire, à créer le Centre d'analyse des risques d'infestation parasitaire, à renforcer la barrière sanitaire de l'aéroport Mariscal Sucre, et à créer le Centre d'analyse des risques sanitaires fondée sur les systèmes d'information géographique (CAR-SIG).

- Soutien apporté aux programmes d'éradication de la fièvre aphteuse, sous la forme de campagnes de vaccination convenues avec les coordonnateurs régionaux de la Commission nationale d'éradication de la fièvre aphteuse.
- Élaboration d'un projet axé sur l'établissement d'un laboratoire de diagnostic des maladies aviaires, dont la grippe aviaire.
- Préparation du Projet d'harmonisation des règles nationales; élaboration, en concertation avec les secteurs public et privé, des projets de loi sur l'hygiène animale et sur la protection phytosanitaire et, dans le domaine de l'innocuité des aliments, élaboration des Guides nationaux de bonnes pratiques agricoles et de bonnes pratiques d'élevage.
- Élaboration du système SANIFLORES pour la délivrance et l'enregistrement de certificats phytosanitaires d'exportation pour les fleurs et les plantes ornementales.
- Réalisation d'un diagnostic des services nationaux d'innocuité des aliments, à l'aide de l'instrument PVS, lequel a permis d'établir le niveau actuel de performance de ces services, de définir des priorités et de faciliter la planification stratégique.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Soutien apporté à la création du Centre d'excellence pour la gestion des ressources naturelles renouvelables, projet élaboré de concert avec l'Université de Guayaquil.
- Élaboration de la méthodologie relative aux indicateurs optimaux pour caractériser les systèmes d'irrigation « transférés » aux utilisateurs ou aux irrigants.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Participation à la définition de la Stratégie d'intervention interthématique et des politiques provinciales agricoles dans la province de Los Ríos, lesquelles articulent la gestion publique dans le territoire, dans le cadre du processus de décentralisation des compétences.
- Contribution pour revaloriser les produits à caractère territorial dans la province de Cotopaxi et soutien apporté à la création de l'Association des producteurs de crème glacée de Salcedo.
- Soutien apporté à l'élaboration du Plan stratégique 2007-2012 de l'Institut national de formation paysanne.
- Participation aux efforts déployés par le gouvernement provincial de Cotopaxi pour assurer un meilleur usage de l'information et élaborer un système en ligne visant à permettre une présentation transparente des réalisations de son administration.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Organisation de la Réunion andine pour le recensement des besoins et des possibilités dans les domaines de la biotechnologie et de la biosécurité en Équateur, et constitution d'un groupe de travail interinstitutionnel sur cette question.

États-Unis d'Amérique

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Élaboration de cinq propositions de projets qui ont été soumises à la Banque interaméricaine de développement, ce qui contribue à placer l'IICA dans une position favorable au sein de l'organisme bailleur de fonds.
- Présentation, à nos parties prenantes et à nos partenaires, d'information et d'une analyse des tendances actuelles concernant la protection sanitaire agricole, l'innocuité des aliments, le commerce et les agroentreprises, le développement rural et la grippe aviaire.
- Renforcement de l'importance de l'agriculture et de la protection sanitaire agricole dans les Amériques à travers plusieurs conférences et forums sur les questions de l'intégration continentale et du commerce régional.
- Organisation de la visite d'une équipe d'experts de l'IICA à Washington, dans le cadre d'un effort permanent visant à renforcer la coopération entre l'IICA et l'OEA. La rencontre avait pour but de faire en sorte qu'une plus grande attention soit accordée à l'importance cruciale de l'agriculture et du développement rural dans les Amériques.

Renforcement du système de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- L'IICA, de concert avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), a tenu des séances d'information conjointes sur la grippe aviaire à l'intention de parties prenantes de l'OEA, d'entités du secteur privé des États-Unis, de banques multilatérales de développement et d'organisations internationales. La DSP a également participé à des ateliers sur les communications en cas d'épidémie de grippe aviaire.
- Encouragé l'utilisation de l'instrument Performance, Vision, Stratégie (PVS) comme outil national de renforcement des capacités vétérinaires auprès de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale.
- L'IICA a accueilli, en collaboration avec Actions Caraïbes-Amérique centrale, une conférence sur la grippe aviaire, où l'un des orateurs était M. John Lange, ambassadeur des États-Unis et représentant spécial du département d'État sur la grippe aviaire et pandémique.
- L'IICA a facilité la participation du secteur privé aux activités conjointes de CARGILL et de l'Association nationale des aviculteurs.

- L'IICA a facilité la participation de délégués de pays ciblés à la réunion du CODEX tenue à Chiba, Japon; accueilli les réunions de consultation continentales avant et après la réunion officielle du CODEX, et fourni l'assistance technique nécessaire aux délégués (24 participants de sept États membres à la réunion préliminaire).

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Élargissement des efforts continentaux du FONTAGRO grâce à la facilitation d'un soutien administratif, d'une assistance technique et d'un soutien logistique, activités qui s'inscrivent dans le cadre d'un lien global entre l'IICA et la Banque interaméricaine de développement.

Grenade

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Revitalisation de composantes de l'Alliance pour le développement durable de l'agriculture et du milieu rural (l'Alliance) et soutien apporté aux efforts déployés par les autorités nationales pour alléger certaines des importantes contraintes actives (*key binding constraints*) qui font obstacle au développement agricole de la Grenade.
- Renforcement de la compréhension, de la part des acteurs du secteur agricole, de l'Initiative Jagdeo et de ses répercussions sur le développement du secteur agricole et rural de la Grenade.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Renforcement de la capacité de la section nationale de l'Association des agroentrepreneurs des Caraïbes (CABA) d'attirer des fonds extérieurs pour mettre en œuvre des projets de développement.
- Renforcement de la compétitivité commerciale de l'industrie locale des bonnes herbes grâce à l'acquisition d'un matériau d'emballage de bonne qualité par le Réseau des productrices rurales de la Grenade (GRENROP).

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Amélioration de la coordination des activités en matière de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments grâce au bon fonctionnement du Comité national de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments (NAHFS).
- Renforcement de la capacité des agriculteurs de produire des aliments sûrs grâce à des stages de formation et à des mesures de suivi dans le domaine des BPA.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Les efforts du Comité national de la gestion durable des terres, où l'IICA est représenté, ont permis d'accroître les chances d'obtenir les fonds nécessaires pour mettre en œuvre une proposition de projet de démonstration dans le domaine de la gestion durable des terres.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Les jeunes de la paroisse rurale de St. Andrew ont renforcé leur pouvoir en tant que groupe de pression en décidant de se joindre au Forum agricole pour les jeunes de la Grenade (GAFY).
- Amélioration de la qualité des produits agroalimentaires grâce à une formation aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) et à l'observation de ces pratiques.
- Renforcement du lien entre l'agriculture et le tourisme grâce à la promotion du dialogue entre hôteliers et agriculteurs et à une initiative visant à planifier un festival de l'alimentation.
- Renforcement de la capacité de l'association des apiculteurs de la Grenade (GAB) de gérer ses actifs grâce à l'élaboration et à l'adoption de mesures appropriées.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- La section nationale du Réseau des productrices rurales des Caraïbes (GRENROP), est en position plus favorable pour obtenir des fonds extérieurs en vue de la mise en œuvre d'un projet d'acquisition de matériel agricole moderne pour établir une entreprise de main d'œuvre agricole.

Guatemala

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Coopération technique et administrative offerte à la Faculté d'agronomie de l'Université de San Carlos (FAUSAC) dans l'exécution du programme de formation diplômante en commerce international de produits agricoles, lequel a connu un franc succès.
- Signature et mise en application d'une nouvelle entente avec la FAUSAC, en vertu de laquelle un soutien technique et administratif sera apporté à la formation de diplômés dans des domaines liés au développement productif et commercial de l'agriculture et de la vie rurale.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Renforcement des capacités, en matière de promotion du commerce et des agroentreprises, des techniciens du Projet de développement de la fructiculture et

de l'agroindustrie du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (MAGA), dont le plan de travail prévoit la mise en marché de fruits et la constitution de comités dans les filières agroalimentaires prioritaires.

- Renforcement des capacités du Secrétariat technique du Conseil national du développement agricole (CONADEA) pour l'élaboration participative de diagnostics et de plans d'action visant à améliorer la compétitivité des filières agroalimentaires.
- Création, dans le cadre de l'entente signée avec le MAGA et pour appuyer les programmes de travail du CONADEA, de quatre équipes techniques composées d'intervenants publics et privés qui, sous la direction de l'IICA, ont élaboré des diagnostics et des plans d'action pour améliorer la compétitivité des filières de la viande bovine, de la viande ovine, du miel et du lait de chèvre.
- Soutien apporté à la Commission du lait (COMLECHE) dans l'élaboration du projet de loi pour le développement durable et compétitif de la filière nationale des produits lactés, et services de conseil offerts à des organes de la COMLECHE pour la mise à jour de règles de production, de transformation et de commercialisation du lait et de ses dérivés.
- Élaboration du Programme d'appui à l'amélioration de la compétitivité du petit producteur laitier, programme qui a été approuvé par le MAGA et la COMLECHE.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Stages de formation à l'HACCP offerts à 35 fonctionnaires des secteurs public et universitaire participant à des processus qui visent à garantir l'innocuité des aliments et la santé animale.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Achèvement de l'« Évaluation du rendement du Projet de protection des forêts de la province de Petén (PROBOPETEN) », qui a été approuvée par le MAGA.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Conception de la deuxième phase du Projet de développement rural durable dans des zones écologiquement fragiles de la région du Trifinio (PRODERT-Guatemala), dont l'exécution suppose la formation du personnel technique de l'Unité spéciale d'exécution dans le domaine de la mise en œuvre de l'approche territoriale.
- Soutien apporté au Secrétariat général de la planification et de la programmation du Bureau du Président, dans la formulation de la Politique publique de développement rural, laquelle prévoit l'application de l'approche territoriale, processus qui a été coordonné avec le Cabinet du développement rural et la Table intersectorielle de concertation et de participation au sujet du développement rural intégré.

- Réalisation des objectifs techniques, physiques et financiers de quatre unités d'exécution de projets prioritaires de développement rural, lesquels ont été menés à bien dans le cadre d'accords de coopération et de prestation de services techniques pour la gestion de programmes et de projets.
- Formation de fonctionnaires des secteurs public et universitaire dans le domaine de la conception et de l'analyse de politiques, d'instruments, de stratégies et de méthodologies d'intervention pour le développement rural, dans le cadre d'un accord de coopération signé avec le ministère de l'Agriculture, des pêches et de l'Alimentation d'Espagne.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Formation de caféiculteurs membres de l'Association nationale du Café (ANACAFE) dans les domaines des nouvelles technologies, de la gestion intégrée des infestations parasitaires et de la lutte contre le scolyte du caféier.
- Achèvement du projet de développement de la filière de production de cacao sur la côte Sud du Guatemala, en appui à l'Association nationale des producteurs de cacao.
- Soutien apporté à l'installation et au fonctionnement du bureau du président et du secrétariat du SICTA, et renforcement de l'intégration des instituts nationaux de recherche agricole de l'Amérique centrale.

Guyana

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Le Réseau des femmes rurales du Guyana (GRWN) a renforcé ses capacités dans les domaines de la culture hydroponique et de la planification stratégique, ainsi que dans celui de la formation entrepreneuriale et professionnelle. Il a accueilli, de concert avec l'IICA, la réunion générale annuelle du Réseau des productrices rurales des Caraïbes (CANRWP).
- Les participants à un séminaire sur la diversification agricole au Guyana ont échangé des données d'expérience avec une spécialiste de l'IICA dans le domaine de la compétitivité et écouté son exposé intitulé « Le secteur fruiticole : exemple d'une approche stratégique de la diversification agricole en El Salvador ».

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Améliorations apportées à la qualité, aux volumes de production et à la commercialisation, en tant que but ultime, à la suite d'un effort conjoint avec le ministère de l'Agriculture et des entités du secteur privé. Les activités à cet égard comprennent des enquêtes sur les maladies, un suivi et une surveillance, la détermination et la préparation de normes de production et de commercialisation

- pour un certain nombre de produits, et des activités de formation dans les domaines des BPA et de HACCP.
- Fourniture d'une assistance pour étudier un syndrome de « croissance ralentie » qui affectait l'industrie locale de la volaille.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Efforts importants déployés dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, dans le cadre du Projet des collectivités des régions des lacs financé par la Fondation Kellogg, intitulé « Soutien de l'expansion des activités productrices de revenus dans les collectivités des régions des lacs au Guyana ».
- Promotion, dans le cadre d'un programme de production hydroponique de légumes, de l'utilisation de déchets tels que les boîtes métalliques, les bouteilles et la balle de riz, déchets qui, autrement, causeraient de la pollution.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Mise sur pied, dans le cadre du projet financé par Kellogg, de l'Association des fermiers des Trois Lacs qui comprend des membres des trois collectivités – Mainstay, Tapakuma et Capoey.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Plus de 200 participants, dont des femmes et des jeunes, ont été formés et plusieurs ont commencé à produire et à commercialiser des légumes après avoir suivi des ateliers et des activités de vulgarisation organisés en collaboration avec le Centre de formation St. Stanislaus (SSTC).
- L'IICA a participé à un transfert de technologie utilisant des substances végétales pour lutter contre la fourmi coupeuse de feuilles, *Atta sp.* (fourmi Acoushi). On a utilisé un produit à base de neem et des agriculteurs ont été formés à la préparation d'appâts.

Haiti

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Élaboration, avec la collaboration de partenaires stratégiques et la participation des secteurs public et privé, du programme national de coopération technique pour la période 2006-2010 et d'un document sur la situation et les perspectives de l'agriculture.
- En appui aux efforts de réactivation et de modernisation du secteur agricole, constitution d'un groupe de travail chargé de préparer et de définir une politique d'État pour l'agriculture et le milieu rural.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Réalisation de progrès vers l'ouverture d'un marché de produits agricoles et artisanaux dans les pays de la CARICOM. Présentation de conférences à des acteurs du secteur public et à des entrepreneurs privés dans le but de promouvoir l'expansion des exportations agricoles.
- Formulation de recommandations pour le développement du tourisme, lesquelles ont été incorporées dans le plan du ministère concerné.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Vaccination de 600 000 porcs et établissement d'un réseau de surveillance épidémiologique de portée nationale dans le cadre du Projet de lutte contre la peste porcine classique.
- Coopération avec le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural dans l'élaboration de deux projets de lutte contre les infestations parasitaires, notamment contre la mouche du fruit et la fourmi de feu.
- Dans le cadre du Projet de lutte intégrée contre le scolyte du café, installation de neuf petits laboratoires de production de parasitoïdes et distribution de 5 000 pièges « BrocaP » dans les zones caféières.
- Dans le cadre du Projet de lutte contre la sigatoka noire, établissement d'un centre de production de plantules saines par la méthode PIF et formation de 50 producteurs et fonctionnaires à l'utilisation de cette nouvelle technologie.
- Avec le soutien financier de l'USAID, lancement de la mise en œuvre d'une stratégie nationale de diffusion d'information et de communication sur la grippe aviaire.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- En collaboration avec le CATIE, organisation d'un atelier sur le « bois caraïbe » (*Sabinea carinalis*) et élaboration d'un manuel sur la gestion des arbres de la région caribéenne.
- Renforcement des capacités d'étudiants des facultés d'agronomie du réseau CACHE pour faciliter l'adoption de bonnes pratiques agricoles.
- Tenue d'ateliers sur la gestion des risques et des catastrophes naturelles, à l'intention des bénéficiaires du Projet d'appui aux victimes des inondations dans les zones rurales de Gonaïves (AVIG), financé par l'USAID.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Dans le cadre du projet Pwotokol-Kredifanm, financé par la Fondation Kellogg, octroi de microcrédits à un groupe de 600 femmes et fourniture d'une aide à d'autres groupes afin qu'ils consolident leurs entreprises et achètent du matériel.

- Distribution de 300 plants de manguier de la variété « Madame Fransik » dans la zone d'Areguy-Jacmel, dans le cadre d'un programme de reboisement avec des arbres fruitiers, axé plus particulièrement sur les jeunes et les femmes.
- Introduction de 23 espèces végétales améliorées dans cinq collectivités rurales dans le cadre du Programme Pro-Huerta, en collaboration avec le gouvernement de l'Argentine.
- Formation de petits producteurs à l'utilisation de systèmes d'élevage de poulets dans des fermes familiales, avec des recommandations concernant l'alimentation et la santé des oiseaux ainsi que la gestion financière de leurs unités de production.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Remise en état des systèmes d'irrigation dans les collectivités de Desbarrières et Zabriko et, aux fins de l'« ingénierie sociale » réalisée dans le cadre du Projet AVIG, organisation des producteurs des deux collectivités dans un conseil d'irrigants et formation de ces producteurs dans le domaine de la gestion de l'eau.

Honduras

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- De concert avec les coopérants de la Table agroforestière, prestation d'une assistance technique aux nouvelles autorités sectorielles en vue d'établir des positions de consensus et de maintenir les accords auxquels est parvenue la Table agricole à propos de la politique gouvernementale pour le secteur agroalimentaire et le milieu rural hondurien pour les années 2004-2021.
- Appui à l'élaboration du Plan stratégique opérationnel du secteur agroalimentaire pour 2006-2010 qui s'inscrit dans les directives générales fixées par la politique gouvernementale susmentionnée.
- Appui au secrétariat à l'Agriculture et à l'Élevage (SAG) pour la mise en application des bons technologiques, lesquels ont pour but la récupération de la capacité nationale de production des céréales de base.
- En coordination avec le ministère de l'Agriculture des États-Unis, mise en œuvre du programme « Des aliments pour le progrès », dont l'objectif est de développer les capacités techniques et entrepreneuriales afin de permettre aux producteurs honduriens de tirer profit des possibilités offertes par le CAFTA. Ce programme a mis en œuvre 45 projets, qui ont bénéficié à 2.790 producteurs et à 254 entreprises paysannes.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Établissement d'un partenariat avec le Bureau de promotion du commerce du Canada (BPCC) afin de renforcer les connaissances et les capacités d'exportation

des petites et moyennes entreprises du Honduras et les mettre en contact avec d'éventuels partenaires commerciaux canadiens.

- Appui à l'élaboration d'une proposition visant à créer un fonds en fidéicommis pour la filière de la viande bovine qui permettra de financer les activités énoncées dans le plan d'action de cette filière.
- Formation de la Commission technique avicole, tenue d'ateliers de diagnostic des sous-secteurs des œufs et du poulet, auxquels ont participé 70 intervenants clés et mise en route de l'élaboration des plans d'action de ces deux sous-secteurs.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Appui à l'élaboration et à l'officialisation d'un règlement opérationnel du Comité national des MSP. Le bureau hors siège a également joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du Programme national en matière de MSP, à laquelle ont participé les secteurs public et privé.
- Appui au Service national de protection sanitaire agricole pour l'élaboration du Plan stratégique 2006-2010 et l'identification des intervenants clés dans les domaines de la santé des animaux, de la santé des plantes et de l'innocuité des aliments, secteurs dans lesquels sera appliqué l'instrument PVS.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Prestation d'une coopération aux 17 administrations municipales qui font partie du PRODERT pour l'élaboration de leurs plans de travail de gestion de l'environnement qui prévoient également des actions de gestion des déchets, de protection des micro-bassins versants, de gestion des forêts et d'éducation à l'environnement dans les écoles, les lycées et les collèges.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Appui à la formulation et à la révision des politiques nationale de développement rural, par le biais d'un accord souscrit avec le Programme national de développement rural durable.
- Coopération pour l'assimilation et la mise en œuvre théorique et méthodologique du développement rural dans une approche territoriale, par le biais d'un accord conclu avec le projet PRODERT.
- Mise en route de la formation aux aspects théoriques et méthodologiques de l'approche territoriale à l'intention des équipes techniques du PRODERT et des ONG qui sont co-agents d'exécution de ce projet.
- Mise en marche du projet de développement rural dans une approche territoriale à Belén Gualcho, dans la région du Trifinio, qui a ciblé plus particulièrement les dimensions sociale et environnementale, et élaboration d'un répertoire des intervenants et d'un plan d'investissements.
- Tenue d'une assemblée réunissant les intervenants sur le territoire de Belén Gualcho au cours de laquelle a été créé le Groupe de gestion du territoire. Actions

de formation à l'intention des membres de ce Groupe, appui au processus de légitimation dudit Groupe auprès des autorités, des institutions de service et des habitants du territoire.

- En coordination avec le PRODERT, consolidation des caisses d'épargne et de crédit rurales, afin de mettre en place un système financier rural alternatif.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui à la création du Système national de la science et de la technologie, qui établit les normes régissant les activités de développement technologique destinées au secteur agroalimentaire, permet que ces activités deviennent opérationnelles et encourage la coopération horizontale entre les différents intervenants publics et privés qui s'occupent de recherche et de transfert de technologies.

Jamaïque

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Collaboration avec le ministère de l'Agriculture et des Terres dans ses programmes d'investissement prioritaires tels que ceux concernant les services vétérinaires, la recherche et le développement sur les cultures (patate douce), la participation aux négociations de l'OMC sur les MSP et l'élaboration de son cadre de politiques en matière de développement rural durable.
- Repositionnement du secteur agricole du pays à travers des actions telles qu'une consultation nationale pour déterminer les enjeux prioritaires de la Jamaïque, la facilitation de l'élaboration du Plan à moyen terme de l'IICA, la participation à la série de forums de concertation organisés par l'Institut de la planification de la Jamaïque (PIOJ) et un soutien actif à des événements visant à promouvoir le secteur.
- Facilitation de la participation du ministère de l'Agriculture et des Terres ainsi que du secteur privé à la mise en œuvre du projet financé par l'OEA, intitulé « Renforcement du secteur du tourisme grâce à l'établissement de liens avec le secteur agricole dans les Caraïbes ».

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Collaboration avec le ministère de l'Agriculture et des Terres et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur afin de promouvoir le commerce et la compétitivité des agroentreprises en organisant le forum-centre d'échanges consacré à la participation du secteur privé au processus de négociations commerciales.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Participation, aux côtés du ministère de l'Agriculture et des Terres et d'autres organismes, à un exercice de simulation en temps réel d'une épidémie de grippe aviaire hautement pathogène (HPAI) afin d'aider à renforcer les systèmes de protection sanitaire et d'innocuité des aliments.
- Fourniture d'une assistance, de concert avec l'OIE et le ministère de l'Agriculture et des Terres, pour évaluer la Division vétérinaire.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- La promotion du développement rural intégré fondé sur l'approche territoriale a été axée sur la fourniture d'une assistance à deux collectivités particulières, soit Elim à St Elizabeth et Charles Town à Portland, sous la forme d'ateliers de formation dans les domaines de l'organisation, de la gestion des différends et du renforcement des institutions.
- Achèvement d'une étude détaillée de la performance du Réseau des femmes rurales de la Jamaïque (JNRWP) en ce qui a trait au plan de crédit et renforcement des capacités des femmes rurales dans les domaines de la gestion d'entreprise et de la fabrication du savon.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui apporté à la programmation de fonds en vertu d'un « Fonds de recherche et de développement dans le domaine de la technologie de la patate douce » (ministère de l'Agriculture, Association coopérative chrétienne des producteurs de pommes de terre et CARDI), afin de catalyser le programme d'investissement prioritaire conformément à la Stratégie de développement agricole du ministère dans le domaine de la production des plantes-racines.

Mexique

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Dans le cadre de l'Accord général de coopération technique institutionnelle (2002-2006), conclusion d'une série d'activités conjointes avec le secrétariat à l'Agriculture, à l'Élevage, au Développement rural, aux Pêches et à l'Alimentation (SAGARPA) qui ont porté notamment sur la mise en œuvre de programmes de travail relatifs à la protection sanitaire et à l'innocuité des aliments, à la technologie et à l'innovation, à la formation et au perfectionnement des connaissances, au développement rural durable et aux services de commercialisation.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Participation, par le truchement du Programme régional pour le commerce et les agroentreprises, à la mise au point de mécanismes et d'activités d'échanges dans le domaine technique, comme des stages et des missions de coopération technique horizontale.
- Élaboration et exécution de la proposition de mise en place du « Nœud pour les politiques et le commerce - Point focal : le Mexique », initiative de coopération technique à l'échelle régionale et continentale.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Prestation d'une collaboration au Service national de protection sanitaire agricole, d'innocuité des aliments et de qualité des produits agroalimentaires (SENASICA) pour la mise en œuvre d'actions de surveillance, de prévention et d'élimination des maladies et des ravageurs (mouches des fruits, influenza aviaire et autres) et pour l'exécution de programmes de formation en vue de l'adoption des BPS, des BMP, des procédures d'assainissement normalisées (SSOP) et d'HACCP.
- Formulation de recommandations en vue d'améliorer la situation zoosanitaire et phytosanitaire du pays, qui ont été remises au Conseil technique consultatif national de santé des animaux (CONASA) et au Conseil national consultatif phytosanitaire (CONACOFI).
- Appui au renforcement des services nationaux d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire dans les ports, les aéroports et aux frontières.
- Réalisation d'activités conjointes avec le SAGARPA dans le but de mettre au point un programme destiné à encourager l'établissement de pépinières indemnes du virus de la tristesse des agrumes.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Le consortium formé par l'IICA, le CIRAD et le CATIE, sous la conduite du Bureau hors siège de l'IICA, a remporté l'appel d'offres international pour l'exécution du Projet de développement social intégré et durable (PRODESIS), financé par l'UE et l'État du Chiapas, qui comprend trois volets : la gestion des microentreprises rurales, l'environnement et les systèmes d'information géographique.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Continuation de la diffusion et de la promotion de l'approche territoriale parmi les intervenants des secteurs agricole, rural et universitaire, en vue de promouvoir une coordination synergique des filières agroalimentaires sur le plan économique, physique, humain et le capital social.

- Appui à la création du Programme de maîtrise en gestion du développement du territoire rural, en collaboration avec l'Institut national de développement des capacités du secteur rural (INCA rural).
- Formulation de la proposition de Programme de maîtrise en agro-industrie rurale, développement territorial et agrotourisme de l'Université autonome de l'État de Mexico, en collaboration avec le CIRAD et l'Université de Versailles.
- Promotion de la systématisation de l'information et de l'utilisation de la technologie informatique pour assurer le suivi des conseils municipaux de développement rural durable, en coordination avec le Système intégré d'information sur le secteur agroalimentaire et halieutique.
- En collaboration avec l'INCA rural, réalisation d'un séminaire international sur le développement rural et d'un atelier d'échanges d'information sur cette question, auquel ont participé des experts nationaux et des représentants de différentes institutions du Brésil, de la Colombie, de l'Espagne et de l'Argentine.
- Étude de la possibilité de créer un réseau de gestion des connaissances pour le développement du territoire rural et encouragement à sa création.
- Réalisation d'une recherche sur le développement rural au Mexique, en collaboration avec l'INCA rural et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
- Réalisation d'une étude sur la politique agricole et halieutique, en partenariat avec l'organisme Services de soutien à la commercialisation des produits agricoles (ASERCA) et l'OCDE.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui à la diffusion et à la mise en œuvre d'initiatives régionales en matière de biotechnologie et coordination d'activités de coopération technique dans le domaine de la biosécurité.
- Prestation d'une assistance technique pour la mise en fonctionnement, à l'échelle nationale, du Système intégré d'information sur les secteurs agroalimentaire et halieutique et pour la mise au point de systèmes d'information et de cartographie géographique, en collaboration avec le SAGARPA et le projet du Fonds mondial pour l'environnement (FME).

Nicaragua

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui apporté à la participation de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et des Forêts (MAG-FOR) et du ministère des Affaires étrangères à divers forums continentaux et régionaux organisés par l'administration centrale.
- Appui apporté à la consolidation du Programme sectoriel de développement rural productif durable (PRORURAL), grâce auquel des progrès ont été réalisés dans la construction d'une vision commune du développement rural et agricole et de

positions consensuelles sur les priorités dans ces domaines, ainsi que dans la recherche de sources de financement pour la mise en œuvre de cette vision.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Formation offerte à 20 fonctionnaires du secteur public agricole et à 1 500 producteurs de différents départements du pays et diffusion d'analyses et d'information dans le but de promouvoir une plus grande mise à profit du traité de libre-échange avec les États-Unis.
- Impulsion donnée au recensement et à la mise à profit de débouchés commerciaux pour des produits susceptibles d'être admis dans le marché des États-Unis, avec la participation d'agroexportateurs à 15 salons nationaux et internationaux, l'élaboration de 45 guides pour l'exportation de produits agricoles, le recensement de 35 organisations de producteurs qui pourraient exporter et l'établissement de 12 partenariats en vue de l'exportation.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Dans le cadre du PRORURAL, tenue de deux stages de formation sur la protection sanitaire agricole et l'innocuité des aliments à l'intention de producteurs et de fonctionnaires de diverses institutions.
- Conclusion et signature de l'examen technique de l'accord entre l'IICA, la Société nicaraguayenne d'importation et l'USDA en vue de l'évaluation de cinq propositions de projets de protection sanitaire agricole concernant la fièvre porcine classique, la brucellose et la tuberculose, la grippe aviaire, la mouche de la Méditerranée et les laboratoires de qualité des produits laitiers.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Conduite d'un processus de sensibilisation, sur le plan national, à l'importance et au potentiel des biocarburants, lequel a mené à la participation soutenue du secteur privé à l'initiative « IICA » et à l'assimilation de l'enjeu par le secteur public.
- Appui apporté à la formulation du décret présidentiel qui établit que le biodiesel et l'éthanol sont des produits présentant un « intérêt stratégique national » et qui prescrit au MAGFOR d'élaborer le Programme national des biocarburants.
- Promotion d'une vaste mobilisation politique et sociale au sujet d'un projet de loi sur les biocarburants qui jette les bases du développement de ces produits.
- Accompagnement du processus de concrétisation d'un accord avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en vue de la réalisation d'études sur le palmier à huile dans la région de Tortuguero.
- Réalisation de progrès dans les négociations avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) en vue du financement du Programme national de développement des biocarburants.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Assistance technique offerte à des institutions du secteur public agricole, aux échelons national et départemental, en vue de l'élaboration des plans opérationnels annuels de développement agricole, processus dirigé par le MAG-FOR avec un financement de la Finlande.
- En partenariat avec des municipalités du nord du département de Chinandega, préparation, dans le cadre d'un processus participatif, de leurs plans stratégiques de développement rural durable, dont la mise en œuvre a débuté.
- Élaboration et exécution de cinq plans d'affaires pour le développement de l'apiculture et de la production de cacao et de chocolat, dans le cadre du Projet de développement de la compétitivité territoriale dans la municipalité de Villa Sandino.
- Présentation du Cours international en agroécologie et développement rural durable, auquel ont assisté 54 personnes provenant de 12 pays d'Amérique et d'Europe.
- Incorporation de l'approche territoriale du développement rural dans le programme de maîtrise en développement rural de l'Université centraméricaine.
- Don d'ordinateurs aux collectivités rurales de Campana et El Guabo et tenue d'un atelier pour apprendre aux enfants de ces collectivités à utiliser des ordinateurs personnels.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Exécution du projet intitulé « Production et commercialisation de denrées biologiques », financé par l'organisme de coopération autrichien et dont les principales réalisations comprennent, entre autres, le renforcement des capacités institutionnelles pour élaborer les règles régissant la production biologique et concevoir des systèmes de certification et de contrôle de la production, ainsi que la formation de 1 300 producteurs dans le domaine de la certification biologique.
- Création du réseau SICTA du pays et exécution de deux projets d'innovation technologique pour la production de *naranjillas* et de feuilles de *chan*.
- Impulsion donnée au conglomérat du haricot, formé d'un ensemble d'organisations de producteurs et d'autres organismes.
- Tenue de 11 stages de formation dans les domaines de l'innovation technologique et de la conservation de l'environnement, en collaboration avec plusieurs partenaires stratégiques nationaux.

Panama

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui apporté au ministère du Développement agricole (MIDA), au ministère du Développement social et au Secrétariat national pour le Plan alimentaire

- nutritionnel dans la formulation, le suivi et l'évaluation de politiques sociales, l'accent étant mis sur la lutte contre la pauvreté dans les collectivités rurales.
- Appui à la formulation de politiques d'État pour le secteur agroalimentaire et rural de l'Amérique centrale et à la mise en œuvre du Système d'information pour le suivi et l'évaluation de stratégies et de politiques relatives à l'agriculture et à la vie rurale.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Collaboration avec le MIDA et l'Institut de mise en marché des produits agricoles (IMA) dans la formulation d'études sur les fruits tropicaux destinés aux marchés des Etats-Unis et de l'Union européenne.
- En partenariat avec l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), appui apporté au MIDA dans la formulation d'une proposition de politique pour le secteur agroindustriel et dans l'élaboration d'un avant-projet de loi pour stimuler le développement de l'agroindustrie nationale.
- Contribution au renforcement institutionnel du MIDA avec la constitution d'une équipe formée pour gérer les enjeux importants du secteur agroalimentaire dans le cadre du processus d'intégration régionale.
- Soutien technique apporté au MIDA dans la formulation du Programme national de développement de la fruiticulture.
- Formation de cinq techniciens du MIDA à l'application de la méthodologie de diagnostic rapide et d'analyse de filières agroalimentaires.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Collaboration avec le MIDA dans l'établissement d'un système de gestion de la qualité, ce qui a contribué au renforcement institutionnel des services publics de PSAIA.
- Appui aux secteurs public et privé et au secteur universitaire dans l'établissement du Groupe national multisectoriel pour la mise en œuvre des accords sur les MSP de l'OMC.
- Formation de 48 techniciens de la Direction de l'hygiène animale et de la protection phytosanitaire à l'application des normes ISO 9000 et ISO 17025 en vue de l'adoption de systèmes de qualité dans la prestation des services, ce qui a permis d'évaluer la gestion des laboratoires au regard de la norme ISO 17025.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- En coordination avec le MIDA et les institutions qui font partie du Cabinet social, soutien offert dans l'application de l'approche territoriale dans le district d'Antón de la province de Coclé, ce qui a conduit à la création d'un « observatoire expérimental » et à la réalisation d'activités relatives à la gestion de l'information et du savoir.

- Collaboration avec le MIDA dans la conception et la mise en œuvre d'un projet relatif au développement de l'agrumiculture dans la province de Coclé, lequel favorise la gestion durable des ressources naturelles et la création d'emplois dans les collectivités bénéficiaires.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Coopération avec le MIDA, l'Institut de recherche agricole du Panama (IDIAP) et diverses institutions universitaires dans la mise en œuvre des volets nationaux de projets régionaux (REMERFI, FONTAGRO, Agrobiodiversité et biotechnologie).
- Collaboration avec le MIDA, l'IDIAP, l'IMA, l'Université technologique du Panama et d'autres organisations dans la mise en œuvre des projets intitulés « Production, transformation et commercialisation de la yucca et de ses dérivés alimentaires au Panama » et « Potentialités de la culture sur radeau dans le lac Alajuela », dans le cadre du réseau d'innovation agricole (RED-SICTA).

Paraguay

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Élaboration de la publication intitulée « Caractérisation de l'agriculture familiale paysanne du Paraguay », en appui à la définition de stratégies et d'activités ayant pour but l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales.
- Dans le cadre de l'accord général de coopération technique souscrit avec la Vice-présidence de la République, élaboration des termes de référence pour la réalisation d'études sur la conceptualisation et l'institutionnalisation du développement rural, qui permettront l'établissement d'un consensus à propos d'un modèle de développement rural durable pour le pays.
- En appui à l'INDERT, élaboration des termes de référence pour l'élaboration du règlement, des manuels de fonctionnement et du modèle de gestion du Fonds d'investissements ruraux pour le développement durable et pour la modernisation des processus d'enregistrement et de délivrance des titres de propriété des terres et l'analyse du régime juridique foncier.
- Préparation d'un plan de modernisation de la page web du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) dont la réalisation permettra de renforcer son image institutionnelle et son système d'information virtuelle.
- Élaboration du Programme d'études universitaires supérieures en gestion des territoires en vue du développement durable, en appui au Rectorat de l'Université nationale d'Asunción (UNA).
- Prestation d'une assistance technique aux facultés des Sciences vétérinaires et des Sciences agronomiques de l'UNA afin de renforcer leur offre pédagogique et leurs capacités techniques, au moyen de séminaires, d'ateliers et de journées de formation donnés par des experts internationaux.
- Élaboration et exécution d'un programme de perfectionnement des compétences techniques des fonctionnaires et des enseignants de la faculté des Sciences

vétérinaires de l'UNA dans le domaine de l'utilisation des systèmes d'auto-évaluation.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Appui au Programme de spécialisation en gestion des agroentreprises de l'Université catholique afin de former des techniciens compétents.
- Élaboration d'un diagnostic sur les conditions du pays en vue de créer une bourse des produits agricoles.
- En collaboration avec des intervenants sociaux et politiques de la filière viande, élaboration d'un projet de loi sur les viandes, qui a été présenté au Congrès.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Prestation d'une collaboration au Service national de qualité et d'hygiène animales (SENACSA) pour la préparation de son plan institutionnel, d'un programme de formation à moyen terme et l'élaboration de 40 manuels de description des tâches et de procédures conformes à la norme ISO 9000.
- Appui au Service national de qualité des végétaux et des semences (SENAVE) pour la définition du cadre de la nouvelle structure organisationnelle, pour l'élaboration d'un manuel de description des tâches et de procédure et la formulation d'un programme de formation technique intégrale des ressources humaines.
- Formation des techniciens du SENAVE afin qu'ils soient en mesure de s'acquitter pleinement de leurs attributions dans les domaines de la protection sanitaire, des semences et de la qualité des végétaux.
- Aide apportée à l'amélioration des capacités du SENAVE afin qu'il puisse offrir de meilleurs services à ses clients, réagir en temps opportun aux situations d'urgence et aux problèmes émergents et améliorer le contrôle du respect des normes techniques.
- Prestation d'une coopération pour la formulation et la mise en œuvre des politiques mentionnées dans le Programme d'amélioration des produits d'élevage et de renforcement du système de santé des animaux et d'innocuité des aliments.
- Appui au renforcement technique et juridique du Comité technique national pour l'application des accords relatifs aux MSP de l'OMC.
- Promotion des accords relatifs aux MSP et des normes zoosanitaires et phytosanitaires du Codex Alimentarius, de l'OIE et de la CIPF au sein des secteurs public et privé afin qu'ils les connaissent et les adoptent.
- Prestation d'une coopération au SENACSA et à d'autres institutions sectorielles pour la réalisation d'études et de démarches et pour la mise en œuvre de systèmes d'information, de traçabilité et d'HACCP, destinés à obtenir la reprise des exportations de viande vers l'UE.
- Appui à la création de la Table technique multisectorielle sur la viande qui préconise la responsabilité partagée et la durabilité des conquêtes sanitaires du secteur.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Appui au MAG pour l'exécution du Projet stratégique Jopói Mbareterã et réalisation de progrès dans la voie de l'élaboration d'une proposition visant à étendre la couverture de ce projet à l'échelle nationale.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Réalisation de l'atelier national sur la biotechnologie et la biosécurité qui a permis d'accroître les connaissances et les compétences des secteurs public et privé dans ces domaines.
- Appui apporté à l'amélioration des connaissances du MAG, du SENAVE et des secteurs universitaire et privé concernant le champ d'action du Protocole de Cartagena et sa mise en œuvre.
- Consolidation d'un espace de dialogue entre les secteurs public et privé de nature à améliorer leurs connaissances en biotechnologie et en biosécurité et à encourager l'adoption par ces secteurs des progrès les plus récents réalisés dans ces domaines.

Pérou

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Mise à la disposition de plusieurs unités stratégiques du MAG d'un inventaire de politiques pour le secteur agricole dans la Région andine, d'un document d'analyse quantitative des effets de l'ouverture en matière de distribution, d'un modèle pour analyser différents scénarios et d'un modèle pour analyser l'impact économique possible du traité de libre-échange avec les États-Unis.
- Renforcement du Forum régional andin pour le dialogue et l'intégration de l'enseignement agricole et rural et tenue du III^e Forum de l'Association péruvienne des facultés d'agronomie.
- Établissement d'un système de suivi et d'échange d'information sur les politiques du Pérou, lequel constitue maintenant un module du Système continental d'information sur les politiques agroalimentaires et agroproductives.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Renforcement des connaissances et des capacités de gestion des acteurs publics et privés des filières agroproductives maïs-aviculture-porciculture, coton-textiles-confiserie et cacao-chocolat.
- Renforcement des capacités de gestion du bétail et des cultures des producteurs de la province de Huaura et du département de Junín, qui leur a permis de réaliser des progrès dans l'adoption de bonnes pratiques agricoles (BPA) et de bonnes pratiques d'élevage (BPE).

- Mise à la disposition des secteurs public et privé du document intitulé « Expériences de négociation avec l'Union européenne et conséquences pour la Région andine ».

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Poursuite de la mise en œuvre du Programme binational Chili-Pérou/IICA pour le contrôle et l'éradication de la mouche du fruit et élaboration d'une proposition de stratégie pour faire connaître ses actions et former son personnel technique.
- Appui apporté à l'utilisation de l'instrument PVS pour évaluer les systèmes de protection sanitaire animale et végétale et d'innocuité des aliments, grâce auquel on a amélioré la performance du Service national de protection sanitaire agricole.
- Élaboration d'un projet pour la mise en œuvre du Système national de traçabilité.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Renforcement des capacités de gestion saine de l'environnement des acteurs locaux dans la province de Huaura, grâce à l'appui apporté à l'élaboration du projet « Remise en état des *Amunas* dans le district de Paccho ».
- Incorporation d'actions en matière d'hygiène environnementale dans les plans opérationnels de 15 institutions publiques et privées de la province de Huaura.
- Fourniture d'information aux autorités des districts de Sincos et de Jarpa de la région de Junín pour les aider dans la prise de décisions au sujet de la gestion de l'eau et de l'environnement.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Renforcement des capacités pour la formulation de propositions de développement agricole fondé sur l'approche territoriale, à travers la réalisation et la diffusion d'études d'impact; la formation de fonctionnaires et de producteurs occupant une place de chef de file; l'échange de données d'expérience avec d'autres pays dans les domaines du commerce, du cadre institutionnel et des politiques; les échanges ministériels; la systématisation de données d'expériences et d'enseignements tirés de ces expériences; l'assistance technique pour la mise en œuvre de pratiques fructueuses, et l'accompagnement dans la formulation de politiques d'État pour le développement de l'agriculture et de la vie rurale.
- Renforcement des partenariats entre les acteurs publics et privés des provinces de Huaura et de Junín, axés sur la mise en marche de projets de développement local durable qui prennent en compte les cinq dimensions de l'approche territoriale.
- Renforcement des capacités des membres des réseaux de coopération locale de la province de Huaura et des habitants des districts de Sincos et de Jarpa (Junín) pour la définition d'objectifs et de stratégies d'intervention et pour le renforcement des activités de production et des services de développement rural fondé sur l'approche territoriale, dont ont bénéficié 850 habitants.
- Promotion de la conservation et de la diffusion du patrimoine culturel parmi les habitants des provinces de Huaura et de Junín.

- Constitution de la section péruvienne du Réseau andin de développement rural, dont le secrétariat technique est assuré par l'IICA.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Renforcement des capacités dans les domaines des ressources génétiques et de la biotechnologie à l'Institut national de recherche et de vulgarisation agricoles.
- Élaboration du Protocole de technologie pour la culture du cacao, à l'intention d'acteurs clés de la filière qui appliquent des méthodologies participatives de vulgarisation (écoles de campagne).

République dominicaine

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Réalisation d'études sur la contribution réelle du secteur agricole au PIB et sur la situation et les perspectives de l'agriculture et de la vie rurale dans le pays.
- Coordination et facilitation du processus de réforme et de modernisation du secteur agricole, en appui à la Commission directrice du processus et de concert avec les groupes de travail et les institutions qui participent au processus, et élaboration d'un cadre de politiques en faveur du secteur agricole, d'une proposition de réforme institutionnelle et de la version préliminaire du Plan de mesures à court et moyen termes.
- Réalisation de progrès dans la voie de l'élaboration de la proposition de loi-cadre pour les secteurs agricole et rural, préparation de proposition des lois de protection sanitaire des animaux et des végétaux ainsi que d'une proposition de modification de la loi sur les semences.
- Promotion de la loi de protection de l'obtenteur de variétés végétales et ratification de l'adhésion du pays à l'accord international en la matière (UPOV).

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Réalisation d'études sur différentes filières agroalimentaires, à savoir le riz, l'ail, l'oignon, le lait, la viande de porc et la viande de bœuf.
- Appui aux entrepreneurs ayant participé à la Première plateforme d'exportation de produits agricoles, dont les deux tiers continuent à exporter, et conclusion d'une étude sur l'offre de produits agricoles exportables du pays.
- Collaboration apportée à l'organisation des programmes de formation et d'assistance technique directe dispensées par le Réseau des clusters (grappes) promu par le Conseil national de la compétitivité et le Conseil des agroentreprises dominicaines (JAD).

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Appui au renforcement de la capacité institutionnelle à mettre en application les MSP et aide financière à la participation du pays aux réunions du Comité des MSP de l'OMC.
- Élaboration du Règlement sur l'enregistrement des établissements et des médicaments vétérinaires, approuvé par le décret n° 521-06.
- Mise au point du Projet de contrôle et l'élimination de la fièvre porcine classique, actuellement exécuté par la direction générale de l'Élevage (DIGEGA) et appui à la campagne de lutte contre cette maladie.
- Élaboration de la proposition de Plan de surveillance et d'intervention en cas de situation d'urgence causée par l'influenza aviaire hautement pathogène en République dominicaine, et, de concert avec la DIGEGA, réalisation d'un exercice de simulation de l'introduction de l'influenza aviaire dans le pays.
- Coopération apportée à la tenue de deux réunions techniques bilatérales Haïti-République dominicaine qui ont abordé différents aspects du Plan de surveillance et d'intervention en cas de situation d'urgence causée par l'influenza aviaire hautement pathogène.
- Réalisation de deux ateliers sur l'enregistrement des établissements et des médicaments vétérinaires et formation de 100 vétérinaires qui ont reçu du secrétariat d'État à l'Agriculture (SEA) l'accréditation de régisseur.
- Réalisation de quatre ateliers sur les plans régionaux d'intervention en cas d'urgence zoosanitaire, au cours desquels 120 techniciens et producteurs dirigeant les Groupements de défense sanitaire, ont reçu une formation.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Appui apporté au processus d'inclusion du pays sur la liste des « Pays tiers » de l'Union européenne.
- Appui au renforcement du Programme national d'agriculture biologique et du Conseil national de l'agriculture biologique au moyen d'actions de formation, d'assistance technique et de coopération horizontale et grâce aux progrès accomplis dans l'enregistrement des producteurs et des agences de certification.
- Avec le soutien de la GTZ et de l'UE, facilitation de deux audits préalables du Système de surveillance de l'agriculture biologique dont les recommandations ont entraîné la modification des décrets présidentiels sur lesquels repose le cadre juridique de l'agriculture biologique du pays.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Appui à la réalisation du séminaire international sur la parité hommes-femmes et le développement rural durable en Amérique latine et dans la Caraïbe et à l'élaboration de différents profils de projets.
- Dans le cadre du processus de réforme et de modernisation du secteur agricole, conception des « Consortiums de développement rural », instances mixtes

réunissant des organismes publics et privés, à caractère territorial, qui sont responsables de la mise en œuvre de ces processus.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Grâce à un financement du FONTAGRO, l'Institut dominicain de recherche agronomique et forestière (IDIAF) a exécuté 70% d'un projet portant sur des méthodes non destructives et des marqueurs moléculaires pour la détermination des dates de récolte approximatives de cinq variétés d'avocats.
- Appui à la réalisation d'un séminaire sur la vulgarisation agricole, la formation de formateurs et l'élaboration de matériels de formation.
- Appui à l'Institut d'innovation en biotechnologie et dans l'industrie (IIBI), à l'IDIAF et à d'autres institutions pour le renforcement de leurs capacités en biotechnologie et en pratiques de biosécurité.
- Élaboration d'une proposition visant à créer la Commission de biosécurité.

Saint-Kitts-et-Nevis

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Réalisation d'une vaste consultation auprès des parties prenantes et élaboration d'une stratégie de développement agricole et d'un plan de mise en œuvre pour le ministère de l'Agriculture.
- Soutien apporté à plusieurs initiatives dans le domaine de l'agrotourisme, notamment : accueil d'une séance de visualisation d'avenir pour des intervenants du village patrimonial Fothergills et réunions tenues avec des responsables d'organisations de producteurs et du secteur du tourisme.
- Mise en œuvre de diverses composantes et activités du projet OEA/IICA intitulé « Renforcement du secteur du tourisme grâce à l'établissement de liens avec le secteur agricole dans les Caraïbes ».

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Collaboration avec la République de Chine dans le domaine de la formation agroalimentaire et introduction d'un module sur l'innocuité des aliments et l'HACPP.
- Distribution d'information par le biais de programmes de radio et de télévision et de documents imprimés concernant la grippe aviaire et des astuces en matière d'innocuité des aliments.
- Renforcement des connaissances de diverses parties prenantes grâce à la tenue d'ateliers en collaboration avec la FAVA/CA sur la gestion des fourmis de feu.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Soutien apporté au travail du Comité national de la biodiversité et à l'élaboration du cadre national de biosécurité et fourniture d'une assistance dans la réalisation d'une étude de pré faisabilité de l'utilisation de l'agroénergie comme énergie renouvelable, entre autres solutions.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Habilitation de divers groupes, à la fois individuellement et collectivement, dont les membres du groupe des productrices agricoles de Fahie qui ont participé à plusieurs ateliers, à l'élaboration d'un projet et à une levée de fonds fructueuse.
- Collaboration avec le Département de la formation des jeunes dans la mise en œuvre du projet parrainé par l'UNESCO intitulé « Les jeunes en affaires ». Les participants ont eu droit à des activités de formation technique et commerciale axées sur le démarrage d'une entreprise.
- Lancement d'un projet de formation axée sur les compétences qui a permis à jeunes marginalisés du Projet Strong d'exécuter un contrat portant sur la production d'uniformes scolaires et de paniers-cadeaux.
- Soutien apporté au lancement de la *Nevis Growers' Cooperative Society Ltd.* Le lancement a servi de vitrine pour montrer les produits agricoles obtenus dans le cadre d'un projet d'irrigation goutte à goutte financé par l'Institut caribéen de l'alimentation et de la nutrition et l'IICA. Un jeune a reçu un prêt de 4 000 EC\$ pour améliorer son entreprise agricole.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Réalisation d'une évaluation diagnostique du ministère de l'Agriculture et élaboration d'un plan stratégique pour sa restructuration.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Les membres de la section de Saint-Vincent-et-les Grenadines de l'Association des agroentrepreneurs des Caraïbes (CABA) sont sur le point de profiter de la mise en œuvre du projet CABA/MIF.
- En collaboration avec le CARDI, l'IICA a réussi à encourager la participation de membres de l'association *CABA (SVG) Chapter Inc.* à la Première Convention caribéenne de l'agroalimentaire, sous le thème « Améliorer le commerce régional et les investissements dans le secteur agroalimentaire », et à la Sixième Semaine caribéenne de l'agriculture.

- Les apiculteurs ont été encouragés à reprendre leurs activités à la suite de leur participation à un atelier de formation sur la gestion intégrée des infestations parasitaires et des maladies.

Renforcement des collectivités rurales

- Le réseau des productrices rurales de Saint-Vincent-et-les Grenadines (SVGNRWP) a amélioré ses activités de planification et d'exécution à la suite de la tenue de réunions de ses directeurs et de ses membres.
- En participant à la réunion exécutive annuelle du Forum agricole des Caraïbes pour les jeunes (CAFY) et à la Sixième Semaine caribéenne de l'agriculture, on a pu apporter une contribution au Plan de travail annuel 2006 du Forum agricole de Saint-Vincent-et-les Grenadines pour les jeunes (SVGAFY).

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Dans l'esprit de la coopération interinstitutionnelle et du travail en réseau, et pour informer les principaux intervenants, l'IICA a offert une assistance dans l'organisation de plans de travail communs et participé aux réunions du Comité national de coordination pour la recherche et le développement agricoles (NCCARD).
- Le renforcement des capacités dans la production maraîchère de Rabacca et des zones environnantes est le résultat de la mise en service de deux serres et de la participation de plusieurs agroentrepreneurs, jeunes et femmes, à un atelier de formation de deux semaines dans le domaine de la technologie serricole. Le projet a été financé par des ressources obtenues dans le cadre de l'Accord IICA-CARDI.
- Des vulgarisateurs de première ligne du ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches et de l'Association des producteurs de bananes de Saint-Vincent ont renforcé leur capacité de relever les défis technologiques du secteur agricole.

Sainte-Lucie

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Renforcement de la compréhension des principales contraintes actives (*Key Binding Constraints*) mentionnées dans l'Initiative Jagdeo, ainsi que du Plan Agro 2002-2015, de la Stratégie agricole de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OEEO) et du Cadre stratégique du ministère de l'Agriculture, des forêts et des pêches (MADD) pour le repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale, dont la mise en œuvre s'est poursuivie.
- Poursuite du dialogue en vue de la mise en œuvre du nouveau cadre stratégique pour l'agriculture, lequel a été facilité par des consultations nationales parrainées par le MAFF, l'IICA et la Compagnie de développement et d'exportation de bananes des îles du Vent (WIBDECO).

- Poursuite du soutien apporté pour mettre en place des capacités en matière de savoir et pour faire avancer le programme d'action ministériel au sein du MAFF et du Secrétariat de l'OECO en facilitant leur participation au dialogue national, régional et continental.
- Poursuite des efforts en vue de déterminer la véritable contribution de l'agriculture au développement économique, avec la tenue d'un atelier de formation de formateurs.
- Examen de l'impact potentiel de la mise en œuvre du marché et de l'économie uniques des Caraïbes (CSME) sur le développement de l'agriculture et les organisations d'agriculteurs à Sainte-Lucie, dans le cadre de la série de séminaires parrainés par l'IICA et le MAFF et intitulés « L'agriculture de Sainte-Lucie face à l'avenir ».

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Renforcement de l'environnement propice à un accroissement du commerce des fruits et légumes locaux, l'accent étant mis sur le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et, en particulier, sur les liens avec le secteur du tourisme.
- Les efforts de l'IICA ont mené à une compréhension accrue, à un développement des capacités et à un renforcement des actions coopératives pour résoudre des problèmes financiers et commerciaux.
- L'IICA s'est employé à apporter des améliorations afin de favoriser les partenariats entre les institutions financières et les secteurs rural et agricole.
- Renforcement des capacités des entreprises dirigées par des femmes rurales et amélioration des capacités des coopératives de producteurs de porcs et d'abeilles en ce qui concerne le recensement des défis et des possibilités au sein de l'industrie et la planification en fonction de ces défis et possibilité.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Soutien au Comité national des normes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (AHFSSC) axé sur les stratégies afin d'améliorer et d'accroître la coopération entre les organismes du secteur public et entre les secteurs public et privé.
- Renforcement des capacités des services vétérinaires d'évaluer les services rendus et de formuler des recommandations qui leur permettront de tirer pleinement profit des nouvelles possibilités et de satisfaire aux obligations découlant de la mondialisation, grâce à la tenue d'un atelier organisé à l'intention des vétérinaires des secteurs public et privé.
- Préparation d'un document de stratégie sur l'innocuité des aliments, qui servira de base à une stratégie nationale d'innocuité des aliments. Préparation d'autres méthodes préliminaires relatives aux bonnes pratiques agricoles pour l'élevage de porcs et de petits ruminants, qui seront examinées avec les services vétérinaires.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Soutien apporté à l'élaboration de règlements pour le cadre national de biosécurité, lesquels ont été soumis aux chambres de l'Attorney General. Participation active à l'élaboration de la stratégie nationale sur la biodiversité et soutien apporté au Comité du plan d'action.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Poursuite de l'introduction de la notion élargie d'approche territoriale du développement rural, les actions étant axées sur le développement des personnes et les organisations sociales.
- Augmentation, de 9 à 55, du nombre des membres du Forum agricole de Sainte-Lucie pour les jeunes (SLAFY) et passage de la base de la section nationale du Réseau caribéen des productrices rurales (CANROP) d'une collectivité à cinq groupes.
- Renforcement de l'efficacité des groupes communautaires et de leurs mécanismes institutionnels pour définir les défis et trouver des solutions.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Renforcement des capacités du Mouvement de l'agriculture biologique d'Hewanorra (HOAM) en matière de savoir et réalisation de progrès par ce groupe vers la certification.
- Poursuite des efforts visant à attirer des jeunes vers le secteur, notamment avec le projet de serre visant à promouvoir l'utilisation de la technologie parmi les élèves des grades 4 à 6 de l'école primaire de Fond Assau.

Suriname

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- On a recensé les produits du secteur agricole du Suriname qui pourraient être exportés vers le marché de la CARICOM.
- L'IICA a travaillé avec le ministère de l'Agriculture pour préparer un programme de diversification à l'intention des petits producteurs de riz du district de Nickerie, et répertorié des activités productrices de revenus de remplacement.
- Le district de Nickerie a reçu des conseils sur la diversification, grâce aux partenariats établis avec d'autres institutions.

Renforcement du système de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- L'IICA a travaillé avec le ministère de l'Agriculture sur le suivi et la surveillance de la mouche de la carambole (*Bactrocera carambolae*).

- Le secteur agricole du Suriname a détecté un nouveau parasite exotique qui attaque les tomates, à savoir le foreur du fruit de la tomate (*Neoleucinodes sp.*). Notre soutien a été nécessaire pour préparer un plan en vue d'atténuer les effets de ce parasite.
- Un Plan d'urgence national pour la grippe aviaire a été préparé avec le ministère de l'Agriculture et d'autres partenaires.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- La possibilité pour le Suriname de prendre part à l'Initiative Amazonie a été évaluée lors de l'atelier intitulé « Utilisation appropriée des terres dans la région amazonienne et Initiative Amazonie », organisé de concert avec le Centre de recherche agricole du Suriname (CELOS).
- Les participants à la Vingtième Réunion du Réseau TROPIGEN sur les ressources phylogénétiques dans les régions tropicales de l'Amérique du Sud ont reçu des outils pour évaluer l'utilisation et la gestion de ces ressources. (IICA, CELOS, PROCITROPICOS).

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Un plan pour des activités productrices de revenus de remplacement dans les anciennes zones d'exploitation de mines de bauxite à Moengo, district de Marowijne, a été préparé avec des partenaires des secteurs public et privé.
- Deux études importantes ont été réalisées dans le cadre du projet d'agrotourisme afin de déterminer les liens potentiels entre l'agriculture et le tourisme.
- Un film vidéo a été préparé pour montrer le potentiel du Suriname dans les diverses composantes de l'agrotourisme telles que les spécialités culinaires et les composantes liées au bien-être, à la santé, à la culture, etc.
- La collectivité de POWAKKA a reçu une assistance technique pour améliorer sa production. Cette assistance portait sur la préparation du sol, le compostage, l'ensemencement et la gestion et l'organisation communautaires.
- Un protocole d'entente a été signé avec l'Organisation des États Américains (OEA) au Suriname et la Fondation panaméricaine de développement (PADF) afin d'apporter un secours à plusieurs collectivités de l'intérieur des terres touchées par des inondations.
- Un projet financé par WWF-Guyanes a été mis en œuvre dans la région de Brownsberg. Le projet portait sur des revenus de remplacement pour les mineurs d'or afin de réduire les impacts négatifs sur le parc naturel.
- La participation du Suriname à des réseaux régionaux tels que le CAFY et le CANROP a été renforcée.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Pour encourager les jeunes à se joindre au secteur agricole, deux jardins ont été établis en milieu scolaire avec le soutien financier du Club Lions de Para et l'aide de matériel interactif sur cédérom.

Trinité-et-Tobago

Contribution de l'IICA au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Des participants de la région ont été sensibilisés au projet visant à mettre en place un système d'information agricole pour le suivi et l'évaluation. Ce système sera utile pour regrouper et renforcer les processus d'information existants dans les pays des Caraïbes afin de satisfaire à la nécessité de suivre et d'évaluer les progrès dans la mise en œuvre du Plan Agro 2003-2015. (ONU/CEPALC, CRA, IICA)

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- L'IICA et l'Institut de recherche industrielle des Caraïbes (CARIRI) ont organisé et accueilli l'atelier régional intitulé « Optimisation des bénéfices de la recherche et du développement pour le renforcement des agroentreprises dans les Caraïbes », qui avait pour objet de faciliter la coordination de la recherche et du développement dans le secteur de l'agroentreprise.
- Dans le cadre de projets financés par l'Union européenne, l'IICA a apporté son soutien au Secrétariat de l'Association des négociants de bonnes herbes des Caraïbes (CHBA), tenus au Guyana et à Trinité-et-Tobago.
- L'IICA a présenté une série d'ateliers sur la gestion de projets au ministère de l'Agriculture, des Terres et des ressources marines, afin de former des responsables agricoles et des vulgarisateurs et responsables de la planification de la Division de la planification agricole.
- L'IICA a renforcé ses liens avec la Faculté des sciences et d'agronomie de l'Université des Antilles occidentales (UWI), en organisant des activités de formation et des stages dans le domaine de l'agroentreprise.
- L'IICA a travaillé de concert avec la CABA, le CARDI, la Société nationale de commercialisation et de développement agricoles (NAMDEVCO) et le Comité de développement de l'industrie des aliments et des boissons du ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI/FBIDC), à l'organisation de la Première Convention sur le commerce des produits agroalimentaires des Caraïbes (CAFTC).
- La NAMDEVCO a réalisé une étude pour déterminer la demande de fruits et de légumes dans les supermarchés.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Des activités de formation ont continué d'être organisées dans le cadre du Programme de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (PSAIA), sur des questions présentant un intérêt et une importance pour le renforcement de la PSAIA dans la région, telles que, entre autres, la grippe aviaire, les acariens d'importance économique et les bonnes pratiques agricoles (BPA).
- Le Guide de la santé du troupeau laitier a été terminé et distribué dans les écoles, parmi le personnel du ministère et parmi les fermiers.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- L'IICA a contribué au développement du secteur de l'agriculture biologique en préparant des plans pour l'établissement de trois fermes biologiques modèles dans des centres de démonstration du gouvernement.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- L'IICA a continué d'apporter son appui à des groupes de femmes dans les collectivités rurales, sous la forme d'un soutien technique et administratif apporté au réseau des productrices rurales pour la tenue des réunions ordinaires et de la réunion générale annuelle. Un soutien a également été offert pour la réorganisation de leur système de micro-crédit.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- En prenant pour guide la Stratégie en matière de biotechnologie et de biosécurité dans les Caraïbes, dont la rédaction est maintenant terminée, l'IICA a préparé des propositions de projets sur le renforcement des capacités et l'établissement d'institutions pour lancer la mise en œuvre de la stratégie.
- Afin de conserver l'élan dans ce domaine de la biotechnologie en rapide expansion dans la région des Caraïbes, l'IICA a dirigé l'organisation d'un atelier régional, tenu dans le cadre de la Sixième Semaine de l'agriculture des Caraïbes, et soutenu l'Université des Antilles occidentales en présentant un atelier sur la commercialisation de variétés d'anthurium améliorées par la biotechnologie pour revitaliser l'industrie des fleurs coupées dans les Caraïbes.
- La mise en œuvre de la première phase du projet de l'OEA a permis de promouvoir les liens entre l'agriculture et le tourisme et d'apporter un soutien administratif et logistique.
- L'IICA a réexaminé un projet de la Chambre d'assemblée de Tobago (THA) – pour lequel un financement a été approuvé en 2006 – et commencé à travailler sur une étude de faisabilité en vue de mettre en place une attraction agrotouristique à la ferme Hope à Tobago.

- Une étude sur l'utilisation des machines et de la technologie dans le secteur agricole de Trinité-et-Tobago a été préparée pour évaluer le degré de capitalisation et de transfert de technologie dans le secteur.

Uruguay

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Contributions au débat sur le secteur agricole, en organisant le Troisième cycle de conférences intitulé « Politiques publiques : l'agriculture dans les temps qui viennent », dans le cadre desquelles le ministre de l'Économie et des Finances, celui de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines et celui de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche ont fait des exposés autour du thème central « L'Uruguay productif ».
- Mise en œuvre du Système de gestion de la qualité du Bureau hors siège, qui a pour but d'assurer l'amélioration constante de ce Bureau. Ce Système a été certifié par l'Institut uruguayen des normes techniques (UNIT) et l'Association espagnole de normalisation et de certification (AENOR).
- Mise au point de la plateforme d'enseignement à distance, appelée « De l'Uruguay agricole au monde », établie grâce à un partenariat avec l'Institut national des viandes (INAC), l'Institut des enseignants 'Artigas' (IPA), le Secrétariat uruguayen à la laine (SUL), l'Université des entreprises (UDE) et les facultés d'Agronomie et de Médecine vétérinaire.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Par l'intermédiaire du service « L'Uruguay agroalimentaire en chiffres », disponible sur le site web du Bureau hors siège, systématisation des informations techniques sur les filières agroalimentaires et envoi de ces informations aux intervenants clés des secteurs rural et agroalimentaire.
- Renforcement des compétences techniques des jeunes et des femmes entrepreneurs du milieu rural afin de qu'ils puissent créer leurs propres sources de revenus et d'emploi.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Élaboration du Projet de renforcement de la participation du secteur privé au Système national de santé des animaux, avec la participation active des organisations professionnelles du monde agricole (ARU, CAF, FR, CNFR, FUCREA, ANPL et IPA).
- Appui à la direction générale des Services agricoles du ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et de la Pêche (MGAP) pour l'application de l'instrument PVS et la formulation d'un programme de formation.
- Organisation de journées de formation, destinées à des professionnels, à des producteurs et des travailleurs ruraux, sur l'importance d'une bonne gestion

sanitaire pour l'amélioration de la compétitivité productive et sur le rôle de l'unité de production agricole (l'exploitation) en tant que première barrière sanitaire.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Appui apporté au projet « Production responsable » du MGAP pour la mise en application d'un système d'indicateurs environnementaux qui permettent d'évaluer la durabilité écologique, environnementale, économique et sociale des établissements ruraux.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Appui apporté à la direction du Développement productif de l'intendance municipale de Canelones pour l'élaboration d'un plan stratégique de développement rural pour le Nord-Est de ce département. Ce plan a été élaboré dans une approche territoriale et avec une large participation des organisations de base.
- Renforcement des capacités des intendances départementales moyennant la création d'un Réseau des bureaux de développement (RODDE) des intendances, dont l'IICA assure le secrétariat technique.
- Consolidation du Réseau uruguayen de développement rural (ReDes), instance de référence en matière de développement rural, dans le cadre duquel s'est tenu le Deuxième concours d'expériences intitulé « Les protagonistes du développement rural en 2006 prennent la parole » autour du thème « Production rurale artisanale : Les défis à relever ».
- Appui aux producteurs d'aliments artisanaux qui ont été invités à la sixième édition de la Table créole, manifestation dans le cadre de laquelle ont été organisés des exposés sur le tourisme rural et les circuits ou routes agroalimentaires ainsi qu'un cours sur la gestion des réseaux et des technologies de l'information et de la communication.
- Contribution à la conceptualisation du rôle joué par l'éducation rurale dans les stratégies de développement local et, de concert avec les autorités nationales, organisation d'une rencontre nationale sur cette question, à laquelle ont participé une centaine de personnes.
- Formation à l'utilisation du Système d'informations obtenues par le recensement à l'intention des autorités éducatives et aux enseignants ruraux, par le biais d'activités réalisées en collaboration avec le département d'Éducation rurale et l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA).
- Réalisation, de concert avec la Commission nationale de développement rural (CNFR), du Cycle de rencontre des jeunes ruraux, dans trois localités différentes, où ont été abordées des questions liées à la production familiale.
- Publication du document « Consortium pour le développement de la Région Est : bilan préliminaire de deux années de gestion (2003-2004) », qui fait connaître une initiative d'association entre les municipalités pour le développement de cette région.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- Lancement du Groupe de travail sur la biotechnologie, formé de représentants des secteurs public et privé, et conjointement avec la Fondation Zonamerica et le PROCISUR, réalisation du Séminaire sur les politiques gouvernementales pour le développement de la biotechnologie : l'expérience du Chili, auquel ont participé deux experts de ce pays.
- Dans le cadre du Projet de validation d'un Système de transfert de technologie en faveur du secteur agricole grâce à l'utilisation des TIC, action de formation à l'enseignement à distance à l'intention de tuteurs de l'Institut Plan agricole.

Venezuela

Contribution au repositionnement de l'agriculture et de la vie rurale

- Appui au renforcement des institutions nationales, publiques et privées, chargées de promouvoir le développement agricole et rural, au moyen de partenariats stratégiques avec des entités nationales et internationales qui se sont avérés cruciaux.
- Approfondissement de l'analyse sociale et politique des filières agroalimentaires dans différents États et régions du pays.
- Renforcement des capacités techniques des institutions publiques en matière d'analyse des filières agroalimentaires, de planification stratégique, d'élaboration de cadres logiques et de conception et d'application de modèles économiques pour l'analyse des politiques agricoles.

Promotion du commerce et de la compétitivité des agroentreprises

- Collaboration avec le ministère du Pouvoir populaire pour l'agriculture et les terres (MAT) pour la réalisation de l'inventaire des politiques agroalimentaires ainsi que pour le renforcement des processus d'intégration et de planification dans une approche ciblée sur les filières agroalimentaires, activité dans laquelle des progrès ont été accomplis.
- Élaboration d'une proposition préliminaire de gestion socio-productive et de renforcement de la filière lait dans l'État de Portuguesa, en partenariat avec l'École de gestion sociale du ministère de la Planification et du Développement.
- En coordination avec la Fondation Polar, organisation du cours sur l'analyse économique des filières agroalimentaires de l'État de Portuguesa et lancement du processus de renforcement de la filière lait.
- Appui au programme de la filière café dans la municipalité Andrés Eloy Blanco, dans l'État de Lara.

Renforcement des systèmes de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments

- Continuation de l'appui apporté au renforcement des services de PSAIA, afin d'assurer la protection de la santé des personnes, consolider les débouchés des produits agricoles et respecter les engagements internationaux du pays.
- Mise en marche du Système national de traçabilité agricole et tenue de l'Atelier national d'élaboration des profils de projets du portefeuille de projets régionaux du Système de traçabilité des produits d'élevage.
- Appui apporté au Comité interorganisations sur les BPA pour l'élaboration des directives générales pour l'application des BPA, au moyen de services consultatifs, de remise d'information et de documentation et de formulation de recommandations visant à inclure dans ces directives des éléments concernant l'impact sur l'environnement.
- En collaboration avec l'APHIS et en appui à la Commission vénézuélienne de lutte contre la fièvre aphteuse, renforcement du Programme de lutte contre la fièvre aphteuse et du laboratoire de diagnostic spécialisé dans cette maladie.

Promotion de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement

- Élaboration d'un programme ciblé sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles pour le développement économique et social sur le territoire de Yacambú-Quíbor, dans le cadre du Projet de gestion intégrée des ressources en eau.
- Mise en route d'un processus d'analyse du Programme de conservation de l'environnement et de gestion durable des ressources naturelles sur le territoire de Gran Sabana, en partenariat avec le Programme Mayú/EDELCA.

Renforcement des collectivités rurales fondé sur l'approche territoriale

- Prestation d'une coopération technique directe pour la promotion et la conception du Projet de gestion intégrée des ressources en eau et de développement territorial de Yacambú-Quíbor, dans une approche territoriale et avec une coordination interthématique.
- En collaboration avec le ministère du Tourisme, les autorités de plusieurs États et diverses mairies, mise en marche d'un programme de promotion du tourisme rural, visant à créer des sources de revenus supplémentaires dans le milieu rural et à encourager la conservation de l'environnement.
- Réalisation de programmes d'encouragement du tourisme rural dans les États de Portuguesa et de Lara, et promotion de cette activité à la Foire du tourisme de Caracas.

Introduction de la technologie et de l'innovation pour la modernisation de l'agriculture et de la vie rurale

- De concert avec le PROCANDINO, renforcement du Réseau sur les arbres fruitiers et les produits maraîchers de la Région andine, notamment de son projet régional sur la goyave et la tomate d'arbre.
- De concert avec le Bureau hors siège de l'IICA en Colombie, organisation d'une mission de coopération horizontale entre la Corporation colombienne de recherche agronomique (CORPOICA) et l'Institut national de recherche agronomique (INIA) du Venezuela, en vue de créer l'Observatoire sur les filières agricoles et les centres d'excellence en innovation et de promouvoir l'étude de questions prioritaires, comme la biotechnologie et la biosécurité.
- Incorporation d'indicateurs sur l'agriculture et l'élevage dans les systèmes d'information INFOAGRO Yacambú-Quíbor et INFOAGRO Zulia et promotion de l'intégration des bibliothèques agricoles du Venezuela.
- Collaboration apportée à l'INIA pour la mise en oeuvre du Programme de technologie agricole et pour la formulation de projets de renforcement des capacités en biotechnologie et en biosécurité.

4. Relations avec les partenaires stratégiques

Conscient de l'ampleur des problèmes et des défis que doit relever le développement de l'agriculture et du milieu rural dans les Amériques et du fait que les possibilités qui surgissent dépassent les capacités d'une organisation isolée, l'IICA est resté fidèle à son principe de recherche de consensus, d'ententes autour de questions spécifiques et de coordination thématique et opérationnelle avec diverses organisations et institutions bilatérales et multilatérales dont les programmes de travail s'efforcent de répondre aux besoins de l'agriculture et du développement rural.

Eu égard à ce qui précède, l'Institut a signé et mis en œuvre différents mémorandums d'accord ainsi que des accords de coopération avec l'OEA, l'OPS, la FAO, l'OIE, la CEPALC et d'autres organisations, aussi bien publiques que privées, qui avec les diverses réunions de coordination réalisées avec ces organismes et institutions, constituent le cadre institutionnel et technique nécessaire à l'exécution d'initiatives conjointes à caractère interinstitutionnel.

Dans le cadre de ces accords et de ces mémorandums, l'IICA a mis au point, en collaboration avec l'OPS, la FAO, l'OEA, des institutions financières (la BM, la BID et la BCIE) et diverses instances officielles et organisations privées des États-Unis et du Canada, une réponse interinstitutionnelle efficace à la menace que représente l'influenza aviaire (IA) dans les Amériques, en fonction du champ d'action spécifique de chaque institution. Cette réponse conjointe va depuis la formulation et la mise en application d'une stratégie commune de communication sur le risque que constitue l'IA jusqu'au renforcement des capacités et à la préparation des institutions, des associations professionnelles et des entreprises en vue d'affronter une éventuelle apparition de cette maladie transfrontalière. Elle inclut même l'évaluation économique et sociale de son éventuel impact sur diverses régions et pays du Continent américain.

De concert avec l'OIE et la FAO, l'Institut a accompli des progrès en matière de coopération interorganisations visant à une réponse coordonnée aux efforts réalisés par les pays pour prévenir l'apparition et renforcer les mesures de lutte et d'éradication des ravageurs et autres maladies transfrontalières et zoonotiques dans les Amériques, comme la fièvre aphteuse, la peste porcine classique et la mouche des fruits. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'initiative conjointe connue sous le nom de Programme mondial de lutte contre les maladies animales transfrontalières (GF-TAD) à laquelle participent également d'autres organisations et institutions internationales, comme l'OIRSA et l'OPS et le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA).

Il convient de souligner la coopération de l'IICA et de l'OPS en vue de promouvoir l'utilisation de l'instrument PVS et d'étendre son champ d'application à plusieurs pays des Amériques et à différents secteurs de la protection sanitaire agricole et de l'innocuité des aliments afin d'évaluer les services nationaux de PSAIA et de formuler des propositions pour les améliorer.

En ce qui concerne l'analyse de la situation et des perspectives de l'agriculture et de la vie rurale, l'accord auquel sont parvenus la FAO, la CEPALC et l'IICA a été crucial pour la création d'une base d'information commune sur cette question, l'examen et l'évaluation des politiques en faveur de l'agriculture et la préparation d'un document conjoint qui étudie les tendances, les perspectives et les défis de l'agriculture et de la vie rurale. Il convient également de mentionner les progrès accomplis dans la définition d'une base conceptuelle et méthodologique commune de ce que les trois institutions entendent par « rural » « agroindustriel » et « agriculture étendue ».

En collaboration avec la BID, l'IICA a participé à l'élaboration de plusieurs projets ainsi qu'à leur mise en œuvre, notamment : a) le projet d'appui au Système centraméricain d'intégration (SICA) ; b) le projet de renforcement des mécanismes de communication et de coordination du CAS ; c) le projet de renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement agricole dans la Caraïbe ; d) le projet de promotion du label de dénomination d'origine du café en Amérique centrale par l'intermédiaire du PROMOCAFÉ ; et e) le projet de développement des ressources de la diversité biologique en Amazonie.

Grâce à un accord souscrit avec la BID, l'IICA a continué d'apporter un soutien au FONTAGRO pour le financement des recherches régionales. Cette initiative a porté aussi bien sur la création et le renforcement des capacités d'élaboration, d'exécution et d'évaluation des projets que sur l'évaluation conjointe des organismes d'exécution et de l'impact social, économique et écologique de projets spécifiques.

Un autre domaine d'action conjointe a été la coordination interorganisations des initiatives ayant pour but la récupération de l'économie et de l'institutionnalité en Haïti, et notamment l'évaluation de la situation du pays et l'élaboration de propositions par un groupe de travail, coordonné par le Secrétariat général de l'OEA, dont étaient membres l'IICA, la CEPALC, l'OPS, la BID et d'autres organismes internationaux et continentaux.

Non moins importante s'est avérée l'activité conjointe mise en œuvre pour renforcer les capacités continentales dans le domaine de la biotechnologie et de la biosécurité et pour promouvoir l'application du Protocole de Cartagena sur la biosécurité. Cet effort a été possible grâce au financement de l'USDA et du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada.

Enfin, en appui aux actions de formation des ressources humaines dont a besoin la nouvelle agriculture, l'Institut a négocié avec la FAO l'acquisition de cours, en anglais, sur l'IA qu'il a prévu d'utiliser comme matériel pédagogique dans des activités réalisées avec cette Organisation, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'OIE et d'autres institutions. Il s'est chargé de leur adaptation en espagnol afin de faciliter leur utilisation dans la plupart de ses États membres.

L'IICA a également procédé à la révision, à l'adaptation et à l'application du module d'auto-apprentissage d'IMARK de la FAO, intitulé « Investir dans l'information pour le

développement», qui permet l'acquisition des savoir-faire et des connaissances nécessaires à l'amélioration de la gestion de l'information dans les organisations agricoles.

L'Institut a également conclu avec la Banque mondiale, et plus particulièrement avec la BID, des accords de coopération qui prévoient sa participation à différents projets financés principalement avec des fonds non remboursables, où l'IICA fait fonction de facilitateur et d'accompagnateur des gouvernements ou des instances régionales bénéficiaire de cette coopération, ce qui donne confiance et tranquillité aux banques de développement.

Travaux conjoints de l'IICA et du CATIE

Pendant l'année 2006, ces deux institutions ont concentré leurs initiatives communes dans les domaines du renforcement des capacités, de l'innovation technologique dans la culture du café, de la promotion d'une exploitation raisonnable des ressources naturelles, et d'une plus grande efficacité des services d'information agricole en Amérique centrale, dans la Caraïbe et dans plusieurs pays de la Région andine.

En matière de renforcement des capacités, l'IICA et le CATIE ont mis au point et cofinancé un cours multimédia de formation en agrosylviculture et ils ont convenu d'un plan de travail qui vise à créer un programme accrédité qui proposera une formation universitaire diplômante en foresterie. Ces deux organisations se sont associées au Consortium américain d'éducation à distance (ADEC) afin de renforcer les activités mises en œuvre dans le domaine de l'éducation à distance.

Dans ce même but, dans le cadre du Programme interaméricain en biotechnologie et en biosécurité, ces deux organisations ont mis en œuvre des initiatives de renforcement institutionnel, dans les Régions andine et centrale, en matière d'identification, d'analyse, de gestion et de vulgarisation des risques associés à la biosécurité. En outre, l'IICA a encouragé, en coordination avec le CATIE, l'OIRSA et le SICTA, l'exécution de la stratégie régionale dans ce domaine en Amérique centrale.

Dans le cadre du PROMECAFE, le CATIE, l'IICA et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ont appuyé le réseau régional de mise à l'essai de 19 nouvelles variétés hybrides F1 de caféiers d'excellente qualité, qu'ils ont développées en commun. Un moment phare du processus a été la tenue de deux ateliers de travail auxquels ont participé le CIRAD, le CATIE, l'IICA, le PROMECAFE et l'Institut du café (ICAFE) du Costa Rica qui ont permis d'avancer vers l'étape finale de préparation du projet de Renforcement du secteur caféier centraméricain par le biais de la reconnaissance des indications géographiques et des dénominations d'origine, projet qui bénéficie de l'appui financier de l'AECI et de la BID.

Après plusieurs démarches institutionnelles auprès du Centre d'information sur les réseaux agricoles (AGNIC), celui-ci a fait don de 7.000 dollars pour la numérisation de la revue *Turrialba* (1950-1995). Les deux organisations ont également élaboré le projet de

Préservation de la collection spécialisée IICA-CATIE pour la recherche en agriculture tropicale en Amérique latine qui se trouve à la Bibliothèque commémorative Orton, à la suite de quoi l'Université de Harvard a fait don à cette Bibliothèque, par l'intermédiaire de son Programme en faveur des bibliothèques et des archives latino-américaines, de 20.000 dollars pour la réalisation des améliorations technologiques nécessaires à la conservation de cette collection.

Par ailleurs, l'IICA et le CATIE ont formulé une proposition concernant les contributions de la Bibliothèque commémorative Orton au développement agricole du Continent américain, qui a été soumise à la considération de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Le Centre d'information IICA-CATIE a été inauguré à l'Université du Belize et les deux organisations ont élaboré un plan de travail conjoint avec ce pays. Elles ont mené à bon terme l'exécution du Programme environnemental d'El Salvador (PAES), mis en œuvre dans la région du Trifinio par le *Catholic Relief Service* (CRS), l'IICA, le CATIE et l'Université centraméricaine 'José Simeón Cañas' (UCA). Ce projet a permis de protéger 2.500 ha et d'en diversifier la production, grâce au changement de comportement de plus de 2.000 agriculteurs et de leurs familles en matière de gestion des ressources naturelles.

Au Nicaragua, les deux organisations ont réalisé des activités de formation et, en Haïti, elles ont organisé sur les « bois caraïbes » (*Sabinea carinalis*) qui devrait déboucher sur une publication. Enfin, au Mexique, le consortium IICA-CATIE-CIRAD a gagné l'appel d'offres international pour l'exécution d'un Projet de développement social intégré et durable dans la Forêt lacandone (PRODESIS).

Le CATIE a également collaboré avec le réseau REMERFI (Réseau méso-américain des ressources génétiques). Le financement de ce réseau est fondé sur un projet du FME, mis en œuvre sous la direction de l'IICA et du CIAT, qui en est à sa deuxième étape (PDF-B). Le Secrétariat du REMERFI est assuré par un scientifique du CATIE et la planification des travaux a bénéficié de l'appui permanent du Groupe des ressources génétiques de ce Centre.

5. Informations financières

En 2006, les résultats financiers de l'IICA ont été positifs, ce qui lui a permis de mettre en œuvre avec efficacité ses programmes de coopération technique, en réponse aux demandes émanées de ses États membres. Grâce aux activités entreprises en vue de promouvoir une culture institutionnelle de rentabilité, de prudence financière et d'obligation de rendre des comptes, l'exécution des dépenses financées par les ressources provenant des quotes-parts a été maintenue à un niveau conservateur.

Les actions mises en œuvre, avec l'appui des organes de direction de l'Institut, pour recouvrer les arriérés de quotes-parts ont abouti, pour la troisième année consécutive, au paiement d'une partie de ces arriérés, ce qui a contribué à conforter la situation financière de l'IICA et lui a permis de continuer à faire avancer les plans et les programmes de travail arrêtés avec ses États membres.

Les activités de l'Institut sont financées par les types de ressources ci-après : a) les ressources provenant des quotes-parts et les recettes diverses, qui servent à financer les frais de fonctionnement et les activités de l'Institut et, en priorité, les dépenses associées aux services directs de coopération technique ; b) les ressources extérieures, qui financent des activités et des projets spécifiques, conformément aux objectifs fixés avec les contreparties, et c) la Taxe institutionnelle nette (TIN), qui sert à couvrir les dépenses découlant de la gestion des ressources extérieures et à renforcer la capacité institutionnelle. En 2006, l'exécution des ressources extérieures a continué d'augmenter et a représenté un élément important du financement des activités de l'Institut. D'autre part, l'IICA a continué à accorder une attention prioritaire à l'établissement d'un portefeuille de projets axés entièrement sur la coopération technique.

Les tableaux ci-dessous contiennent des informations pertinentes sur les ressources financières exécutées par l'IICA en 2006.

Tableau n° 1. Exécution des fonds provenant des quotes-parts et des ressources extérieures en 2004, 2005 et 2006 (en millions d'ÉUS)

Ressources	Année d'exécution		
	2004	2005	2006*
Quotes-parts	26,5	26,1	26,5
Extérieures	100,8	125,4	134,1

* Estimations

**Tableau n°2. Exécution des ressources provenant des quotes-parts,
par chapitre, en 2006 (en millions d'ÉUS)***

Chapitres	Montant inscrit au budget	Exécution	
		Montant	%
Chap. 1 : Services directs de coopération technique	24,5	24,1	91
Chap. 2 : Dépenses d'administration	1,6	1,6	6
Chap. 3 : Frais généraux et provisions	1,0	0,8	3
Total	27,1	26,5	100

* Estimations

**Tableau n° 3. Exécution du budget par type de ressources
en 2006 (en millions d'ÉUS)***

Type de ressources	Exécution	
	Montant	%
Extérieures	134,1	79
Quotes-parts	26,5	15
TIN	6,7	4
Recettes diverses	2,8	2
Total	170,1	100

* Estimations

**Tableau n° 4. Sources des fonds extérieurs
en 2006 (en millions d'ÉUS)***

Sources	Montant
Institutions gouvernementales des États membres	120,4
Institutions financières internationales, autres organismes et gouvernements	13,7
Total	134,1

* Estimations

6. Ressources humaines

L'évolution des ressources humaines de l'Institut au cours des six dernières années et la situation actuelle dans ce domaine sont présentées ci-après :

Tableau n° 1 : Répartition des ressources humaines par catégorie pendant la période 2001-2006.

Classement	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Professionnels internationaux (PPI)	109	100	97	91	95	95
Professionnels locaux (PPL)	183	237	217	198	219	225
Services généraux (PSG)	524	501	385	366	379	383
Total	816	838	699	655	693	703

Source : Direction des ressources humaines.

Tableau n° 2 : Répartition des ressources humaines par catégorie et source de financement en 2006.

Catégorie	Source de financement				Total	Pourcentage
	Fonds ordinaires		Fonds extérieurs			
	Nombre	%	Nombre	%		
PPI	89	12,66	6	0,85	95	13,51
PPL	176	25,04	49	6,97	225	32,01
PSG	346	49,22	37	5,26	383	54,48
Total	611	86,91	92	13,09	703	100,0

Source : Direction des Ressources humaines.

Tableau n° 3 : Répartition des ressources humaines par lieu de travail et source de financement en 2006.

Lieu de travail	PPI		PPL		PSG		Totaux	
	Fonds ordinaire	Fonds extérieurs						
Siège	29	1	78	2	115	1	222	4
Région andine	12	1	19	2	53	3	84	6
Région des Caraïbes	14	1	20	0	53	1	87	2
Région centrale	13	2	22	29	52	14	87	45
Région Nord	10	0	5	0	20	0	35	0
Région Sud	11	1	32	16	53	18	96	35
Totaux	89	6	176	49	346	37	611	92

Source : Direction des ressources humaines.

7. Principales réunions

Réunions officielles

Nom officiel	Date	Lieu de la rencontre	Lieu et date de la publication du rapport ou du compte rendu de la réunion
Réunion ordinaire 2006 de la Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (CCSQG)	26 juillet	Siège de l'IICA Coronado, Costa Rica	Document IICA/CE /Doc.477(06) San José, Costa Rica
Vingt-sixième réunion ordinaire du Comité exécutif	27 et 28 septembre	Siège de l'IICA Coronado, Costa Rica	Document officiel n° 78 San José, Costa Rica

Autres réunions

Nom officiel	Date	Lieu de la rencontre	Lieu et date de la publication du rapport ou du compte rendu de la réunion
1 ^{re} Réunion internationale d'acteurs sous-globaux pour le Projet d'évaluation internationale du rôle de la science et de la technologie dans le développement en ALC	9-13 janvier	Siège de l'IICA Coronado, Costa Rica	Costa Rica, juin, disponible à : http://www.agassessment.org/docs/Scenariostimeline.pdf
Remise du Rapport final sur la restructuration de l'Institut des sciences et de la technologie agricoles, au sein du Système de recherche agricole	18 janvier	Salle CONADEA du MAGA, Guatemala	Guatemala, 18 janvier
Lancement du projet de renforcement du secteur du tourisme au moyen du renforcement des liens avec l'agriculture	7 février	Centre UWI, salle de réunions, Saint-Kitts	Bureau de l'IICA, Saint-Kitts, février
Atelier international sur les défis du Projet GIRH-Yacambú-Quíbor	15 février - 19 juillet	Barquisimeto, État de Lara, Venezuela	Caracas, 30 juillet
Séminaire sur l'amélioration de l'industrie de la viande	21 février	Hôtel Tower, Georgetown, Guyana	Bureau de l'IICA, Guyana, février
Présentation de l'analyse de la filière de valeur du sucre	27 février	Salon de conférences de l'industrie du sucre, Belize	Belize, mars, Rapport d'activités 08
Séminaire sur l'utilisation durable des sols dans la région et Initiative Amazonie (IICA-Centre de recherche agricole du Suriname)	7 mars	Centre CELOS Suriname	Sao Paulo, Brésil, avril
Séminaire international : « Développement rural et secteur agroalimentaire : stratégies pour les années à venir »	23-25 mars	San Juan del Río, État de Querétaro, Mexique	D.F., Mexico, octobre
Mission technique de producteurs agricoles péruviens au Chili	27-30 mars	Santiago, Chili	Lima, Pérou, juin
Réunion ordinaire du Conseil permanent de l'OEA : compte rendu aux ambassadeurs sur la grippe aviaire et les préoccupations au sujet de la pandémie	31 mars	OEA, Washington, D.C.	Washington D.C., mars
Surveillance et préparation en matière de maladies animales : concentration sur la grippe aviaire dans les Caraïbes	3-7 avril	Hôtel Ambassador, Port of Spain, Trinité	Port of Spain, avril, disponible à : www.iica.int/trinidadandtobago/seminars.htm
Consultation régionale en vue de mettre	4-5 avril	Hôtel Cascadia, Port of	Bureau de l'IICA à Trinité-et-

en place le Système d'information pour le suivi et l'évaluation		Spain, Trinité	Tobago, juin
Atelier sur les bonnes pratiques agricoles	7 avril	Grand View Inn, St. George's, Grenade	Bureau de l'IICA à la Grenade, mai
Inauguration du Centre de documentation IICA-UB-CATIE	20 avril	Université du Belize, Campus "Central Farm"	Belize, avril, Rapport d'activités n° 21
Formation de formateurs pour le développement entrepreneurial et techniques de modélisation d'entreprises	24-28 avril	Centre culturel polyvalent, St. John's, Antigua	Bureau de l'IICA à Antigua, avril
Réunion du Groupe inter-organismes pour le développement rural	28 avril	Panama	Document intitulé « Panorama de la coopération internationale pour le développement rural au Panama », Panama, juin
Atelier régional sur l'optimisation des bénéfices de la recherche et du développement pour la promotion des agroentreprises dans la région	2-3 mai	Le Grand Courland, Tobago	Port of Spain, Trinité-et-Tobago, juillet
Atelier FORAGRO-IICA sur le renforcement des innovations institutionnelles au moyen de la coopération entre régions	3-4 mai	Siège de l'IICA Coronado, Costa Rica	Costa Rica, juillet, disponible à : www.infoagro.net
Séminaire ibéro-américain sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la perspective de la ville	3-5 mai	Bogota, Colombie	Bogota, mai
Séminaire en vue de l'élaboration participative du Plan d'action du SENA 2006-2009	12 mai	Auditorium de la Chambre paraguayenne des exportations et des oléagineux (CAPECO), Paraguay	Asunción, 31 mai
Établissement de partenariats pour lancer la production biologique au Nicaragua	18 mai	Managua, Nicaragua	Managua, 23 mai
Étude de gestion de systèmes de certification de la production biologique en République dominicaine	21-28 mai	République dominicaine	République dominicaine, septembre
Exposition sur la vie rurale en El Salvador à travers l'art	24 mai - 13 août	Musée national d'anthropologie, El Salvador	San Salvador, El Salvador, 24 mai
Atelier de planification stratégique 2006-2010 pour la Faculté d'agronomie de l'Université nationale d'Asunción	28 mai - 3 juin	Faculté d'agronomie de l'Université nationale d'Asunción, Paraguay	Asunción, Paraguay, 24 juin
Séminaire-atelier : « Traité international sur les ressources phylogénétiques liées à l'agriculture et à l'alimentation »	29-30 mai	Hôtel Radisson, Guatemala	Guatemala, 30 mai
Atelier sur l'utilisation de l'instrument Performance, Vision et Stratégie pour renforcer le système d'innocuité des aliments du pays	29 mai - 2 juin	Quito, Équateur	Quito, juin
Mission technique de producteurs agricoles péruviens au Brésil	11-16 juin	Paraná y São Paulo, Brésil	Lima, juin
Conférence sur la situation de la grippe aviaire et les conséquences pour l'Amérique latine	13 juin	Hôtel Montana, Port-au-Prince	Bureau de l'IICA, Haïti, juin
Symposium sur l'innocuité des aliments	14 juin	École de Combermer, Nevis	Bureau de l'IICA, Saint-Kitts, juin
Réunion annuelle du Réseau des productrices rurales des Caraïbes (CANROP) et atelier sur le savoir institutionnel	19-23 juin	Institut de développement de l'entreprise privée, Georgetown, Guyana	Bureau de l'IICA au Guyana, juin
II ^e Réunion internationale d'acteurs sous-	19-23 juin	Lima, Pérou	San José, Costa Rica, juin et

globaux pour le projet « Évaluation internationale du rôle de la science et de la technologie dans le développement en ALC »			septembre, disponible à : http://www.agassessment.org/index.cfm
Formation pour entreprendre la mesure de la contribution réelle de l'agriculture au développement économique de Sainte-Lucie	28-30 juin	Institut du commerce et de la technologie, Sainte-Lucie	Bureau de l'IICA, Sainte-Lucie, juillet
Séminaire sur les politiques d'État relatives au développement de la biotechnologie : l'expérience chilienne	30 juin	Édifice MERCOSUR, Montevideo	Bureau de l'IICA en Uruguay, 3 juillet, disponible à : http://www.iica.org.uy/
Présentation de l'ouvrage intitulé « Les petits producteurs dans la République argentine. Importance dans la production agricole et l'emploi, selon le Recensement national agricole 2002 »	6 juillet	Palais San Martín, ministère des Affaires étrangères, Buenos Aires, Argentine	Bureau de l'IICA en Argentine, 6 juillet, disponible à : http://www.iica.org.ar
Lancement de la Stratégie de développement des 4 Santos	12 juillet	Cinco Pinos, Chinandega, Nicaragua	Managua, Nicaragua, 21 juillet
Séminaire sur l'élaboration de stratégies de lutte biologique pour la gestion intégrée d'infestations parasitaires des arbres fruitiers (pommier)	11-12 juillet	Salle de conférences de l'INTA, Buenos Aires	Bureau de l'IICA en Argentine, juillet, disponible à : http://www.iica.org.ar
Conférence sur la gestion intégrée du scolyte du café en Haïti	14 juillet	Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire, Port-au-Prince	Bureau de l'IICA, Haïti, juillet
Forum trinational sur le développement rural fondé sur l'approche territoriale	20 juillet	San Marcos de Ocotepeque, Honduras	Santa Rosa de Copán, Honduras, août
3 ^e cycle de conférences sur les politiques d'État : le secteur agricole et agroalimentaire dans les années à venir	4 août, 1 ^{er} septembre, 6 octobre	Édifice MERCOSUR, Montevideo	Bureau de l'IICA en Uruguay, août, septembre et octobre, disponible à : http://www.iica.org.uy/
Atelier sur les systèmes de gestion de la qualité : outils pour renforcer les services de protection sanitaire agricole du Panama	9-10 août	Panama	Panama, octobre
Séminaire-atelier sur les systèmes de traçabilité des produits agricoles (Projet régional andin sur la traçabilité des produits agricoles. IICA et SENASAG)	14-16 août	Bureau de l'IICA en Bolivie, La Paz	La Paz, septembre
Atelier : « L'avenir de l'enseignement agricole au Suriname »	22 août	Université du Suriname Anton de Kom, Suriname	(En préparation)
Présentation du Rapport final sur l'évaluation de la performance du Projet de protection des forêts de la province de Petén (PROBOPETEN)	25 août	Bureau de l'IICA, Guatemala	Guatemala, 8 septembre
Consultation sur les politiques nationales de développement agricole pour le bien-être commun de la Dominique 2006-2015	31 août	Centre de formation du service publique de Bay Front, Roseau, Dominique	Bay Front, Dominique, Bureau de l'IICA, novembre
Symposium sur l'analyse des résidus de médicaments vétérinaires dans les viandes	Septembre	Campinas, São Paulo, Brésil	Campinas, Sao Paulo, Brésil, septembre
Forum de diagnostic agroindustriel	5 septembre	Quito, Équateur	Quito, Équateur, septembre
Atelier : « Promouvoir les assurances agricoles » (MDRAyMA, CIOEC, FINRURAL et IICA)	6 septembre	Bureau de l'IICA, La Paz, Bolivie	La Paz, septembre
Atelier sur les méthodologies participatives de transfert de technologie et leur contribution à la filière du cacao	13-15 septembre	Bucaramanga, Colombie	Bogota, 15 septembre

dans la région andine			
Élaboration du diagnostic des filières de l'œuf et de la viande de poulet (accord FEDAVICAC)	19-20 septembre	San Pedro Sula, Honduras	San Pedro Sula, novembre
Journée de l'IICA à l'Organisation des États Américains	20 septembre	OEA, Washington, D.C.	Washington D.C., septembre
Atelier international sur la formulation de projets concernant la mise en œuvre de systèmes de traçabilité pour la viande bovine, les produits lactés, les fruits et les cultures maraîchères	27-29 septembre	Quito, Équateur	Quito, septembre
Cours international de gestion stratégique du développement régional et local (IICA/MI/CEPAL)	Octobre	Brasilia, Brésil	Brasilia, décembre
Atelier sur la diffusion de politiques d'information agricole dans les moyens de communication de masse	2-3 octobre	Hôtel Radisson, Nassau, Bahamas	Nassau, décembre
Projet « Réseau de villages » : série de dialogues régionaux sur l'agroindustrie rurale et les territoires. 1 ^{re} vidéoconférence : connaissance du marché comme fondement de la planification	6 octobre	Lima et Huancayo, Pérou	Lima, octobre
Assemblée d'intervenants en vue de constituer le Groupe de gestion territoriale dans le territoire de référence	10 octobre	Belén Gualcho, Ocotepeque, Honduras	Santa Rosa de Copán, Honduras, octobre
Forum sur les cultures de remplacement pour la production de biocarburants (SAGPyA/INTA/SECyT/IICA)	10-11 octobre	Salle de conférences de l'INTA, Buenos Aires	Bureau de l'IICA en Argentine, octobre, disponible à : http://www.iica.org.ar
Séminaire international sur la parité hommes-femmes et le développement rural durable en Amérique latine et dans les Caraïbes	12-13 octobre	Hôtel Jaragua, Santo Domingo, République dominicaine	Santo Domingo, octobre
Cours-atelier sur la gestion intégrée de bibliothèques numériques spécialisées en agriculture	16-20 octobre	Maracay, État d'Aragua, Venezuela	Caracas, Venezuela, 6 novembre
3 ^e Forum national de sciences agricoles	23-24 octobre	Babahoyo, Équateur	Quito, Équateur, octobre
Simulation de situation d'urgence en cas d'apparition de la grippe aviaire hautement pathogène	23-26 octobre	ISA, Santiago, Chili	Santiago, octobre
7 ^e réunion du Forum régional andin pour le dialogue et l'intégration de l'enseignement agricole et rural (FRADIEAR)	1-4 novembre	Bogota, Colombie	Bogota, 4 novembre, publié sur cédérom (<i>version imprimée en préparation</i>)
Dialogue sous-régional sur l'agriculture et la vie rurale	7-8 novembre	Bay Gardens Inn, Sainte-Lucie	Bureau de l'IICA à Sainte-Lucie, novembre
2 ^e Forum-atelier sur l'enseignement et la ruralité dans le processus de développement du Venezuela	16-18 novembre	Mérida, Venezuela	Caracas, Venezuela, 27 novembre
Rencontre internationale : « Rôle des centres éducatifs dans la stratégie de développement local »	17 novembre	Centre Agustín Ferreiro (Canelones), Uruguay	Bureau de l'IICA en Uruguay, novembre, disponible à : http://www.iica.org.uy/
Atelier sur le recensement des besoins de la Région andine en matière de biotechnologie et de biosécurité	23-24 novembre	Puembo, Équateur	Puembo, novembre

Sigles et acronymes

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
AACC	Association des agronomes-conseils du Canada
AAW	American AgriWomen (Etats-Unis)
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACEAS	Association centraméricaine de l'enseignement agricole supérieur
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
AECI	Agence espagnole pour la coopération internationale
AFC Centrale	Agriculture familiale paysanne (Chili)
AIT	Institut asiatique de technologie
ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALC	Amérique latine et Caraïbes
ALCUEFOOD	From European Fork to Latin American Farm
ALÉ	Accord de libre-échange
AMSP	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (OMC)
ANPL	Association nationale des producteurs de lait (Uruguay)
APAARI	Association des institutions de recherche agricole de la région Asie-Pacifique
APHIS	Service d'inspection d'hygiène vétérinaire et de protection des cultures (USDA)
ARU	Association rurale de l'Uruguay
AVIG	Appui aux victimes des inondations dans les zones rurales de Gonaïves (Haïti)
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BID	Banque interaméricaine de développement
BIO	Organisation de l'industrie biotechnologique
BM	Banque mondiale
BPA	Bonnes pratiques agricoles
BPF	Bonnes pratiques de fabrication
BRAMCO	Brésil, Mexique, Colombie
CABA	Association des agroentrepreneurs des Caraïbes
CAC	Conseil agricole centraméricain
CACHE	Conseil caribéen de l'enseignement supérieur en agriculture
CAF	Corporation Andine de Promotion
CAFTA	Accord de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis d'Amérique
CAFY	Forum agricole des Caraïbes pour les jeunes
CAN	Communauté andine
CANROP	Réseau des productrices rurales des Caraïbes
CAPECO	Chambre paraguayenne des exportateurs de céréales et d'oléagineux
CARDI	Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CARIRI	Institut de recherche industrielle des Caraïbes
CAS	Conseil agricole du Sud
CATIE	Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement
CCSQG	Commission consultative spéciale sur les questions de gestion (IICA)
CE	Comité exécutif (IICA)
CELOS	Centre de recherche agricole du Suriname
CENTA	Centre national de technologie agricole et forestière (El Salvador)
CEPALC	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CFC	Fonds commun de produits
CFNI	Institut caribéen de l'alimentation et de la nutrition
CHBA	Association des négociants de bonnes herbes des Caraïbes
CIOEC	Coordination de l'intégration des organisations économiques paysannes de la Bolivie
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (France)

CNRWP	Réseau caribéen des productrices rurales
COMLECHE	Commission du lait (Guatemala)
CONADEA	Conseil national du développement agricole (Guatemala)
CNFR	Commission nationale de développement rural (Uruguay)
ConGES	Consortio Di Tutela Del Prodotto Guisto Etico e Solidale
COSAVE	Comité de protection phytosanitaire de la région Sud
COSUDE	Agence suisse pour le développement international
CRA	Contribution réelle de l'agriculture
CROSQ	Organisation régionale des normes et de la qualité
CRS	Catholic Relief Services (El Salvador)
CRCRVV	Comité de révision de la vérification (IICA)
CSME	Marché et économie uniques des Caraïbes
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
DIGEGA	Direction générale de l'élevage (République dominicaine)
DVE	Rendement, vision, évaluation
EDELCA	Société d'électricité du Caroní (Venezuela)
ENESA	Entité étatique d'assurance agricole
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAO-RLC	Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes
FAUSAC	Faculté d'agronomie de l'Université de San Carlos (Guatemala)
FEDAVICAC	Fédération des aviculteurs de l'Amérique centrale et des Caraïbes
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FINRURAL	Association d'institutions financières pour le développement rural (Bolivie)
FIU	Université internationale de la Floride
FODEPAL	Projet régional de coopération technique pour la formation en économie et en politiques agraires et de développement rural en Amérique latine
FOMMUR	Fonds de microfinancement pour les femmes rurales (Colombie)
FONTAGRO	Fonds régional pour la technologie agricole
FORAGRO	Forum régional de recherche agricole et de développement technologique
FR	Fédération rurale (Uruguay)
FUCREA	Fédération uruguayenne de groupes CREA
GFAR	Forum mondial de recherche agricole
GINA	Groupe informel de négociation agricole
GRENROP	Réseau des productrices rurales
GRIC	Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
HACPP	Analyse des risques et points critiques de contrôle
IA	Grippe aviaire
IAASTD	Évaluation internationale de la science et de la technologie agricoles pour le développement
IAI	Institut interaméricain de recherche sur les changements climatiques à l'échelle du globe
IDIAF	Institut dominicain de recherche agronomique et forestière
IDIAP	Institut de recherche agricole du Panama
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
ILRI	Institut international de recherche dans le domaine de l'élevage
IMA	Institut de commercialisation des produits agricoles (Panama)
IMARK	Investir dans l'information pour le développement
INCA RURAL	Institut national de développement des capacités du secteur rural (Mexique)
INDERT	Institut national de développement rural et de la terre (Paraguay)
INFOAGRO	Système d'information agricole (Costa Rica, Venezuela)
INFOCAS	Réseau régional de communicateurs du CAS
INFOTEC	Système d'information scientifique et technologique
INIA	Institut national de recherches agricoles (Venezuela), Institut national de recherche agricole (Uruguay)

INTA	Institut national de technologie agricole (Argentine, Nicaragua)
INTAL	Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes
IPA	Institut du plan agricole (Uruguay)
JIA	Conseil interaméricain de l'agriculture
MADR	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Colombie)
MAFF	Ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches (Sainte-Lucie)
MAFLG	Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Administration locale (Bahamas)
MAG	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Costa Rica, Équateur, El Salvador, Paraguay)
MAGA	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (Guatemala)
MAGFOR	Ministère de l'Agriculture et des Forêts (Nicaragua)
MAG FRUTALES	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage-Programme national de la production fruitière d'El Salvador
MAPA	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (Brésil), Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation (Espagne)
MAR	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Barbade)
MAT	Ministère de l'Agriculture et des Terres (Venezuela)
MDRAYMA	Ministère du Développement rural et de l'Environnement (Bolivie)
MERCOSUR	Marché commun du Sud
MGAP	Ministère de l'Élevage, de l'Agriculture et des Pêches (Uruguay)
MIDA	Ministère du Développement agricole (Panama)
MIF	Fonds multilatéral d'investissement
MINAG	Ministère de l'Agriculture (Pérou)
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture (Chili)
MIPRO	Ministère de la Production (Costa Rica)
MSP	Mesures sanitaires et phytosanitaires
NAMDEVCO	Société nationale de commercialisation et de développement agricoles
NAPPO	Organisation nord-américaine pour la protection des plantes
NIMP	Norme internationale pour les mesures phytosanitaires
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États Américains
OECS	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OIMA	Organisation des marchés des Amériques
OIRSA	Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PADEMER	Projet d'appui au développement de la micro-entreprise rurale (Colombie)
PAES	Programme environnemental d'El Salvador
PCB	Protocole de Cartagena sur la biosécurité
PCMMA	Programme coopératif centraméricain d'amélioration des cultures et des animaux
PCR	Réaction en chaîne par polymérase
PDR	Programme de développement rural (Costa Rica)
PIBB	Programme interaméricain de biotechnologie et de biosécurité
PIPRA	Propriété intellectuelle publique à vocation agricole
PMT	Plan à moyen terme (IICA)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP/IMDS	Plan Puebla Panama
PSAIA	Protection sanitaire agricole et à l'innocuité des aliments
PROBOPETEN	Projet de protection des forêts de la province de Petén
PROCI	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole

PROCIANDINO	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole de la sous-région andine
PROCICARIBE	Système des sciences et de la technologie agricoles des Caraïbes
PROCINORTE	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie agricole pour la région Nord
PROCISUR	Programme coopératif de recherche pour le développement technologique agricole du Cône Sud
PROCITRÓPICOS	Programme coopératif de recherche et de transfert de technologie pour les tropiques sud-américains
PRODERT	Projet de développement rural durable dans des zones écologiquement fragiles de la région du Trifinio (El Salvador, Guatemala et Honduras)
PROMECAFE	Programme coopératif pour la protection et la modernisation de la caféiculture
PRORURAL	Programme sectoriel de développement rural productif durable (Nicaragua)
PVS	Performance, vision, stratégie
Red LATN	Réseau latino-américain de politique commerciale
RED-SICTA	Projet du réseau d'innovation agricole du SICTA
REDPA	Réseau de coordination des politiques agricoles de la région Sud
REMERFI	Réseau méso-américain de ressources phylogénétiques
RENAMUR	Réseau national des femmes rurales (Mexique)
RUPRI	Institut de recherche sur les politiques rurales
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
SAG	Service pour l'agriculture et l'élevage (Chili), Secrétariat à l'Agriculture et à l'Élevage (Honduras)
SAGPYA	Secrétariat à l'Agriculture, à l'Élevage, aux Pêches et à l'Alimentation (Argentine)
SEA	Secrétariat d'État à l'Agriculture (République dominicaine)
SECyT	Secrétariat des sciences, de la technologie et de l'innovation productive (Argentine)
SENACSA	Service national de qualité et d'hygiène animales (Paraguay)
SENASAG	Service national de protection sanitaire agricole et d'innocuité des aliments (Bolivie)
SENAVE	Service national de qualité des végétaux et des semences (Uruguay)
SICTA	Système d'intégration centraméricaine de technologie agricole
SIDALC	Système d'information et de documentation agricoles des Amériques
SIHCA	Système hémisphérique de formation pour le développement agricole
TIN	Taux institutionnel net (IICA)
TROPIGEN	Réseau de ressources génétiques des Tropiques
UB	Université du Belize
UCA	Université centraméricaine José Simeón Cañas (El Salvador)
UE	Union européenne
UNA	Université nationale d'Asunción
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Ministère de l'Agriculture des États-Unis
UWI	Université des Antilles occidentales
VAMPP	Veterinary Automated Management Production Program
WIBDECO	Compagnie de développement et d'exportation de bananes des îles du Vent
WWF	Fonds mondial pour la nature